

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE



n° 27 – 24 février 2024

page*2:
Editions Page deux

SYLÉPSE



SPARTACUS



UTOPIA

essf

culture
TEMPS

NewPolitics

Entre les lignes entre les mots



LES
utopiques

A l'encontre

Brigades éditoriales de solidarité

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, les blogs *Entre les lignes entre les mots* (Paris) et *Utopia Rossa*, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

À l'encontre: <https://alencontre.org/>

Centre Tricontinental: www.cetri.be/

ContreTemps: lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2: <https://alencontre.org/>

Éditions Spartacus: www.editions-spartacus.fr

Éditions Syllepse: www.syllepse.net

Massari Editore, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots: <https://entre-leslignesentrelesmots.blog/>

Europe solidaire sans frontières: www.europe-solidaire.org

Les Utopiques: lesutopiques.org

M Éditeur: <https://m-editeur.info/>

New Politics: newpol.org/

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: laboursolidarity.org

Utopia Rossa: <http://utopiarossa.blogspot.com>



15 FÉVRIER 2024

ISBN: 979-10-399-0226-7

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLLES, 75020 PARIS

Illustration de couverture: © Natacha Nisic, *Breaking Dreams, Breaking Lives*, mars 2022, The Crown Project. Illustrations intérieures: DR et collections particulières.

Du n° 1 (3 mars 2022, soit neuf jours après le début de l'invasion) au n° 27 (22 février 2024), en 24 mois, les Brigades éditoriales de solidarité ont publié 27 numéros soit quelque 655 articles sur 2 834 pages.

Nous avons également publié 2 brochures en téléchargement: *Marko Bocjun, un marxiste ukrainien*; *Bilkis, un groupe féministe ukrainien*; 1 bande dessinée (en téléchargement): *Une «ostarbieter» de 3 ans*.

Ainsi que six livres: *Liberté et démocratie pour les peuples d'Ukraine* (Brigades éditoriales de solidarité); *Solidarité syndicale en temps de guerre* (Réseau syndical de solidarité et de luttes); *Maksym Butkevitch* (Comité français du Résu); *L'Ukraine insurgée* (Brigades éditoriales de solidarité); *L'Ukraine en toutes lettres* (Brigades éditoriales de solidarité, traduit et publié en italien par les éditions Utopia Rossa); *Jours gris et nuages d'acier sur l'Ukraine* (Bernard Dréano).

Sans oublier 2 numéros de revues axées sur l'Ukraine: *Les Utopiques* (Union syndicale Solidaires) et *ContreTemps*.

À cela s'ajoutent 4 livres en ukrainien pour le compte de la maison d'édition ukrainienne en exil Medusa, l'organisation d'un salon du livre ukrainien avec le Comité français du Résu... et la participation régulière au Comité français du Résu.

Table des matières

TRISTE ANNIVERSAIRE DÉCLARATION DU RESU 6	PETITE HISTOIRE DU SYNDICAT INDÉPENDANT DE L'ÉDUCATION ET DES SCIENCES D'UKRAINE 34
APPEL DE LA CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS LIBRES D'UKRAINE 7	COMMENT LES FEMMES UKRAINIENNES SUPPORTENT LE POIDS DE LA VIE SUR LA LIGNE DE FRONT KATERYNA FARBAR 38
SOUTENIR PLUS QUE JAMAIS LA RÉSISTANCE POPULAIRE ARMÉE ET NON ARMÉE EN UKRAINE COMITÉ FRANÇAIS DU RÉSU 8	LE TRAVAIL ET LA GUERRE LAURENT VOGEL 41
POUR UNE PAIX JUSTE ET DURABLE: SOLIDARITÉ AVEC LA RÉSISTANCE DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS UKRAINIENS! CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, FSU, UNSA, SOLIDAIRES 9	2023, LE RETOUR DES LUTTES SOCIALES PATRICK LE TRÉHONDAT 46
UKRAINE: AN III 11 HANNA PEREKHODA 11	TIRER DANS LES GENOUX... DÉCLARATION DES COMBATTANTS DU DRAPEAU NOIR 54
LA BATAILLE D'AVDIIVKA ANTOINE RABADAN 12	LA PAROLE À PRIAMA DIIA 2023, UNE ANNÉE DE LUTTES ÉTUDIANTES PRIAMA DIIA (ACTION DIRECTE) 56
MEMORIAL EN CAMPAGNE POUR MAKSYM BUKTEVYCH 13	PRIAMA DIIA 57
LA GUERRE AN III TROIS QUESTIONS ET 24 RÉPONSES 15	LES ÉTUDIANTS SONT LA FORCE DE L'UNIVERSITÉ MANIFESTE DE PRIAMA DIIA 58
PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE LES ENJEUX DU NOUVEAU CODE DU TRAVAIL VITALIY DUDIN 27	ÉCLAIRAGES IMPÉRIALISME RUSSE: GUERRE, FASCISATION ET RÉSISTANCE ILYA BUDRAITSKIS 74
MENACE SUR LE SERVICE POSTAL UKRAINIEN KATERYNA FARBAR 30	COMBATTANTS LIBERTAIRES BÉLARUSSES ENTRETIEN AVEC UN MILITANT LIBERTAIRE BÉLARUS SUR LE FRONT 79
« NOTRE SYNDICAT A PERDU DE NOMBREUX ADHÉRENTS PENDANT LA GUERRE » VOLODYMYR FUNDOVNYI 33	COMMUNAUTÉS RROMS EN TEMPS DE GUERRE ENTRETIEN AVEC VIKTOR CHOVIKA 83



LES ÉTATS-UNIS ENVAHISSENT-ILS L'UKRAINE ?

ALFONS BECH

87

FÉMINISMES

VETERANKA

MARIANA SANCHEZ ET PATRICK SILBERSTEIN

91

BÉLARUS: FEMMES SYNDICALISTES EN PRISON

SALIDARNAST

93

RETOUR VERS LE FUTUR 2

MAÏDAN A PROVOQUÉ UNE CRISE DE L'ANCIEN SYSTÈME POLITIQUE

VITALYI DUDIN

98

C'ÉTAIT IL Y A DIX ANS

DARIA SABUROVA

99

DIX ANS SE SONT ÉCOULÉS

SOTSIALNYI RUKH

100

LES VOIES DE LA GAUCHE DANS L'OBSCURITÉ

TARAS SALAMANIUK

101

BOÎTE ALERTE

ODESSA, L'EXTRÊME DROITE EMPÊCHE UNE EXPOSITION

PATRICK LE TRÉHONDAT

115

« L'UKRAINE EST UN PROJET DE GAUCHE ET ANTIAUTORITAIRE »

ENTRETIEN AVEC DAVID TCHITCHKAN

116

LEONID FINBERG, PROMOTEUR DE LA DÉMOCRATIE ET DE LA CULTURE JUIVE

PROPOS RECUEILLIS PAR CLAIRE BRISSARD

119

DEUX ANS DE SOLIDARITÉ

127



**Alexeï Navalny,
Marioupol,
Anna Politkovskaïa,
Louhansk,
Boutcha...**

**TROUPES DE POUTINE
HORS D'UKRAINE
POUTINE ASSASSIN**

SYLEPSE

Triste anniversaire

DÉCLARATION DU COMITÉ FRANÇAIS DU RESU¹

Hugues

Terrible anniversaire que celui de l'invasion impérialiste des troupes de Poutine. Deux ans de bombardements quotidiens. Deux ans de destruction des infrastructures du pays. Deux ans de rapt et de déportation d'enfants. Deux ans de viols comme stratégie de guerre. Deux ans d'un écocide ravageant le plus vaste territoire d'Europe. Deux ans de massacres de civils et de militaires. Deux ans de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Et pourtant l'Ukraine tient bon. Appuyée sur la formidable résistance de tout un peuple, l'armée a pu reprendre des territoires autour de Kherson et sécuriser le transport en mer Noire en obligeant la flotte russe à se replier.

À la verticale autocratique du pouvoir poutinien répondent, en Ukraine, des formes multiples d'auto-organisation à la base (mobilisation de volontaires, associations de défense des droits civils, syndicats indépendants, mouvements féministes, notamment) qui témoignent de la capacité d'initiative de la population ukrainienne et soudent son unité.

Poutine, pour qui une société démocratique à ses frontières est le pire des dangers, a augmenté son budget militaire de 70 % et cherche à saturer l'espace et la défense ukrainienne. Fort du nombre – avec son réservoir de chair à canon tirée des prisons et puissant dans les minorités paupérisées de son empire – Poutine joue la montre, comptant sur l'élection de

Trump pour que l'aide américaine soit définitivement gelée et ne lésinant devant aucun moyen pour l'épauler.

Trop longtemps, les gouvernements occidentaux ont tergiversé et n'ont pas apporté à l'Ukraine l'aide dont elle a un besoin vital pour vaincre, rationnant ici les avions, là les chars et les obus, tels des épiciers munichois.

Les Ukrainiennes et les Ukrainiens ne manquent ni de volonté, ni d'inventivité technologique, ni bien sûr de courage, pour repousser les troupes russes hors de leurs frontières. Ils n'ont besoin que des armes qui leur ont été promises.

Sophie

Le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine s'est constitué au soir de l'invasion et a, depuis, essaimé sur tous les continents. Son Comité français regroupe aujourd'hui une quarantaine d'organisations politiques, syndicales ou associatives, indépendantes de tout gouvernement. Outre le droit à l'autodétermination pour une Ukraine indépendante et démocratique, le RESU apporte son soutien à la résistance antiguerre et démocratique en Russie et au Bélarus. Il défend aussi celles et ceux qui, engagés dans la résistance, luttent contre la remise en cause du droit du travail et du droit syndical, des droits des femmes et des étudiants, qui fragilise l'unité du peuple ukrainien et donc sa capacité de défense.

Notre charte demande l'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine. Toute l'aide nécessaire, armes comprises, doit lui être apportée sous forme de dons car l'Ukraine ne défend pas seulement le droit de choisir librement son destin mais également le nôtre, à nous qui sommes aussi dans le collimateur de Poutine, de sa « guerre de civilisation » et de son entreprise de déstabilisation de l'Europe. L'urgence est d'armer l'Ukraine plutôt que de faire des affaires

1. Conférence de presse du 15 février à la Ligue des droits de l'homme.



avec les dictatures et les théocraties qui sévissent sur tous les continents.

Comme le dit Serhiy Jadan, poète et musicien immensément populaire en Ukraine, allons-nous nous dérober aux responsabilités qui sont aujourd'hui les nôtres «au nom d'un mercantilisme douteux et d'un faux pacifisme?».

Seule la défaite des armées de Poutine et de son régime peut garantir la sécurité collective des peuples d'Europe.

C'est pourquoi, avec le collectif Ensemble pour le 24!, nous appelons toutes et tous les internationalistes, toutes et tous les démocrates, dans toutes les régions de France, à marcher le 24 février pour la victoire de l'Ukraine.



Appel de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine

Aux syndicats, parlements et gouvernements des pays démocratiques, aux partenaires internationaux et aux organisations internationales

La nouvelle année 2024 en Ukraine a commencé par d'horribles attaques massives de missiles russes contre les villes paisibles et endormies d'Ukraine. Au total, uniquement pendant les vacances du 29 décembre 2023 au 2 janvier 2024, les forces russes ont tué 90 civils lors d'attaques de missiles. En seulement cinq jours, la Russie a lancé 500 missiles et drones sur des zones résidentielles, des entreprises, des hôpitaux, des établissements d'enseignement et des sites du patrimoine culturel en Ukraine. Chaque jour, des habitants de nos villes paisibles meurent de la main de la Russie, et des centaines de personnes sont blessées et deviennent handicapées. Nous sommes obligés de vivre et de travailler dans un état de stress et d'anxiété permanents. Aujourd'hui, les Ukrainiens paient le prix fort pour la liberté et la paix en Europe.

La Confédération des syndicats libres d'Ukraine, en tant que porte-parole des travailleurs ukrainiens – mineurs, métallurgistes, travailleurs du secteur de l'énergie, enseignants, médecins, entrepreneurs et autres – attire l'attention sur la nécessité de prendre des mesures décisives pour protéger l'Ukraine et dissuader les intentions du pays agresseur, la Russie de



réécrire le droit international et de redessiner la carte de l'Europe moderne.

Nous appelons les gouvernements des pays et la communauté internationale à accélérer la fourniture d'une aide militaire à notre pays, y compris la fourniture de systèmes de défense aérienne supplémentaires, de missiles à longue portée, de drones, etc. Les partenaires internationaux, en fournissant des armes, sauvent des milliers de personnes et de vies lors d'attaques de missiles par les troupes russes.

Nous faisons également appel à des partenaires internationaux pour : continuer à fournir une aide économique et humanitaire à l'Ukraine ; renforcer les sanctions contre le régime terroriste russe, car cela pourrait limiter considérablement les ressources financières et les exportations de technologies nécessaires à la poursuite de la guerre sanglante ; garantir la possibilité d'utiliser les avoirs russes gelés pour les diriger vers l'aide à l'Ukraine ; isoler et retirer du travail dans les organisations internationales les personnalités politiques, publiques et syndicales russes, en tant que représentants d'un pays qui mène des activités terroristes contre l'Ukraine souveraine et indépendante et ses citoyens.



Nous demandons aux représentants de la communauté syndicale internationale et européenne à appeler les gouvernements de leurs pays à continuer de fournir une aide humanitaire et une aide militaire à l'Ukraine.

Nous tenons à remercier tous ceux qui soutiennent et apportent leur aide à l'Ukraine dans cette période difficile pour le peuple ukrainien.

Nous pensons que les efforts conjoints contribueront à mettre fin à l'agression russe, qui non seulement détruit l'Ukraine, mais compromet également la stabilité économique, énergétique, écologique et alimentaire en Europe et dans le monde.

Soutenir plus que jamais la résistance populaire armée et non armée en Ukraine

COMITÉ FRANÇAIS DU RÉSU¹

En ce second anniversaire de l'invasion impérialiste russe de toute l'Ukraine, dixième anniversaire de la guerre commencée en 2014, le Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU) appelle plus que jamais à soutenir la résistance populaire armée et non armée en Ukraine. Nous appelons donc à fournir à l'Ukraine les aides financières – en dons, pas en crédits – pour faire face aux destructions et au froid, autant que nécessaire et sans délais. L'Ukraine doit pouvoir recevoir et produire les armes et munitions qui lui manquent afin de protéger la population et d'empêcher de nouveaux crimes et de conquérir une paix durable, parce que juste !

Les pressions pour un cessez-le-feu et pour le ralentissement voire l'arrêt de l'aide militaire à l'Ukraine, associées de facto à l'idée d'un gel du maintien sous domination russe des territoires annexés, ne conduiraient pas à la paix mais à la poursuite de la guerre et des crimes contre l'humanité.

Il s'agit de la lutte contre l'oppression, la torture, les viols, les déportations de populations, les enlèvements d'enfants, la destruction de la nation ukrainienne et de toute différence envers la « grande

1. Communiqué à l'occasion du deuxième anniversaire de l'invasion russe. Contact : ukrainesolidaritefrance@gmail.com FB <https://www.facebook.com/profile.php?id=100087563586225>.

Russie» dans les territoires occupés, les destructions d'infrastructures et l'écocide en cours: la voie de la paix passe par la défaite du régime poutinien.

Tel est le message du RESU auprès des mouvements sociaux, de la gauche et des organisations syndicales en France: les armes ne doivent pas être des marchandises, elles ne doivent pas être destinées à des dictatures. Pas plus que les aides financières, elles ne doivent être des moyens de pression politique ou des instruments d'assujettissement économique et d'endettement. Elles doivent être fournies gratuitement à un pays agressé, car elles ont en Ukraine une vraie utilité sociale et démocratique!

Et ne vaudrait-il pas mieux les fournir rapidement à l'Ukraine plutôt que les livrer à des dictatures ou à Israël, qui détruit Gaza? Pendant ce temps les ventes d'armes de la France explosent.

Notre soutien à l'Ukraine, s'il veut être efficace et internationaliste, doit être donc associé à la revendication d'abrogation de la dette extérieure ukrainienne. Il appuie la volonté de contrôle par la population de l'utilisation des aides et il apporte son plein soutien aux soldat·es, à la société civile ukrainienne, aux femmes, aux jeunes mobilisé·es dans des rassemblements, manifestations, actions diverses dans tout le pays pour que les moyens du combat ne soient pas détournés par la corruption. Nous soutenons toutes celles et tous ceux qui luttent pour les droits sociaux, contre la destruction du droit du travail et du droit syndical, des attaques qui vont à l'encontre des besoins de la mobilisation contre l'invasion.

Notre soutien vise la défaite et le renversement du régime poutinien et va aux combattant·es antiguerre en Russie et au Bélarus, ainsi qu'à l'exigence de libération de tous les prisonnier·ères politiques dans ces pays

C'est par la résistance populaire que l'invasion a été stoppée en février-mars 2022. C'est par la résistance populaire et un véritable soutien internationaliste que la victoire reste possible, seule voie vers la paix en Europe et l'émancipation de tous les peuples opprimés dans le monde.

19 janvier 2024

Pour une paix juste et durable: solidarité avec la résistance des travailleuses et travailleurs ukrainiens!

CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, FSU, UNSA, SOLIDAIRES¹

Le 24 février 2022 Vladimir Poutine ordonnait l'invasion à grande échelle de l'Ukraine donnant un coup d'accélérateur à la destruction et au dépeçage de ce pays qu'il a entrepris depuis 2014 avec l'annexion de la Crimée et de la déstabilisation du Donbass.

Ses espoirs de remporter une victoire éclair étant brisés par la résistance du peuple ukrainien, Vladimir Poutine s'est alors engagé dans une guerre d'usure où tous les coups sont permis en violation du droit international humanitaire et des droits de l'homme.

Les conséquences économiques de cette guerre se font sentir partout dans le monde, alternativement menacé d'embrasement nucléaire, de catastrophe environnementale, d'inflation galopante, notamment

1. Communiqué de l'intersyndicale à l'occasion du deuxième anniversaire de l'invasion russe.

sur les prix de l'énergie, ou de famine céréalière. La vie de centaines de millions de personnes a ainsi été bouleversée par le choix tragique de Poutine de réinviter la guerre à grande échelle sur le sol européen.

En Russie et au Bélarus, la répression musèle les voix de celles et ceux qui dénoncent la guerre et le totalitarisme de Poutine et de Loukachenko. Le mouvement syndical indépendant du Bélarus est anéanti, ses responsables ont écopé de lourdes peines de prison, des rafles ont encore eu lieu dans les usines du pays fin 2023.

Face au drame vécu par les populations d'Ukraine, les organisations syndicales françaises CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, Solidaires et FSU ont aussitôt réagi par la mise en place d'une intersyndicale qui en juillet 2022, a convoyé jusqu'en Ukraine, deux véhicules neufs, à destination de nos

camarades de la FPU et de la KVPU, qui les utilisent depuis pour distribuer l'aide humanitaire aux travailleuses et travailleurs et aux populations civiles.

L'action s'est poursuivie début 2023, par l'acheminement de plus d'une centaine de palettes d'aide humanitaire (radiateurs, générateurs, vivres, matériel de soin et d'hygiène...). Ces biens ont été obtenus sous forme de dons, ou achetés grâce aux collectes organisées par les organisations syndicales françaises.

Le troisième convoi syndical vers l'Ukraine est en train d'acheminer le matériel électrogène qui doit permettre de mieux faire face aux destructions d'infrastructure civile.

Le soutien des syndicats français ne s'arrête pas à l'organisation d'aide humanitaire. Les organisations syndicales françaises sont solidaires avec les confédérations ukrainiennes FPU et KVPU qui s'opposent à l'adoption d'un code de travail ultralibéral et contraire aux engagements européens et internationaux du pays en matière des droits sociaux et des libertés syndicales.

L'Intersyndicale de solidarité avec l'Ukraine porte avec force depuis deux ans les exigences suivantes :

- la reconnaissance de la responsabilité de la Russie de Poutine dans la guerre d'agression conduite contre l'Ukraine ;
- la reconnaissance de la légitimité du peuple Ukrainien à se défendre contre cette agression ;
- la revendication d'une paix juste et durable dont le préalable doit être le retrait des troupes Russes d'Ukraine ;
- une solidarité concrète aux travailleuses et travailleurs d'Ukraine et à leurs organisations syndicales tant dans leur lutte contre les réformes qui portent atteinte aux droits sociaux et syndicaux en Ukraine que dans leur lutte contre l'impérialisme Russe ; ■



Solidaires
ET INTERNACIONALISTES!

#122 février 2024 spécial Ukraine

24 février...
Deux ans de guerre
en Ukraine et la solidarité
toujours nécessaire

Le monde va mal, une guerre, une injustice, un massacre semblent chasser l'autre... L'Union syndicale Solidaires a l'internationalisme chevillé au corps. A sa mesure, en développant ses liens avec les travailleuses et les syndicats des pays colonisés, menacés, elle s'engage dans la solidarité quelques soient les ennemis auxquels ceux-ci s'affrontent. Il n'y a malheureusement pas une raison unique de se mobiliser. C'est le cas depuis longtemps pour la Palestine et pour exiger aujourd'hui un cessez-le-feu immédiat. C'est aussi le cas pour défendre les droits des travailleuses d'Ukraine à vivre de façon indépendante et sans pour autant se soumettre à une exploitation soigneusement orchestrée par son gouvernement et soutenue par l'Europe.

UKRAÏNE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Solidaires Union syndicale
Bulletin de la commission internationale de l'Union syndicale Solidaires
21 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris - (33) 1 58 39 30 20
contact@solidaires.org - solidaires.org

Un soutien actif aux libertés et à celles et ceux qui luttent pour la paix et leurs droits en Russie et au Bélarus.

L'intersyndicale française de solidarité avec l'Ukraine appelle à participer aux initiatives unitaires organisées en France le 24 février 2024, notamment à la marche pour l'Ukraine, à Paris (départ de la place de la République à 14 heures).

- Solidarité avec l'Ukraine qui résiste !
- Solidarité avec les travailleurs Ukrainiens qui résistent !
- Respect des droits des travailleurs !
- Non à la guerre de Poutine ! Troupes russes hors d'Ukraine !
- Paix en Ukraine – Libertés en Russie et au Bélarus !

Ukraine: an III

HANNA PEREKHODA¹

La guerre russe en Ukraine entre dans sa troisième année, et rien n'indique que Poutine ait changé son objectif initial, à savoir le démantèlement total de l'État ukrainien. En Occident, nombreux sont celles et ceux qui s'impatientent, évoquant la perspective que l'Ukraine doive céder des «terres» (et les personnes qui y vivent) en échange de la «paix».

La fatigue de la guerre en Ukraine s'accroît en Occident, affirment les médias. Mais personne n'est plus fatigué·e de cette guerre que les Ukrainien·nes elles·eux·mêmes. Des dizaines de villes et des milliers

de villages sont rasés. Des centaines de milliers de personnes, notamment des enfants, ont été déportées de force en Russie. Des millions de personnes ont dû fuir l'Ukraine et beaucoup d'autres ont été déplacées à l'intérieur du pays.

Le coût supporté par les Ukrainien·nes ne cesse d'augmenter. Mais il en va de même pour le désir persistant de voir leur résistance héroïque signifier quelque chose, d'affirmer leur choix pour un État où l'on peut être un·e citoyen·ne plutôt qu'un·e serf·ve. Tenu (à tort) pour acquis en Europe occidentale, ce droit doit encore être défendu les armes à la main dans la majeure partie du monde.

L'Ukraine est peut-être loin d'être l'endroit où un·e militant·e de gauche pourrait trouver l'incarnation d'un paradis socialiste sur terre.

Mais ce qui compte, c'est que les Ukrainien·nes défendent le projet d'une société où le changement est possible. La Russie a, elle aussi, un projet: un monde où aucun changement n'est concevable et où aucune lutte n'a la moindre chance d'aboutir. Dans le jargon du Kremlin, il s'agit d'un «ordre mondial multipolaire», dans lequel chaque grande puissance autoproclamée aurait sa propre zone d'influence exclusive où elle pourrait exploiter la population et la nature en toute impunité, sans se soucier des normes et des règles internationales.

Poutine est, par essence, en train de former une Internationale d'extrême droite, en alignant des politicien·nes qui n'hésiteraient pas à démolir les mécanismes de sécurité internationale restants, en mobilisant aussi à cette fin le juste sentiment d'opposition à «l'hypocrisie occidentale» dans le Sud global.

En effet, les Nations Unies n'ont pas été en mesure d'apporter des solutions valables aux guerres en Ukraine, et encore moins à la guerre à Gaza, entravées par les vétos de la Russie et des



1. Hanna Perekhoda est membre de Sotsialnyi Rukh et participe au comité suisse du RESU. Article publié dans [SolidaritéS](#) (Suisse).

États-Unis respectivement, alimentant ainsi une crise de confiance envers les normes et les principes censés être universels.

La réaction appropriée ne consiste toutefois pas à rejeter ces principes. Ce que les militant·es concerné·es par l'injustice doivent faire, c'est lutter pour l'universalité des normes et l'universalité des sanctions en cas de leur violation, et non pour leur destruction. (surtout si l'on considère que nous ne serons pas les premier·ères à faire face aux conséquences de la «multipolaire» émergente, qui passe d'abord par des guerres et des génocides dans des «périphéries»).

La solidarité avec l'Ukraine ne doit pas être une simple posture morale, mais une réponse rationnelle. Car si la légitimité des «sphères d'influence» est établie en norme, quel autre choix les États auraient-ils que de rejoindre l'un des blocs militaires? Si la puissance nucléaire peut faire tout ce qu'elle veut sans encourir de sanctions, qui choisira alors le désarmement?



Si la puissance nucléaire peut faire tout ce qu'elle veut sans encourir de sanctions, qui choisira alors le désarmement? Malheureusement, certain·es à gauche ont tendance à soutenir les dictateurs «opprimés» plutôt que les peuples qui luttent pour leur liberté, que ce soit contre une agression extérieure ou une oppression intérieure.

Dans le monde des impérialismes concurrents, le moins que nous puissions faire est d'écouter et d'amplifier les voix des gens comme nous – les travailleur·euses – et non les voix de ceux qui prétendent parler en leur nom, qu'ils soient du «Nord» ou du «Sud».

12 février 2024

La bataille d'Avdiivka

ANTOINE RABADAN

Les Ukrainiens ont replié leurs troupes hors d'Avdiivka. Victoire à la Pyrrhus des Russes qui, malgré le déséquilibre en leur faveur des forces et de la puissance de feu (merci les trumpistes républicains américains), ne parviennent à prendre une ville en ruines qu'en «ruinant» des dizaines de milliers de vies et une incroyable quantité de matériel militaire. Tout à fait significatif de ce qu'est un régime qui corsete totalement son peuple et le réduit à être la masse de manœuvre du pouvoir des élites capitalistes en place.

Le fait est qu'en termes de stratégie militaire cette prise d'Avdiivka, outre le prix fort payé pour gagner en cinq mois... 29 km², signe fondamentalement l'incapacité de l'armée russe à marquer des points autres que symboliques et sanglants: pitoyable soumission du militaire au politique cherchant à «magnifier» la prochaine victoire électorale du tyran de Moscou qui, la mort de Navalny comme l'interdiction faite à son seul opposant encore libre d'être candidat le montrent, n'a que l'esbroufe propagandiste, la répression à l'intérieur et la guerre à l'extérieur pour essayer d'accréditer qu'il serait le sauveur de la «Grande Russie» impériale. Impérialiste.

Un seul chiffre donne la mesure de ce qui dit en fait l'échec sur le temps de l'armée russe et de son dictatorial mentor: sur l'année passée elle a conquis 478 km² (0,079 %) du territoire ukrainien¹, l'équivalent de deux fois la superficie de la ville de Marseille! Victoire russe d'Avdiivka, fermez le ban! Victoire de la résistance ukrainienne... qui résiste (!) dont le défi reste certes de devenir victorieuse de l'offensive pour récupérer le territoire occupé et renvoyer l'armée russe dans ses frontières. Ce qui serait un facteur politique de premier ordre pour que les Russes se convainquent que l'ennemi n'est pas l'Ukrainien mais le Russe et son clan qui verrouillent leur pouvoir illégitime.

1. www.youtube.com/watch?v=KGqS5n-B36o.

Memorial en campagne pour Maksym Buktevych

L'ONG russe Memorial, qui soutient les prisonniers politiques, a reconnu cette semaine ce statut à six personnes, dont Maksym Buktevych.

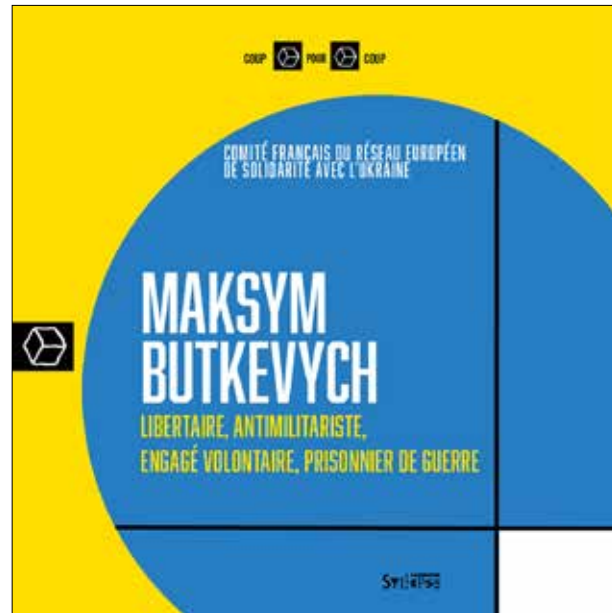
Lire le communiqué : <https://memopzk.org/figu.../butkevich-maksim-aleksandrovich/>

Memorial rend publique cette adresse pour écrire à Maksym :

294562, LPR, g. o. Red Beam, City
Vakhrushevo Street Peace, d. 20, FCU
IK-2 UFSIN selon LPR, Butkevic Maxim
Alexandrovich, 1977 r.

D'autres Ukrainiens ont été parrainés par Memorial: Vladimir Oudovik, Vladimir Linnik, Victoria Tkachenko et Natalia Pridatchenko, condamnés en vertu de la loi russe à diverses peines d'emprisonnement allant jusqu'à six ans pour avoir participé à une organisation terroriste.

Memorial a également lancé une collecte de fonds pour le mathématicien russe emprisonné Azat Miftakhov, tout en poursuivant la campagne «1001 lettres à Azat Miftakhov».



**LA GUERRE
AN III**

Trois questions et 24 réponses

1) Après deux ans de guerre, comment voyez-vous la situation en Ukraine ?

2) Quelle est votre situation et quels sont vos projets ?

3) Qu'espérez-vous pour l'année 2024 ?

Syndicat libre des cheminots d'Ukraine (KVPU)

« 2024 apportera de nouvelles transformations positives »

1

Depuis deux ans, l'Ukraine tente de survivre sur le champ de bataille et de reconquérir ses territoires. Dans le même temps, le pays est confronté à d'importants défis économiques et doit soutenir ses citoyens, ce qui nécessite également des ressources considérables. En Ukraine, les années 2022 et 2023 resteront dans l'histoire comme des années d'épreuves et de pertes énormes. Entre-temps, l'économie nationale a montré des signes de résilience remarquable face à l'agression à grande échelle menée par la Russie depuis deux ans et a réussi non seulement à conserver une part importante de son potentiel mais, malgré les hostilités en cours, a même pris les premières mesures pour reconstruire le pays. Ce dernier point permet d'affirmer avec prudence que 2024 apportera de nouvelles transformations positives dans l'environnement socio-économique national, qui se traduiront par un renforcement de l'économie et une amélioration du bien-être. Les citoyens ukrainiens sont désormais très unis, que ce soit sur la question des drones ou sur celle de l'aide à la défense territoriale et aux forces armées ukrainiennes.



2

Le syndicat libre des cheminots d'Ukraine conserve le statut d'une organisation syndicale ukrainienne et il est financièrement indépendant des employeurs et des autres organisations syndicales.

Les principaux projets et activités de la VPZU :

- motiver l'adhésion aux syndicats, créer de nouvelles organisations syndicales de base ;

- former la structure de l'Union et l'améliorer en fonction des réalités du moment et de la situation ;
- assurer une représentation permanente pour protéger les droits et les intérêts professionnels, sociaux et économiques de ses membres.

3

Tout d'abord, nous voulons la stabilité politique et économique du pays et la victoire sur l'agresseur russe.

Groupe féministe Bilkis¹

« Notre perspective est d'agir pour résister »

1

Pour être honnête, il n'y a pas beaucoup de temps ni de ressources mentales pour s'asseoir et réfléchir à la façon dont l'invasion russe de l'Ukraine en 2022 a toujours un impact négatif sur notre économie, détruit des villes et tue des Ukrainiens. L'activisme féministe que nous menons collectivement nous aide à transformer notre rage et notre chagrin en force pour aider ceux qui sont dans le besoin. Notre perspective est d'agir pour résister.

2

Nous ferons principalement le travail que notre équipe a commencé l'année dernière. Tout d'abord, l'Espace de choses où les gens peuvent apporter des choses inutiles et emporter ce dont elles ont besoin. À Lviv, il existe un autre endroit comme celui-ci. Et aussi poursuivre notre opération Hodivnycka : distribution d'alimentation végétalienne chaque semaine

1. Voir *Soutien à l'Ukraine résistante*, « Paroles féministes » n° 10 ; « Le groupe féministe de Lviv Bilkis harcelé par les fascistes », n° 1 ; « L'Espace des choses anticapitaliste de Lviv », n° 15 ; « Bilkis, un féminisme solidaire », n° 18.

pour de personnes sans abri ou faible revenu. Les campagnes d'information sur Instagram, YouTube et Tiktok resteront également un élément essentiel de notre activisme en ligne. Cependant, l'objectif légèrement nouveau serait de renforcer le potentiel organisationnel de notre organisation. Cela peut permettre de développer nos capacités à rechercher davantage de soutien pour nos principales activités.

3

Pour 2024, Bilkis espère et vise à fournir des ressources au plus grand nombre de filles et de femmes possible. Pour cela, nous devons sentir que l'Ukraine n'est pas seule dans ce combat. Avec la solidarité des pays occidentaux, il y a de la possibilité pour moins de « pertes » pour nous toutes et tous.

Cios, groupe punk ukrainien²

« La situation est dans une impasse »

1

Au milieu de la guerre, la propagande incessante et l'absence de toute voix substantielle de critique de la soi-disant « démocratie » virent encore plus vers une réaction accrue en faveur de la dictature bourgeoise, qui n'est plus dissimulée sous le masque de la « liberté ». Le service militaire est principalement effectué par la classe ouvrière des villes et villages dépourvus du soutien adéquat de l'État. Les citoyens doivent rassembler des fonds pour les produits de première nécessité que l'État devrait fournir aux soldats. Pendant ce temps, les responsables de l'État aux plus hauts niveaux détournent

2. Voir *Soutien à l'Ukraine résistante*, « La guerre bat son plein et le hachoir à viande ne fait que gagner du terrain », n° 11 ; « Ah ! ça ira, ça ira, ça ira, les dirigeants de l'empire à la lanterne... », n° 21.



des millions de dollars des budgets destinés à l'aide humanitaire et militaire. Les riches, exemptés du service militaire, engrangent des profits excessifs, tout en étant convaincus qu'ils constituent un formidable «front économique» dans la guerre. Malgré l'enthousiasme initial du peuple, prêt à résister au régime autoritaire de l'agresseur russe, le gouvernement travaille désormais sans relâche pour éteindre cet enthousiasme.

En substance, la situation ne s'améliore pas dans cette guerre prolongée. Les facteurs décrits contribuent non seulement à l'érosion progressive des droits de la population en général, mais entraînent également une diminution de la capacité financière. Cette situation entraîne une stagnation du front, une réduction de la quantité d'armes et une baisse de motivation.

2

En raison de la fermeture des frontières et des conditions difficiles pour les concerts, le groupe n'est pas très actif. Cependant, nous persistons dans nos efforts. Nous travaillons progressivement vers de nouvelles productions et explorons de nouveaux formats pour nos présentations. Nous espérons que vous serez bientôt témoins de quelque chose de nouveau de notre part.

3

Nous n'avons pas d'espoirs particuliers, mais nous prévoyons une certaine dynamique de développement de la guerre en 2024. Dans son état actuel, la situation est dans une impasse. Des élections sont également prévues cette année dans tous les pays importants pour la conjoncture, ce qui devrait avoir un impact sur la situation.

Sois comme Nina, syndicat de personnel soignant¹

«*Nous ne reculerons pas*»

1

La situation devient de plus en plus compliquée et difficile, nous ne pouvons pas exercer pleinement nos droits, car il y a de nombreuses restrictions en temps de guerre. Il est donc très difficile de défendre les droits et les libertés des Ukrainiens, mais nous devons travailler et défendre notre pays et l'avenir de nos enfants avec une force surhumaine.

Tout le monde est très épuisé, tant physiquement que psychologiquement, nous comprenons tous que des défis encore plus difficiles nous attendent, mais nous sommes également convaincus que nous ne reculerons pas et que nous n'abandonnerons pas.

2

Pour l'instant, notre projet avec une organisation allemande est terminé et nous recherchons activement de nouveaux soutiens d'organisations internationales, car nous voyons et recevons de nombreuses demandes de toute l'Ukraine concernant les problèmes de nos infirmières, des femmes avec des enfants, des personnes qui ont besoin d'un traitement.

Pendant que je réponds à vos questions, j'ai déjà reçu deux messages de personnes demandant de l'aide et du soutien, l'un des territoires occupés et l'autre d'un territoire proche de la zone de combat.



1. Voir *Soutien à l'Ukraine résistante*, «Gérer et contrôler les hôpitaux, c'est possible», n° 23; «Les victoires de Sois comme Nina», n° 25; «3 questions à Sois comme Nina», n° 26.

3

Notre seul rêve est de gagner, et nous surmontons tout le reste. Quant aux espoirs pour 2024. Oui, nous avons tous hâte de gagner. Nous voulons que l'ennemi quitte notre pays et ne revienne jamais ici. Mais nous comprenons que même après la fin de la guerre, nous aurons beaucoup de problèmes. De trop nombreuses personnes se sont retrouvées sans abri, d'autres ont fui sans travail. En raison du stress et de l'anxiété constants, la santé des gens s'est considérablement détériorée. De nombreux Ukrainiens ont besoin du soutien d'un psychologue adéquat. Une femme de Kharkiv, qui vit aujourd'hui à Lviv, nous a raconté une histoire terrible : sa tante est morte. En raison des bombardements constants, cette femme n'a pas pu se rendre aux funérailles. Le matin, sa tante a été enterrée, et le soir, une roquette a frappé le cimetière et démoli sa tombe. Aujourd'hui, les proches n'ont nulle part où aller pour dire au revoir. Tous sont déprimés. Et malheureusement, il y a des millions d'histoires de ce genre. Par conséquent, nous espérons que cette année nous pourrions trouver des partenaires dignes de ce nom, des projets grâce auxquels nous pourrions soutenir ces personnes défavorisées. Nous voulons aider les Ukrainiens, parce que nous comprenons que l'ennemi veut détruire notre nation non seulement physiquement, mais aussi moralement. Par conséquent, nous ne pouvons pas permettre que cela se produise.



Vitalyi, militant socialiste ukrainien déporté en Russie¹

«L'armée russe en train de se désintégrer de l'intérieur»

1

Tout se passe comme je m'y attendais quand tout a commencé. Que la guerre en Ukraine prendra un caractère systématique, semblable à celui des tranchées, sans aucun progrès significatif des deux côtés. Concernant la situation militaire, je ne peux pas dire grand-chose, mais concernant l'armée russe, je dois vous dire qu'elle est clairement, très clairement en train de se désintégrer de l'intérieur, de se déstabiliser, de se marginaliser, et que l'armée russe a de moins en moins de force pour combattre – cela est très visible.

2

Je n'ai pas lu les informations indépendantes ukrainiennes depuis longtemps, alors que se passe-t-il en Ukraine? et je veux dire exactement l'humeur des masses, la situation économique. Mais en Russie, il n'est pas difficile de constater une détérioration du niveau de vie, le recours aux migrants pour combler le manque de personnel, la propagande d'État est de plus en plus diabolisée et fasciste, l'éducation se dégrade, les municipalités pourrissent et sont usées. Le capitalisme russe, en général, se développe de plus en plus rapidement selon les canons de la «société du spectacle». Il me semble inutile d'énumérer certains cas et faits montrant la destruction de l'État russe non seulement par une guerre absurde, mais aussi

1. Voir *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 24, «Moi, Vitalyi, militant socialiste ukrainien déporté en Russie».

par l'ordre capitaliste mondial dans son ensemble, puisque tous ces faits sont tout à fait évidents.

3

Il me semble qu'en 2024, la société russe sera secouée par une série d'incidents antigouvernementaux. Parce que d'un simple regard on peut voir que la situation à l'intérieur du pays est de plus en plus tendue. Beaucoup de gens sont lassés de la guerre qui a rendu la situation financière des citoyens encore plus difficile. L'élection présidentielle approche, et il est naturel que les gens soient prêts à voter pour de nouvelles personnes, pour ceux qui les sortiront de la vie totalitaire. Mais en même temps, il est naturel que des candidats vraiment plus démocratiques ne soient pas autorisés à se présenter. D'une manière générale, sur la base du matérialisme historique, il me semble que des changements politiques sont attendus en Russie cette année, mais ces changements seront pour le meilleur ou pour le pire, ce qui n'est pas clair.

Atelier féministe¹

« Nous voulons simplement survivre en 2024 »

1

Au cours des deux dernières années, la société ukrainienne a connu des changements spectaculaires dans son mode de vie et ses visions. Cette transformation est également évidente parmi les militantes féministes et les femmes en général. La guerre a suscité un débat sur la question de savoir si les mouvements féministes devaient être clairement antimilitaristes. À une époque où les Ukrainiens sont confrontés à la menace d'anéantissement physique,

la position antimilitariste de certaines féministes occidentales apparaît comme un privilège, aveugle aux menaces et aux dangers réels auxquels les femmes ukrainiennes sont confrontées quotidiennement. Les féministes ukrainiennes ont adopté un message clé en ces temps difficiles: l'Ukraine a besoin d'armes. Elle a besoin d'armes défensives, comme des systèmes de défense aérienne pour protéger son ciel des attaques constantes de missiles russes qui dévastent les villes ukrainiennes et tuent des civils, ainsi que d'armes offensives pour reprendre les territoires occupés à l'agresseur. La guerre a touché tout le monde en Ukraine. Alors que certaines régions semblent « normales » et exemptes d'hostilités directes, les attaques à la roquette et les menaces constantes de la Russie persistent. Presque tout le monde a un proche qui sert dans l'armée ou a perdu quelqu'un au cours de ces années. Les Ukrainiens sont contraints de surmonter les traumatismes personnels et collectifs, l'incertitude quant à l'avenir, les menaces militaires quotidiennes et les difficultés que tous les jours tout en faisant preuve de résilience et en appelant au soutien et à l'assistance de la communauté internationale. Malheureusement, au cours des deux dernières années, l'intérêt général pour l'Ukraine a décliné, alors que les défis auxquels est confrontée la société ukrainienne n'ont pas diminué. Ces défis continuent d'exister ou évoluent vers de nouvelles formes. Les problèmes vont de la réponse aux besoins de milliers de personnes déplacées des villes de première ligne à la manière de fournir de l'électricité aux villes pendant les bombardements des infrastructures énergétiques. Les Ukrainiens doivent constamment faire preuve de flexibilité, de créativité et de résilience pour faire face aux nouveaux défis posés par la guerre. Les féministes, comme tous les Ukrainiens, ont été



1. Voir *Soutien à l'Ukraine résistante*, dossier « La parole à l'Atelier féministe », n° 9 et « Ukraine, guerre, féminisme » n° 10.

contraintes de s'adapter aux nouveaux rôles et aux nouveaux défis provoqués par la guerre à grande échelle. De nombreuses féministes servent dans l'armée ou se portent volontaires pour répondre aux besoins du front. Les organisations féministes en Ukraine poursuivent leur travail, répondant désormais également aux besoins nés de la guerre, comme l'aide aux personnes déplacées à l'intérieur du pays et la résolution d'autres défis. Les besoins des femmes dans la société ukrainienne ont considérablement augmenté. L'insécurité économique et sociale augmente, parallèlement aux pertes d'emplois. De nombreuses femmes ont perdu leur maison et leur emploi et se sont retrouvées seules quand leurs maris ont été mobilisés sur le front.

L'Ukraine n'a toujours pas de voix reconnue dans de nombreuses discussions internationales. Elle est souvent privée de moyens d'agir par la communauté internationale et elle est considérée comme une zone d'influence pour l'OTAN ou la Russie. Les Ukrainiens doivent se battre non seulement pour leur survie physique, mais aussi pour le droit de se représenter eux-mêmes et de défendre leurs intérêts, en préservant continuellement leur liberté d'action. Ces questions concernent également les féministes ukrainiennes, qui doivent non seulement penser à leur survie et apporter leur aide dans le pays, mais aussi faire face aux malentendus et aux attitudes parfois paternalistes des féministes occidentales. Cependant, des changements positifs ont également eu lieu pour la société féministe ukrainienne. En juin 2022, le gouvernement ukrainien a ratifié la convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. C'était l'une des principales revendications des féministes ukrainiennes depuis plusieurs années et une étape vers une plus grande intégration



de l'Ukraine dans l'UE. De plus, les femmes soldates ukrainiennes défendent activement leurs droits dans l'armée, ce qui a entraîné des changements dans l'organisation militaire et des adaptations pour mieux répondre aux besoins des femmes. La perception du féminisme en Ukraine est en train de changer. La société commence à ne plus le considérer à travers des stéréotypes sur les femmes militantes. Une représentation collective des femmes militaires activistes, des militantes qui ouvrent des refuges et aident à résoudre des problèmes humanitaires et des femmes bénévoles, entre autres apparaît. Ce changement contribue à créer de nouveaux liens avec les partenaires et à changer la perception globale du féminisme.

2

Avec le début de l'invasion russe à grande échelle, l'Atelier féministe a été contraint d'élargir son champ d'activités. La guerre à grande échelle a non seulement amplifié les problèmes sociaux existants, mais a également créé de nouveaux défis, qui nous ont poussés à mettre en œuvre de nouvelles orientations. Notre équipe a ouvert Réponse à la crise, dont la tâche principale est d'aider les femmes et les enfants touchés par la guerre. L'un des publics cibles est celui des personnes déplacées à l'intérieur du pays. Nous avons vu que les personnes contraintes de quitter leur foyer avaient besoin de sécurité, de soutien, de communication, de loisirs, de réalisation de soi et de développement. Ces besoins sont fondamentaux et essentiels à la vie humaine. C'est pourquoi nous avons créé des refuges – des espaces sûrs qui contribuent à renforcer la confiance dans la communauté, à accroître la cohésion sociale et à impliquer les personnes déplacées dans la vie communautaire. Depuis leur création, les refuges accueillent 80 personnes,

certaines avec leurs animaux de compagnie (trois chats, deux rats, deux chiens). Au départ, nous avons créé trois refuges, et aujourd'hui l'un d'eux fonctionne toujours activement. Nous avons rapidement compris que les femmes et les enfants touchés par la guerre avaient non seulement besoin d'un logement, mais également d'un soutien complexe pour surmonter leurs expériences traumatisantes et vivre pleinement leur vie. Nous apportons également une assistance individuelle pour résoudre les problèmes quotidiens rencontrés par les résidents du refuge. Un autre aspect important de notre soutien a été l'organisation de groupes pour les enfants de femmes déplacées à l'intérieur du pays, un programme d'aide aux femmes âgées à faible revenu, des cours d'alphabétisation numérique et un soutien psychologique à la communauté. Et cette liste n'est pas complète. Malgré les efforts actifs de notre organisation pour faire face aux défis d'une invasion à grande échelle, de nouveaux défis entraînent des dépenses imprévues, par exemple l'achat de générateurs pour faire fonctionner le bureau pendant les attaques contre les infrastructures énergétiques du pays. La recherche de financement pour nos activités existantes et nouvelles est de plus en plus difficile. L'imprévisibilité et la complexité de la planification de nos activités, la difficulté de répondre aux demandes des partenaires occidentaux lors d'une invasion à grande échelle et l'épuisement général contribuent tous à faire de la collecte de fonds un défi supplémentaire.

3

L'espoir est un privilège que nous ne pouvons nous permettre lors d'une invasion à grande échelle. Il y a des actions et un soutien concret dont nous avons besoin et que nous réclamons. En tant qu'organisations féministes ukrainiennes œuvrant pour défendre

les droits humains et aider les femmes* à surmonter les conséquences du conflit armé, nous possédons une compréhension approfondie du contexte et des besoins actuels de notre public, ainsi que des meilleurs moyens de fournir cette assistance. Sans soutien financier, informationnel et humanitaire, nous ne pourrions pas travailler systématiquement et créer du changement. Nous n'espérons pas seulement que l'Atelier féministe poursuive ses activités et dispose de suffisamment de ressources financières et humaines : nous nous battons constamment pour cela. Nous en avons également assez d'être exclues des discussions sur les moyens possibles d'aider les femmes ukrainiennes. Cette année est cruciale pour nous afin de faire entendre la voix des féministes ukrainiennes sur les plateformes internationales, en défendant leurs besoins et en réclamant leur droit de parole dans les discussions mondiales. En général, nous voulons simplement survivre en 2024, dans tous les sens du terme. Et comme tous les Ukrainiens, nous croyons dans notre objectif principal et luttons chaque jour pour l'atteindre : la victoire de l'Ukraine et la fin de l'agression russe.



Oksana Dutchak membre de la rédaction de Commons¹

« Des tensions s'accumulent dans la société ukrainienne en raison des politiques néolibérales imposées par le gouvernement »

1

Après deux ans de guerre, la situation est à la fois la même et différente. La guerre continue, mais il y a des changements dus au contexte – tant interne qu'externe. Tous ces changements étaient prévisibles dès le début dans un scénario très probable d'une guerre prolongée (ce qui ne veut pas dire que beaucoup, moi y compris, n'espéraient pas des scénarios plus positifs mais moins probables).

Nous avons été témoins des diverses tensions qui s'accumulent dans la société ukrainienne – la plupart d'entre elles sont causées par les politiques néolibérales prévisibles, imposées par le gouvernement sous prétexte de temps de guerre. Utilisant la justification des difficultés économiques et l'idéologie du capitalisme de « libre marché », au lieu de soutenir les droits sociaux universels, mis à mal par la crise économique, le gouvernement défend les intérêts des entreprises au détriment des droits des travailleurs, du soutien social de l'existant et des nouveaux groupes défavorisés émergents. Ces mesures vont totalement à l'encontre de la logique de toutes les politiques centralisées et (dans une certaine mesure) à orientation sociale relativement efficace, mises en œuvre ailleurs pendant des guerres.



En raison de ces politiques, qui sont la continuation idéologique des années précédentes, la mobilisation générale des efforts de la population et l'unité relative de la société ukrainienne sont en constante érosion. Après les premiers mois de mobilisation pour défendre leurs communautés, de nombreuses personnes hésitent désormais (et certaines s'y opposent) à l'idée de risquer leur vie. Il y a de nombreuses raisons à cela, par exemple la relative localisation de la menace russe, l'attente irréaliste d'une « victoire » rapide (promue par une partie de l'establishment politique et certains faiseurs d'opinion dominants) et la déception qui en résulte, les nombreuses contradictions d'intérêts, les situations et les choix des individus dans le chaos structuré d'une guerre prolongée. Cependant, le sentiment d'injustice joue un rôle prépondérant. D'un côté, il y a le sentiment d'injustice par rapport au processus de mobilisation, où les questions de la richesse et/ou de la corruption conduisent à mobiliser majoritairement (mais pas exclusivement) des classes populaires, ce qui va à l'encontre de l'image idéale de la « guerre populaire » à laquelle participe toute la société. Et de plus quelques cas d'injustice au sein de l'armée s'ajoutent à cela. D'un autre côté, l'absence d'une réalité et de perspectives d'avenir relativement attractives et socialement justes joue un rôle important dans les choix individuels de toutes sortes.

Bien sûr, cela ne signifie pas que l'ensemble de la société a décidé de s'abstenir de lutter contre l'agression russe, bien au contraire : la plupart comprennent les sombres perspectives qu'imposeraient une occupation ou un conflit gelé, qui pourraient s'intensifier avec les efforts renouvelés [de la Russie]. Alors que la majorité s'oppose à de nombreuses actions du gouvernement et peut même le détester (une attitude traditionnelle dans la réalité politique de l'Ukraine

1. Voir *Soutien à l'Ukraine résistante*, « Commons : un intellectuel collectif de gauche ukrainien », n° 20 ; « Commons : pour une transition énergétique juste en Ukraine », n° 21 ; « Commons, une revue de critique sociale », n° 25.

depuis des décennies), l'opposition à l'invasion russe et la méfiance à l'égard de tout éventuel accord de «paix» avec le gouvernement russe (qui a violé et continue de violer tout, depuis les accords bilatéraux jusqu'au droit international et au droit international humanitaire) sont plus fortes et il est très peu probable que cette situation change à l'avenir. Cependant, une vision socialement juste des politiques menées pendant la guerre et de la reconstruction d'après-guerre est une condition préalable pour canaliser les luttes individuelles pour la survie vers un effort conscient de lutte communautaire et sociale – contre l'invasion, pour la justice socio-économique.

Le contexte externe a également changé régulièrement. Il y a eu de nouvelles escalades dans différentes parties du globe, qui sont, comme l'invasion russe, des symptômes supplémentaires de la périphérie «en feu» provoquée par le déclin de l'hégémonie et qui résulte d'une nouvelle course à la lutte pour les «sphères d'influence», ainsi dans des conflits régionaux et internationaux tant pour l'hégémonie régionale que mondiale. Ces escalades, ainsi que certains échecs majeurs de la diplomatie ukrainienne (par exemple, la rhétorique sur la «civilisation», qui aliène, en fait, les gens au-delà du monde occidental) et les tendances populistes de droite dans de nombreux pays, ont un impact négatif sur le soutien international à la société ukrainienne.

À la lumière de cette dynamique, il est extrêmement important de développer intérieurement et de soutenir extérieurement le mouvement ouvrier et les autres forces progressistes en Ukraine. Il est également important pour le mouvement progressiste ukrainien d'établir des liens et des solidarités mutuelles avec les luttes de libération, les mouvements ouvriers et autres luttes progressistes dans d'autres parties du monde. Je ne crois pas qu'il soit possible d'inverser la

vague de la renaissance impérialiste et néocoloniale mondiale ou du populisme de droite dans un avenir proche. Mais nous devons développer une infrastructure de gauche pour les luttes à venir. Nous sommes arrivés à cette sombre étape sans y être préparés et nous devons faire de notre mieux pour éviter qu'un tel scénario ne se reproduise à l'avenir.

2

Nous continuons à travailler malgré toutes ces circonstances, y compris la plus douloureuse: la perte d'un éminent économiste, notre rédacteur en chef et ami Oleksandr Kravtchuk, la perte d'un éminent anthropologue, notre auteur et ami Evheny Osievsky et quelques autres amis, collègues, camarades, dont certains ont été tués au combat. De plus, certains de nos rédacteurs et auteurs se sont portés volontaires dans l'armée, d'autres sont très occupés par les collectes de fonds et de fournitures pour les besoins humanitaires et de soutien aux volontaires de gauche et antiautoritaires. D'autres encore sont dispersées à travers le pays et au-delà des frontières en tant que personnes déplacées à l'intérieur du pays ou réfugiées, et gèrent leur survie individuelle en étant ou devenant parfois des mères célibataires en raison des déplacements de population et de la guerre.

Au cours de la première année de l'invasion à grande échelle, nous avons considéré trois tâches importantes pour nous en tant que média de gauche: s'engager dans des débats de gauche sur l'invasion impérialiste russe, raconter les réalités de la guerre et son impact sur la population ukrainienne et les réfugiés ukrainiens à l'étranger, intervenir avec une perspective critique sur les politiques et réformes en cours et prévues par le gouvernement ukrainien. Au fil du temps, à la fin de 2022, nous avons estimé que la plupart des gens avaient fait leur choix et que peu



pouvaient être convaincus de changer de position – même si nous sommes reconnaissants à ceux qui continuent d'intervenir dans ce débat de gauche en solidarité avec le peuple ukrainien. De notre côté, nous avons résumé nos positions dans un numéro, disponible en ligne et en version imprimée (les revenus de la vente vont à [Solidarity Collectives](#)): un recueil de textes de notre site Internet, que nous considérons comme les plus importants.

Nous avons repensé le déroulement de ces débats et trouvé la direction sur laquelle nous avons décidé de concentrer nos efforts. Nous avons estimé que trop peu de ponts directs étaient établis entre l'expérience ukrainienne et les expériences d'autres pays périphériques confrontés à des guerres, à des dépendances à l'égard de la dette, à des austérités et à des luttes contre celles-ci. C'est ainsi qu'est né le projet «[Dialogues des périphéries](#)» et une partie de nos rédacteurs le considèrent comme notre objectif principal dans un avenir proche. Bien sûr, d'autres sujets demeurent et nous continuons à écrire sur les problèmes et les luttes en Ukraine, sur l'histoire, la culture, l'écologie et sur différentes questions importantes. Nous continuons à parler de l'auto-organisation du peuple en Ukraine – soit sous forme d'initiatives bénévoles, soit sous forme de syndicats. En 2023, nous avons réussi à le faire dans une série de reportages vidéo [Regardez ça!](#) et avons même réalisé un [court documentaire](#) sur le mouvement des infirmières en Ukraine.

Je dois souligner que tout cela serait impossible sans notre rédaction et nos auteurs, ainsi que sans le soutien de nombreuses organisations de gauche et de personnes à l'étranger.



3

Il existe différents niveaux d'espoir. J'ai mes espoirs personnels. J'ai également un rêve que je partage avec la plupart des Ukrainiens: que la guerre se termine d'une manière qui soit favorable à un avenir démocratique et socialement juste en Ukraine, ou du moins d'une certaine manière qui n'empêche pas de fortes luttes pour un tel avenir. Mes espoirs personnels et mes rêves généraux sont bien sûr liés. À l'été 2023, je suis revenue d'Allemagne à Kyiv, que je considère comme ma ville depuis déjà quelques années et je ne veux plus aller nulle part. Je ne suis pas naïve et je

comprends que notre rêve d'une fin favorable de la guerre en 2024 n'est probablement qu'un rêve. Mais il faut un rêve pour fonder ses espoirs dessus.

Quant à *Commons/Spilne*, nous espérons poursuivre notre travail, écrire et raconter ce qui est important pour nous et être utile aux luttes progressistes en Ukraine. Nous espérons poursuivre les Dialogues des périphéries, pour informer les lecteurs ukrainiens sur les contextes, les problèmes et les luttes dans d'autres pays; établir des liens et une compréhension avec des personnes vivant dans d'autres réalités périphériques, dans l'espoir de contribuer à la solidarité mutuelle dans les luttes progressistes.

Groupé mémoriel Après le silence¹

« *Tout peut changer radicalement à tout moment* »

1

Cette guerre à grande échelle se poursuivra pendant longtemps. C'est pourquoi l'Ukraine n'a pas la possibilité de faire des plans à long terme, car tout peut changer radicalement à tout moment. Malheureusement, l'aide des autres pays à l'Ukraine et à l'armée ukrainienne diminue, ce qui est très menaçant, d'autant plus que des militaires et des civils continuent de mourir chaque jour.

Le fait que des forces politiques d'autres pays arrivent au pouvoir ou tentent d'y arriver, en utilisant des déclarations populistes sur ce que nous vivons, est particulièrement mal perçu en Ukraine. Le découragement est plus grand qu'au cours des deux dernières années.

1. Voir *Soutien à l'Ukraine résistante*, «Après le silence, le temps de la mémoire ukrainienne», n° 22.

2

Nous continuons de travailler. Depuis le début de l'année 2024, nous avons organisé deux expositions sur l'expérience ukrainienne du travail forcé dans l'Allemagne nazie, sur la base de notre collection de photographies et de lettres. Les inaugurations de ces expositions ont eu lieu à Gelsenkirchen et à Furtwangen.

Tout au long de l'année, nous prévoyons de travailler sur d'autres projets visant à documenter et à faire des recherches l'histoire de l'Ukraine au 20^e siècle, ainsi qu'à préserver les petites collections d'archives qui sont malheureusement souvent perdues au cours de la guerre à grande échelle.

3

Nous espérons disposer de ressources suffisantes pour notre travail et que tous les membres de notre équipe et leurs familles resteront aussi en sécurité autant que possible en sécurité.



**PENDANT
LA GUERRE
LA LUTTE CONTINUE**

Les enjeux du nouveau Code du travail

VITALIY DUDIN¹

Le projet du nouveau Code du travail de l'Ukraine publié récemment par le gouvernement représente la plus grande attaque contre les droits des travailleurs pendant la période de la loi martiale. Ce document complet de 264 articles pourrait nuire à la mise en œuvre de nombreux droits garantis aux salariés par la Charte sociale européenne et les lois européennes sur le droit du travail. C'est loin d'être la première tentative d'abrogation du Code du travail ukrainien au cours des dernières décennies, mais c'est clairement l'une des plus audacieuses. Elle peut susciter un profond ressentiment chez les travailleurs qui s'efforcent de mener une vie normale ou de servir dans les forces armées.

Des millions de personnes employées sous contrat de travail risquent de perdre leur protection contre le licenciement et leur capacité à résister aux actions arbitraires de leur employeur. Les auteurs cherchent à perpétuer les restrictions «temporaires» des droits de la période de guerre, en proposant aux Ukrainiens de supporter l'injustice même après la victoire. Des dispositions distinctes permettront de légaliser des pratiques honteuses telles que le licenciement pour divulgation de secrets commerciaux, la journée de travail de 12 heures ou l'interruption inattendue des congés. Si le Code est adopté cette année, il entrera

1. Avocat du travail, membre de Sotsialny Rukh.

en vigueur en 2025 (article 1 des Dispositions finales et transitoires).

Pour autant que l'on sache, le projet a été rédigé à la hâte et par un cercle restreint d'auteurs sous la direction de la ministre de l'Économie Ioulia Svyridenko et de la députée du Peuple [parti de Zelenski] Halyna Tretyakova, sans la participation des représentants syndicaux. La conséquence en est une loi de mauvaise qualité dans la forme et antisocial dans le contenu.

1. *Compilation hasardeuse.* S'appuyant sur des approches néolibérales, les auteurs cherchent avant tout à rendre la législation du travail pratique pour le capitaliste et rendre l'employé incapable de se protéger en tant que partie la plus faible dans la relation de travail. Le document contient les normes des projets de lois de l'Ukraine «Sur les conventions et contrats collectifs», «Sur les conflits collectifs du travail» (Livre 4), «Sur la sécurité et la santé des employés au travail» (Livre 3) et, bien sûr, le projet Mylovaniv de la loi «Sur le travail». La longueur du texte réglementaire peut facilement dérouter le salarié. Mais en même temps, de nombreuses institutions du droit du travail n'y ont pas retrouvé leur propre réglementation : cela concerne notamment l'examen des conflits individuels du travail, car seul l'article 192 est consacré aux recours judiciaires. «Droits et garanties d'activité» n'est pas abrogé, mais sa signification pratique sera nivelée du fait que le nouveau code envisage les fonctions des syndicats d'une manière très différente. Les dispositions sont incohérentes par endroits : l'article 24 contient le droit de l'employeur d'engager la responsabilité disciplinaire de l'employé, mais sa conception et sa procédure d'application ne sont pas divulguées. Il existe également une interdiction générale du harcèlement moral au travail, mais l'obligation de l'employeur de lutter contre ce phénomène



n'est pas incluse (comme dans l'actuel article 158 du Code du travail). Il convient de noter que l'article 18 du projet permet à l'employeur d'émettre des règlements selon les modalités qu'il détermine. Ils peuvent élargir les fonctions du salarié (article 22). Il n'est pas nécessaire d'impliquer les syndicats dans ce processus, une telle « autorégulation » conduira au chaos.

2. *Travailler jusqu'à la mort.* Conformément à l'art. 84, la durée du travail des salariés ne doit pas dépasser 48 heures sur une période de 7 jours, heures supplémentaires comprises. Le nombre d'heures supplémentaires au cours d'une année civile est limité à 360 heures (actuellement 120 heures). Dans le même temps, la loi offre aux employeurs une occasion extrêmement commode d'introduire un décompte sommaire du temps de travail (article 88), lorsqu'il est permis de travailler, par exemple, une année de temps de travail sur une période plus courte. Dans ce cas, le travail peut durer jusqu'à 12 heures par jour. Pour ce faire, il suffit d'« informer les représentants des travailleurs ». Dans le domaine du temps de travail, l'employeur décide de la durée de travail des équipes (article 84), des horaires de travail (article 88), des horaires des équipes (article 90), etc. Des pouvoirs aussi étendus de l'employeur pour déterminer la durée du temps de travail conduiront à des abus et à des heures supplémentaires injustifiées.

3. *Flexibilité menaçante.* La volonté des auteurs de donner aux parties une liberté excessive dans la détermination des termes du contrat de travail suscite de grandes inquiétudes. En acceptant certaines conditions de travail, le salarié risque de se retrouver dans une position désavantagée face à l'employeur. Ainsi, le contrat de travail peut comprendre: les motifs de suspension du contrat de travail sans paiement de salaire (article 60), les motifs d'heures

supplémentaires (article 88), les cas de rappel en période de congé (article 96), la division du congé annuel en tranches (article 96), le paiement du congé (article 104), etc. Les salariés seront contraints d'assumer ces obligations, et en cas de violation flagrante de celles-ci ils seront passibles d'un licenciement immédiat (article 68). Par exemple, il peut s'agir d'un article suite à la divulgation d'un secret commercial. L'article 54 permet à l'employeur, sans aucune justification, de proposer une modification des conditions de travail et de l'introduire dans un délai d'une semaine. L'employeur peut se dispenser des obligations « inutiles » sans même modifier les termes du contrat de travail avec un employé. En effet, en présence de « circonstances de force majeure », il pourra suspendre les obligations des conventions collectives et les accords collectifs (sectoriels) (articles 176, 184).

4. *Licenciement accéléré.* La rupture du contrat de travail sera formalisée par la conclusion d'un accord complémentaire (article 62). Un employeur peut notamment licencier un salarié pour des « raisons de nature économique » abstraites moyennant un préavis de 60 jours (si le contrat de travail est conclu pour une durée allant jusqu'à 4 mois, alors 5 jours). Parmi les garanties accordées aux salariés en cas de rupture du contrat de travail à l'initiative de l'employeur (article 74), il n'existe aucune interdiction de licenciement pendant la période de vacances ou d'arrêt maladie. Les travailleurs ayant des enfants de plus d'un an et demi peuvent être licenciés pour des motifs généraux, ce qui abaisse considérablement le niveau de garanties par rapport à l'actuel article 184 du Code du travail. L'obligation pour l'employeur de prendre en compte le droit prépondérant au maintien au travail en cas de licenciement des salariés a été supprimée (notamment le niveau de qualification,



l'ancienneté, la situation familiale, etc. ne doivent pas être pris en compte). En même temps, il n'est pas non plus nécessaire de proposer un autre poste vacant! Tout cela vous évitera de prouver une violation de la loi en cas de licenciement illégal. Si le salarié bénéficie d'un contrat de travail à durée déterminée d'une durée maximale de quatre mois, il peut être licencié s'il s'absente pour cause de maladie pendant 15 jours ouvrables consécutifs (article 69 du projet). Énoncée à l'article 73 du projet, la procédure pour convenir du licenciement du salarié avec le syndicat n'a pratiquement aucun effet: l'employeur a le droit d'informer le syndicat six jours ouvrables avant la date prévue du licenciement, et il peut engager des consultations. L'article 83 affaiblit considérablement les incitations au paiement final [du montant dû] en temps voulu en cas de cessation d'emploi. Au lieu d'une pénalité correspondant au salaire journalier moyen pour chaque jour de retard, une pénalité de 0,5 % du montant dû pour chaque jour de retard est introduite.

5. *Économies sur la santé.* Par rapport à l'article 4 de la loi actuelle «Sur les vacances», l'article 94 du projet ne prévoit pas de vacances telles que: des vacances supplémentaires pour un travail dans des conditions de travail préjudiciables et difficiles; congé supplémentaire pour la nature particulière du travail; congé sabbatique; vacances pour la préparation et la participation à des compétitions [sportives]. Cela aura un impact négatif sur le bien-être et la motivation des salariés. Le montant minimum des dépenses pour la protection du travail est annulé! L'employeur ne doit financer les mesures pour la sécurité et la santé des salariés au travail que dans les montants nécessaires à cet effet (article 155 du projet). Il n'existe pas de norme similaire à celle prévue à l'art. 160 du Code du travail, précisant que l'employeur est chargé

du contrôle constant du respect par les salariés des exigences des actes réglementaires sur la protection du travail. Par conséquent, il sera plus difficile de prouver qu'un préjudice industriel est survenu en raison du manquement de l'employeur à remplir ses devoirs, ainsi que d'obtenir de lui des dommages-intérêts moraux.

Ainsi, lorsque l'État exige un sacrifice des citoyens, il empiète sur leur droit de gagner leur vie et à subvenir aux besoins de leur famille. L'approbation d'un tel document par le cabinet des ministres de l'Ukraine et son transfert ultérieur à la Verkhovna Rada d'Ukraine est le signe d'un mépris pour les normes européennes et le sort des syndicats ukrainiens. Le nouveau Code du travail d'Ukraine aidera les employeurs les plus insolents à «riposter» aux revendications croissantes de leurs employés, mais il ne rapprochera pas de la croissance économique. La crise économique actuelle est causée, entre autres, par la pénurie de main-d'œuvre, et de telles réformes ne feront que l'aggraver. Les propriétaires du capital ont choisi le moment le plus propice pour promouvoir leurs réformes: lorsque l'attention du peuple ukrainien est concentrée sur la guerre en cours et que les politiciens ne sont pas arrêtés par la perspective d'élections ou de manifestations. Nous aimerions croire que dans les conditions de l'intégration européenne, tous ces sujets feront l'objet d'une évaluation appropriée de la part de la communauté internationale et que les travailleurs ukrainiens trouveront une nouvelle incitation à s'unir en force pour sauver leurs droits des prédateurs capitalistes.

18 janvier 2024



Menace sur le service postal ukrainien

KATERYNA FARBAR¹

Le service postal mobile ukrainien brave les bombardements pour distribuer des colis et des pensions. Mais la privatisation pourrait se profiler

Dès que la camionnette Ukrpochta s'arrête dans le centre de Kryva Luka, une douzaine d'habitants, pour la plupart des personnes âgées, se rassemblent. Ils viennent chercher de l'argent, des pensions, des colis et acheter des produits de base.

Ukrpochta, le service postal national ukrainien, exploite ce système de bureaux de poste mobiles depuis 2020, deux ans avant l'invasion massive de la Russie. Aujourd'hui, ce système n'est pas seulement pratique : il constitue une bouée de sauvetage pour les personnes vivant dans des zones où les infrastructures ont été détruites.

Kryva Luka est l'une de ces régions. Elle se trouve à 30 kilomètres de la ligne de front de l'Ukraine contre la Russie dans la région de Donetsk, suffisamment proche pour subir des bombardements.

«Je suis venue acheter des bonbons», explique Zinaïda Chanyhon, retraitée de 66 ans. Dans le magasin du village, ajoute-t-elle, les produits qu'elle désire sont jusqu'à deux fois plus chers qu'ici. Comme tous les Ukrainiens âgés, elle ne dispose que d'une petite pension, et chaque hryvnia compte.

Chanyhon est restée à Kryva Luka, malgré le risque que représente la ligne de front russo-ukrainienne toute proche. Pour elle, comme pour de nombreux habitants de villages comme celui-ci, Ukrpochta est le seul point de contact avec l'État ukrainien.

Mais il est à craindre que ce rôle essentiel soit menacé si Ukrpochta est privatisé.

Au cours de l'été, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a approuvé la reprise de la privatisation à grande échelle des entreprises d'État, qui était à l'origine une initiative d'avant-guerre, le gouvernement de l'époque cherchant à attirer de nouveaux revenus.

Ukrpochta est l'une des plus grandes entreprises d'Ukraine. Ses 50 000 employés s'occupent des entreprises du pays et de leur logistique, ainsi que des habitants des villes et des villages, où vivent des dizaines de milliers de personnes comme Chanyhon.

À l'instar du réseau ferroviaire public ukrainien, très apprécié, Ukrpochta remplit une fonction essentielle pour la société ukrainienne et est souvent l'une des premières institutions publiques à s'installer dans les régions précédemment occupées par la Russie.

Ukrpochta ne figure pas encore sur la liste potentielle des grandes entreprises à vendre, mais avant l'invasion totale de la Russie, une privatisation partielle d'Ukrpochta avait été activement discutée, y compris par le PDG de l'entreprise, Ihor Smilanskyi.

Au lieu de «défendre [sa] propriété nationale et [ses] actifs stratégiques imaginaires», l'Ukraine doit «trouver un autre moyen de rester pertinente et compétitive dans l'économie mondiale – avec la participation de partenaires qui ont soit de l'argent, soit de la technologie, soit les deux», a écrit M. Smilanskyi en 2019.

S'adressant à *openDemocracy*, Ukrpochta a déclaré : «Nous n'excluons pas de revenir sur la question [de la privatisation partielle].» Un porte-parole a ajouté



1. [openDemocracy](#).

que l'entreprise était actuellement «concentrée non seulement sur les tâches immédiates, mais aussi sur le soutien du pays et la confrontation avec l'ennemi».

Un travail dangereux

«Les gens ont besoin de nous, c'est ce qui nous préoccupe toujours.» Maria Synelnikova, 33 ans, est responsable du bureau de poste mobile de Lyman. Elle s'est entretenue avec *openDemocracy* alors que les habitants de Kryva Luka se pressaient autour de la camionnette avec leurs portefeuilles.

Nataliya Pidhora, une jeune habitante de Kryva Luka, est venue chercher des colis de vêtements qu'elle a achetés en ligne. Nataliya Pidhora, femme de ménage dans un centre communautaire local, a une fille de cinq ans qui espérait récupérer un micro-jouet dans la camionnette postale, mais le postier a oublié d'apporter le colis. Le chauffeur, Vodolymyr Krynykachanskyi, s'excuse auprès de la fillette et lui promet de ne pas oublier le colis la prochaine fois.

En tant qu'infrastructure essentielle dans les régions reculées, Ukrpochta est responsable du versement des pensions et des prestations sociales aux Ukrainiens, ainsi que de l'acheminement de l'aide humanitaire.

Mais dans des zones telles que les villages situés à l'extérieur de Lyman – et plus près de Bakhmout – ce travail est dangereux. Il y a un peu plus d'un mois, l'armée russe a repris les opérations d'assaut dans la direction Lyman-Kupiansk, un territoire que l'armée ukrainienne a libéré l'année dernière. Dans les parties les plus touchées de la région de Donetsk, les employés d'Ukrpochta conduisent des voitures blindées et portent des gilets pare-balles lorsqu'ils font la tournée des villages.

«La situation évolue rapidement. En ce moment, les conditions sont particulièrement inconfortables en raison de l'intensification des hostilités», explique

Mykhailo Zuevskyi, directeur territorial d'Ukrpochta à Donetsk.

D'autres localités de la région de Donetsk, comme Siversk et Tchasiv Yar, sont également imprévisibles pour les travailleurs d'Ukrpochta : une roquette russe peut y frapper en quelques secondes après avoir été lancée de l'autre côté de la ligne de front.

Krynykachanskyi a déclaré à *openDemocracy* qu'il «n'a eu peur qu'une seule fois» au cours des trois années où il a travaillé comme chauffeur. Il y a un mois, il a été la cible de tirs d'obus dans le village de Yampil au cours d'une journée particulièrement chargée où il distribuait des paiements de 6 000 hryvnias de la part de l'ONU.

«J'ai eu très peur», raconte M. Krynykachanskyi, qui transporte un paquet de cigarettes dans son gilet pare-balles – une protection devenue aussi normale que son uniforme. Il se souvient avoir compté 23 explosions en l'espace d'une demi-heure, dans un rayon d'un kilomètre, tout près de sa camionnette postale. Krynykachanskyi raconte que lui et ses deux collègues ont été contraints de continuer à distribuer les paiements et le courrier, en se cachant près d'un arbre et d'une voiture pendant les bombardements, car les habitants de Yampil refusaient de se disperser.

«Les gens ne voulaient pas partir – ils avaient peur que nous ne revenions pas, même si nous leur avions dit que nous reviendrions le lendemain», se souvient M. Krynykachanskyi.

Le jour même, après avoir terminé à Kryvyia Luka, le bureau de poste mobile s'est dirigé vers le village de Zakotne, à 10 kilomètres à l'est, d'où l'on pouvait entendre des explosions isolées.

De retour au bureau régional de Slovyansk, le directeur régional de Donetsk, M. Zuevskyi, a reçu un message de Mme Synelnikova, à Lyman, l'informant qu'elle et son collègue avaient dû interrompre



leur travail à Zakotne en raison des tirs d'artillerie. Simultanément, M. Zuevskyi a reçu une vidéo de ses employés d'un autre bureau de poste mobile, desservant Tchasiv Yar, filmés alors qu'ils se mettaient à l'abri des tirs d'obus tombant à proximité.

Personne d'autre ne s'y rendra

Dans certains cas, Ukrpochta, en tant qu'opérateur national désigné, a même continué à desservir les citoyens ukrainiens à distance dans les territoires occupés par la Russie.

Jusqu'au mois d'août de l'année dernière, Ukrpochta a distribué des centaines de milliers de pensions et a encaissé des paiements de factures de services publics pour desservir des territoires de Kherson et de Zaporijjia qui n'étaient pas contrôlés par l'État ukrainien.

C'est également le seul service qui fonctionne dans les villes ravagées par les combats.

«Lorsque les bureaux de poste fixes situés près de la ligne de front ont été détruits, ils ont été fermés. En revanche, nos bureaux mobiles ont été utilisés pour desservir ces territoires», explique Vadym Chestopalov, qui a dirigé le bureau régional de Donetsk entre février 2021 et juillet 2023 et qui est actuellement directeur opérationnel pour la région centrale de l'Ukraine.

Une camionnette jaune et blanche descend une avenue en plein soleil: «Lorsque les combats faisaient rage dans le centre de la ville de Severodonetsk, nous nous rendions auprès des retraités qui vivaient à l'époque dans un abri antiatomique de l'usine Azot pour leur remettre leurs pensions.»

À Bakhmout, les bureaux de poste mobiles d'Ukrpochta ont fonctionné jusqu'en décembre de l'année dernière, lorsque les hostilités se sont intensifiées,

afin que plusieurs milliers de personnes hébergées puissent recevoir leurs paiements.

Ukrpochta est une société anonyme entièrement détenue par le ministère ukrainien des infrastructures. Bien qu'elle ne reçoive aucun financement public, elle a la responsabilité statutaire de fournir les services décrits dans cet article, y compris ceux qui pourraient être considérés comme déficitaires ou trop dangereux par un futur propriétaire privé.

«Nous remplissons une fonction sociale», explique Maksym Sutkovyi, l'actuel directeur du bureau d'Ukrpochta à Donetsk. «À Tchasiv Yar, où trois retraités vivent dans un même quartier, ces livraisons ne sont évidemment pas rentables.» Il souligne le coût du carburant et des réparations, ainsi que les salaires élevés des travailleurs.

Mais il sait que le travail est vital. «Personne, à part nous, ne s'y rendra – ni les banques, ni les autres opérateurs de logistique postale», a-t-il déclaré.

Thomas Barrett, doctorant à l'Institut Max Planck pour l'étude des sociétés à Cologne, s'est fait l'écho des propos de M. Sutkovyi. «Dans de nombreux villages, Ukrpochta pourrait être le seul point d'accès à l'État et aux services publics.»

En effet, le concurrent d'Ukrpochta pour les livraisons de colis, la société privée Nova Pochta, n'opère que dans les parties les plus paisibles de la zone de la ligne de front.

Privatisation partielle ?

En 2019, le cabinet des ministres ukrainiens envisageait la privatisation partielle d'Ukrpochta, avec des investissements étrangers possibles entre 20 et 30 %. Ukrpochta espérait que cela permettrait une gestion normale de l'entreprise et des fonds supplémentaires pour son développement, comme la rénovation



de l'infrastructure, tout en maintenant sa fonction sociale.

Bien que le plan ait été mis en veilleuse, la relance de la privatisation par Zelenskyi pourrait le remettre sur la table à l'avenir.

Barrett pense que si Ukrpochta est privatisée, la fourniture de services publics ou subventionnés par le biais du système postal sera abandonnée.

«Cela entraînera la fermeture des bureaux de poste dans de nombreux villages du pays et créera toute une série de problèmes d'accès aux biens et aux services pour les personnes les plus vulnérables. Les prestataires privés ne combleront le vide que dans les zones rentables», a-t-il déclaré.

23 novembre 2023



« Notre syndicat a perdu de nombreux adhérents pendant la guerre »

VOLODYMYR FUNDOVNYI¹

Le syndicat a perdu de nombreuses organisations et membres pendant la guerre. En Crimée et dans les régions de Louhansk, Donetsk et Kherson, la perte est totale. Il y a également une perte partielle dans les régions de Zaporijjia, Lviv, Sumy, Kharkiv et Tchernihiv.

Malgré cela, le syndicat vit, travaille, continue de protéger ses membres, aide les forces armées et exerce son travail conformément à la loi ukrainienne (sur les syndicats, leurs droits et garanties d'activité) et aux statuts du VPONU.

Ces dernières années, une nouvelle loi sur l'enseignement secondaire général a été adoptée. Cette loi prévoyait des changements dans l'organisation du processus éducatif, la nomination de directeurs d'établissements d'enseignement et une augmentation des salaires des éducateurs. Mais les changements n'ont fait qu'empirer la situation. Les salaires des enseignants n'ont pas été augmenté et leur prime est désormais déterminée uniquement par le chef de l'établissement, qui peut même être une personne ayant purgé une peine pour meurtre.

1. Président du Syndicat indépendant de l'éducation et des sciences d'Ukraine (VPONU).



Il n'est donc pas nécessaire de parler d'amélioration du travail des enseignants, des éducateurs des établissements préscolaires. Pendant la loi martiale, aucune réforme n'a été effectuée pour les éducateurs.

Pendant la guerre, de nombreux enseignants sont partis au front et servent dans les forces armées. Il y a donc une pénurie d'enseignants et personne ne veut travailler dans les écoles maternelles, surtout avec un salaire aussi insuffisant (170 à 200 dollars).

Il en va de même pour la situation à Kropyvnytskyi.

Quant aux étudiants, ils sont formés dans des conditions normales, à l'exception des alertes aériennes, où tout le monde descend dans les abris, vous savez, les abris anti-bombes.

Le syndicat indépendant a toujours eu à cœur de protéger ses membres et continue de le faire. La seule chose qui a été ajoutée, c'est le travail avec les militaires, qui demandent de l'aide, et nous, les syndicalistes, devons tout faire pour la leur fournir.

Ce soutien comprend de la nourriture, du matériel, des voitures, etc. *La victoire* est la priorité du syndicat. Et c'est ainsi que nous nous en sortirons.

Concernant la coopération, je peux souligner que presque tous les mineurs d'uranium [de la région de Kirovohrad – ndlr] combattent dans les forces armées ukrainiennes et nous, moi y compris personnellement, entretenons des liens très étroits avec eux. Nous essayons d'aider les mineurs qui participent au déminage dans la région de Kherson, car les militaires qui déminent le territoire portent des vêtements qui ne les protègent pas.

C'est pourquoi j'insiste sur le fait qu'aujourd'hui nous avons besoin d'uniformes, de casques, de chaussures, de drones et de voitures, de préférence des jeeps.

Bien sûr, nous pouvons aussi avoir l'argent nécessaire pour l'acheter localement ou à l'étranger. Et il

vaudrait mieux que nous leur apportions tout cela, ce serait une bonne chose. Après la victoire, nous veillerons à la protection sociale et économique des membres du syndicat. Et ce moment, la *victoire* est l'essentiel!

4 janvier 2024.

Petite histoire du syndicat indépendant de l'éducation et des sciences d'Ukraine¹

Le VPONU a été créé le 22 octobre 2003 à Kyiv à l'initiative des organisations membres de l'Association des syndicats de l'éducation et des sciences d'Ukraine, qui ont quitté à un moment donné le syndicat de l'éducation et des sciences d'Ukraine et se sont unis en syndicats indépendants au niveau local.

En 2005, le syndicat indépendant de l'éducation et des sciences d'Ukraine a été reconnu au niveau national et légalisée par le ministère de la Justice de l'Ukraine.

Les deux années qui se sont écoulées entre la création du VPONU et sa reconnaissance montrent à quel point les autorités se sont opposées à la création d'un syndicat indépendant d'éducateurs pour l'ensemble de l'Ukraine.

1. Publié par le [Réseau syndical international de solidarité et de lutte](#).



Dans le cadre de ses activités, le syndicat indépendant de l'éducation et des sciences d'Ukraine représente et protège les droits et intérêts professionnels, sociaux et économiques de ses membres, conformément à la Constitution de l'Ukraine, au Code du travail de l'Ukraine, à la loi ukrainienne sur les syndicats, leurs droits et garanties d'activité, et la loi ukrainienne sur les syndicats.

Le syndicat indépendant de l'éducation et des sciences d'Ukraine regroupe des syndicats établis sur une base sectorielle et territoriale dans toute l'Ukraine, dans le but d'une coopération étroite et d'un exercice plus efficace de leurs pouvoirs par les syndicats.

VPONU est composé de syndicats de travailleurs de l'éducation et des sciences d'Ukraine - écoles d'enseignement général, établissements préscolaires et extrascolaires, personnel de recherche et d'enseignement et professeurs des établissements d'enseignement supérieur.

La position équilibrée, active et déterminée des dirigeants syndicaux, des membres du présidium, le soutien et la compréhension de la complexité de la situation par les militants, les actions collectives communes, le dialogue franc avec les dirigeants des organisations affiliées et les collectifs de travail, la coopération et les compromis raisonnables avec les autorités ont contribué au renforcement de l'organisation, au développement de l'unité et de la solidarité dans la défense des droits et des intérêts légitimes des membres du syndicat.

Les moments de mise en conformité du travail interne avec les normes statutaires sont les congrès, les conférences et les conseils du syndicat, qui identifient les tâches prioritaires des comités syndicaux, à savoir le respect inconditionnel des dispositions de la Charte, de la loi ukrainienne sur les syndicats, leurs

droits et leurs garanties d'activité, le renforcement de la discipline et de l'organisation internes, la garantie de la solidarité des organisations locales dans la défense des droits économiques, du travail, professionnels et sociaux, et le respect des droits humains et les garanties de dignité humaine pour les salariés du secteur de l'éducation.

La VPONU améliore activement son travail pour encourager les enseignants à travailler consciencieusement et efficacement, en veillant à ce que le prestige de la profession enseignante soit élevé, et organise et participe à des événements visant à honorer les meilleurs éducateurs.

En octobre 2007, la conférence extraordinaire du syndicat a approuvé une nouvelle version des statuts de la VPONU, les mettant en conformité avec la loi ukrainienne sur les syndicats, leurs droits et garanties d'activité.

Les délégués de la conférence ont identifié les domaines prioritaires d'activité du syndicat, et ses unités organisationnelles ont soutenu la thèse selon laquelle l'amélioration de la qualité de l'éducation dans le pays permet d'acquérir d'importants acquis idéologiques, sociaux, économiques et techniques, la connaissance et la base pour garantir la qualité de l'éducation est la croissance socio-économique du bien-être des éducateurs.

2004-2010. Le syndicat indépendant de l'éducation et des sciences d'Ukraine concentre ses activités sur la coopération avec les parlementaires, la participation active au processus budgétaire, le travail visant à contrer les tentatives du gouvernement et des autorités locales de fermer et de restructurer les établissements d'enseignement. Le syndicat coordonne les actions des organisations locales pour garantir un travail efficace dans le contexte des conflits du travail entre le syndicat et le gouvernement, qui ont été



accompagnés de manifestations, notamment de rassemblements devant le Conseil suprême d'Ukraine [Parlement ukrainien] et le Cabinet des ministres de l'Ukraine.

En juin 2004, sous la direction directe du président du syndicat indépendant de l'éducation et des sciences d'Ukraine, Volodymyr Fundovnyi, et avec la participation de membres du VPONU, une action de protestation a été organisée pour exiger le remboursement des arriérés dus aux enseignants au titre de la section 57 de la loi sur l'éducation pour 1997-2002, qui a conduit à la reconnaissance de la dette comme dette publique.

En septembre 2004, à la demande du syndicat indépendant de l'éducation et des sciences d'Ukraine de la ville d'Oleksandriya, Volodymyr Fundovnyi a conduit une action de protestation – une marche des représentants des organisations d'Oleksandriya et Kirovohrad du VPONU à Kyiv, appelant à la fin de la fermeture des établissements d'enseignement dans la ville d'Oleksandriya. Cette action a abouti, menée avec l'aide du cabinet des ministres de l'Ukraine et du ministère de l'éducation et des sciences de l'Ukraine, à la décision de mettre fin à la fermeture des établissements d'enseignement à Oleksandriya et à la reprise de leurs activités.

En 2013, lors du congrès VPONU, Volodymyr Fundovnyi a de nouveau été élu président du syndicat indépendant de l'éducation et des sciences d'Ukraine.

2015. Le syndicat indépendant de l'éducation et des sciences d'Ukraine rassemble des organisations syndicales de 20 régions d'Ukraine. L'autorité du syndicat indépendant de l'éducation et des sciences d'Ukraine grandit chaque année et est renforcée par le travail consciencieux et l'exemple personnel des

membres du présidium du syndicat indépendant de l'éducation et des sciences de l'Ukraine.

Le VPONU s'oppose à la réforme antipopulaire des retraites, au projet de Code du travail ukrainien et à la loi sur le logement. Il soutient le maintien des avantages sociaux complets pour 16 catégories de la population et lutte pour le respect de la Constitution ukrainienne et des droits légaux des salariés.

Le Présidium d'un syndicat indépendant de l'éducation et des sciences d'Ukraine, en tant qu'organe élu le plus élevé du syndicat, organise, entre les congrès, la mise en œuvre des décisions du congrès et la résolution des questions problématiques constamment introduites par le gouvernement, le ministère de l'Éducation et les autorités locales.

L'histoire de notre syndicat prouve sans aucun doute que nous sommes forts lorsque nous sommes ensemble, lorsque nous sommes unis dans nos revendications et nos actions et solidaires avec les travailleurs des différentes professions. À la fin du 20^e siècle et au début du 21^e siècle, nous avons eu l'occasion de le constater à plusieurs reprises. C'est pourquoi notre slogan reste toujours très pragmatique :

« L'unité fait la force! »

Ce n'est un secret pour personne : un syndicat est fort s'il dispose de réseaux, de personnel et d'actifs solides et fiables. Aujourd'hui, le syndicat indépendant de l'éducation et des sciences d'Ukraine regroupe les organisations de travailleurs de l'éducation de 22 régions d'Ukraine. L'activité de presque toutes les organisations locales, régionales et municipales contribue à résoudre les problèmes d'éducation et d'enseignants des temps modernes.

L'un des principaux domaines d'activité du syndicat indépendant de l'éducation et des sciences d'Ukraine est le développement de la coopération



avec les organisations internationales et les associations sectorielles internationales.

Le syndicat indépendant de l'éducation et des sciences d'Ukraine est une organisation membre de la plus grande association mondiale de syndicats de l'éducation, l'internationale de l'éducation.

VPONU utilise et diffuse activement l'expérience des syndicats de l'étranger, étudie leurs réalisations dans le domaine de la protection sociale et juridique des travailleurs de l'éducation, de l'interaction des syndicats avec les organes de l'État et reçoit un soutien juridique basé sur les normes internationales: conventions de l'OIT; résolutions et recommandations de la Confédération syndicale internationale, CSI; résolutions, décisions et propositions de l'Internationale de l'éducation.

4 janvier 2024

Lettre d'information syndicale de l'ENSU

JANVIER 2024

NUMÉRO 6

[Politique des médias publics de l'ENSU](#)

Dans ce numéro

Bienvenue dans le numéro de janvier 2024 de la lettre d'information syndicale du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (ENSU). Nous y présentons des réactions et une analyse du projet de nouveau Code du travail ukrainien (pages 2-9).

Nous soulignons également la lutte contre la menace de fermeture de l'Université nationale de Tauride (TNU), la seule institution tertiaire qui a réussi à survivre à l'occupation russe de la Crimée en 2014 et la seule université qui enseigne la langue tatare de Crimée.

Le projet de fusion de la TNU avec une autre université est la première étape d'un vaste plan de rationalisation des établissements d'enseignement supérieur, et s'accompagne de la menace de coupes sombres dans les bourses



Manifestation du 25 janvier contre la menace de fermeture de l'Université nationale de Tauride (TNU)

d'études des universités publiques (voir page 24). Le syndicat étudiant Priama Dlia (Action directe) est en première ligne de la lutte contre cette offensive néolibérale.

Contenu

Dossier : Que cache le nouveau projet de Code du travail ukrainien ?	2
Appel de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine	9
Interview : Grygorii Osovyyi, président de la FPU	10
Les luttes ouvrières en Ukraine	16
Lutte des étudiants en Ukraine	24
Autres actualités syndicales en Ukraine	29
Solidarité avec les travailleurs et les syndicats d'Ukraine	31
Bélarus : des femmes syndicalistes en prison	33



Comment les femmes ukrainiennes supportent le poids de la vie sur la ligne de front

KATERYNA FARBAR¹

Alors que les hommes sont appelés sous les drapeaux ou se cachent pour échapper à la conscription, les femmes doivent jongler entre travail et famille sous la menace des bombardements.



Plus d'une année s'est écoulée depuis que l'Ukraine a repris une grande partie de sa région orientale de Kharkiv. Mais si les premières étapes de la reprise ont été franchies, les communautés de la région sont aujourd'hui confrontées à de nouvelles réalités, en plus des bombardements russes: des villages et des villes en pleine reconstruction, des institutions publiques fermées, un manque d'emplois et un nombre croissant de femmes par rapport aux hommes.

«En parlant aux femmes, nous avons compris qu'elles sont avec leurs enfants 24 heures sur 24, 7 jours sur 7: les jardins d'enfants sont fermés, les écoles sont fermées, beaucoup ont également perdu leur emploi», explique Inna Avramenko, fondatrice de l'organisation Greenland, qui soutient les femmes

1. [OpenDemocracy](#).

à Kharkiv et dans la région. «Elles sont prises au piège: elles doivent enseigner aux enfants, les élever, nettoyer la maison; elles n'ont nulle part où aller, sauf dans la plaine de jeux».

Les localités les plus éloignées de la ligne de front, comme celles de Savyntsi, ont réussi à restaurer leurs infrastructures et commencent déjà à penser à la transformation et à l'attraction d'investissements. Mais pour les localités les plus proches de la ligne de front, comme celles de Dvoritchna, la vie se résume encore à compter les pertes et les victimes, à évacuer et à maintenir des provisions minimales pour les personnes qui restent dans leurs maisons sous les bombardements.

Le fardeau des femmes

L'état des villes et des villages de Kharkiv varie également en fonction de l'occupation russe et de leur proximité avec la ligne de front, aujourd'hui et par le passé. La zone entourant la ville de Kupyansk, un important centre stratégique à l'est de la région de Kharkiv, est l'une des zones les plus dangereuses du front.

La collectivité territoriale (*hromada*) de Chevchenkove, dirigée par Serhiy Starikov, a été libérée de l'occupation le 10 septembre 2022. La ligne de front se trouve à 50 kilomètres de là, ce qui explique que Chevchenkove soit souvent la cible de tirs.

Selon Serhiy Starikov, les principales tâches à accomplir à Chevchenkove sont la restauration des logements et des infrastructures essentielles, la construction d'abris anti-bombes pour les établissements d'enseignement et la fourniture d'une aide humanitaire aux habitants.

Chevchenkove elle-même a été lourdement endommagée par les bombardements russes l'année

qui a suivi sa libération par l'armée ukrainienne. À ce jour, seules trois écoles sur les onze que compte la collectivité sont intactes.

Le nombre d'emplois dans la région a considérablement diminué. Les grandes entreprises ont fermé leurs portes en raison de la guerre, ont transféré leurs capitaux à l'étranger ou se sont installées dans des régions plus sûres de l'Ukraine. Au cours des années qui ont suivi la libération de la région, de nombreuses personnes déplacées et réfugiées sont retournées dans leurs maisons, souvent détruites. Avec la mobilisation d'un grand nombre d'hommes, la visibilité accrue des femmes dans la vie publique et sur les lieux de travail est palpable.

Avant la guerre, Chevchenkove comptait 12 500 habitants. Aujourd'hui, le nombre de personnes qui reçoivent une aide humanitaire dans la ville, y compris les personnes déplacées, est de 12 000, dont près de 6 000 femmes, 4 000 hommes et 1 700 enfants. Plus de 5 000 personnes sont âgées. Serhiy Starikov indique que 250 hommes ont été mobilisés au sein de la collectivité.

En effet, les hommes sont difficiles à dénombrer car beaucoup d'entre eux ne demandent pas d'aide humanitaire de peur d'être mobilisés. «Certains hommes se cachent», explique Serhiy Starikov.

Pour éviter d'être appelés, ces hommes évitent d'occuper un emploi afin que leur nom n'apparaisse pas dans les registres officiels de l'État. Cela signifie que les femmes et leurs partenaires se retrouvent souvent à la maison ensemble. Certaines subissent des violences domestiques, tandis que beaucoup s'occupent des enfants qui ne suivent que des cours en ligne. Ces charges supplémentaires rendent la vie des femmes plus difficile.

Tout est détruit

Au milieu des bombardements et de la lourde charge que représentent les soins, l'état psychologique des femmes s'en ressent. Les femmes cherchent des moyens de passer du temps en dehors de la maison mais, dans les territoires de la ligne de front, ces possibilités sont limitées.

Les organisations publiques qui proposent des conseils psychologiques gratuits ou des cours collectifs tels que l'art ou la thérapie vocale sont utiles à cet égard.

L'une de ces organisations de Kharkiv, Greenland, créée en juin de cette année, est devenue un lieu où les femmes de la région se rétablissent et trouvent un soutien psychologique et juridique.

«Quand je viens ici, je reviens à la vie», dit Victoria, 53 ans, qui suit une thérapie par le chant à Greenland.

Originaire de Volnovakha, près de Marioupol, Victoria a quitté la Crimée pour s'installer à Kharkiv il y a trois ans. Elle souffre de stress dû à la guerre et aux bombardements constants, et pleure encore la mort de ses parents dans la ville de Volnovakha occupée par les Russes en mars 2022.

Tetyana Honcharova, 46 ans, qui travaille au centre culturel de Chevchenkove depuis plus de vingt ans, est membre du conseil du district de Kupyansk. Elle est également l'une des membres les plus actives du centre humanitaire informel de Chevchenkove, qui s'est formé spontanément lorsque des camions remplis d'aide humanitaire ont commencé à arriver du gouvernement ukrainien et des partenaires internationaux.

Mme Honcharova explique que de nombreuses personnes qui demandent de l'aide au centre humanitaire n'ont pas d'argent pour acheter de la nourriture.



Les habitants de Chevchenkove n'ont souvent pas de salaire, font leur propre pain et ne peuvent s'offrir que du lait. Pour tout le reste, comme les serviettes hygiéniques, les vêtements, les poussettes et les médicaments, ils comptent sur le centre, qui compte dix volontaires permanents.

Les femmes bénévoles préparent la nourriture pour les militaires et collectent d'autres articles pour eux, tels que des petits sacs, un ordinateur tablette pour piloter un drone et des vêtements chauds. D'autres bénévoles qui se rendent sur la ligne de front les donnent aux militaires ukrainiens qui se battent aux environs de Kupjansk.

Lors de notre entretien avec la bénévole Tetyana Pchelnyk, 61 ans, l'ancien café, déjà rempli de vêtements et de cartons, s'est rempli de monde. Mme Pchelnyk, enseignante dans un orphelinat pour enfants handicapés, vit avec sa famille dans une zone constamment exposée aux bombardements.



«Quand je viens ici, je prépare quelque chose pour les garçons [les soldats] et je me sens tellement soulagée. J'ai l'impression d'avoir aidé un peu», a déclaré Mme Pchelnyk. Elle vit avec sa fille, son gendre et leur fils de huit ans. Depuis que les enfants ont été évacués de l'orphelinat où elle travaille, Mme Pchelnyk est en congé et reçoit les deux tiers de son salaire. L'argent est à peine suffisant. Mais ce n'est pas pour cela qu'elle a les larmes aux yeux : c'est à cause du stress psychologique lié à la vie près de la ligne de front. «Avant la guerre, nous avions l'habitude d'aller nous promener à Kharkiv le week-end, mais aujourd'hui, nous sommes psychologiquement attachés à un seul endroit», explique-t-elle. «C'est très déprimant. On a peur de ne plus avoir de maison quand on revient, et c'est dangereux à Kharkiv».

Lydia Chelyuh, 56 ans, une autre volontaire du centre humanitaire qui travaille comme agent de

sécurité dans le dortoir local de l'école, fond en larmes dès qu'elle commence à parler de la vie dans le village, qui est souvent la cible de tirs. «Les enfants ont peur de rester seuls à la maison», dit-elle.

Une autre difficulté pour Chelyuh est la facture des services publics, en particulier le chauffage au gaz, qui absorbe la quasi-totalité de son petit salaire.

Des personnes comme Pchelnyk, Chelyuh et Honcharova vivent très près de la guerre et estiment qu'elles ont le devoir d'aider l'armée ukrainienne. Ils pensent que leurs actions hâtent le jour où la paix reviendra dans leur communauté.

Le petit-fils de Chelyuh, Danyil, âgé de 10 ans, a vu son père échapper de justesse à la détention par les soldats russes pendant l'occupation de Chevchenkove. Danyil adore le football. Un jour, après être revenu de l'ouest de l'Ukraine, où la situation est relativement paisible, il s'est inquiété de l'état de sa propre communauté. Mon petit-fils, à son retour, a dit : «Ba, c'est là que les gens vivent», se souvient Chelyuh, en pleurant. «C'est un petit joueur de football. Il dit qu'il aimerait jouer au football là-bas, s'entraîner. Et ici, il n'y a rien, tout est détruit.»

La communauté de Savyntsi a été libérée en avril 2022 et a subi moins de dégâts que les autres communautés de l'oblast de Kharkiv. Elle se trouve à environ 90 kilomètres de la ligne de front et n'a pas subi de bombardements russes depuis septembre de l'année dernière.

Oksana Suprun, chef de l'administration militaire de Savyntsi, explique que sa priorité absolue est de faire revenir les habitants dans la communauté et de reconstruire les logements. Elle ajoute qu'il est particulièrement difficile d'achever la construction de logements privés. Avant la guerre, Savyntsi comptait 10 200 habitants. Aujourd'hui, elle en compte environ 7 000 ; depuis septembre de l'année dernière, plus de

5 000 personnes ont regagné leur domicile. La majorité de la population est âgée, car les jeunes locaux en âge de travailler sont partis, explique Suprun, malgré le fait qu'il y ait des emplois disponibles.

Suprun explique qu'elle cherche de nouveaux moyens de développer la communauté. «Mon objectif est d'attirer les investisseurs, car nous disposons de ressources minérales qui pourraient les intéresser et leur permettre de créer de nouvelles entreprises ici», a-t-elle déclaré.

Valentina Mazurik, 67 ans, de Savyntsi, responsable de l'union locale de bénévoles Berehynia, participe à des activités bénévoles depuis 2014. Aujourd'hui, son union compte plus de 80 femmes âgées qui tissent des filets de camouflage pour les militaires, leur préparent de la nourriture et collectent des produits de première nécessité.

Pour les femmes de Savyntsi et de Chevchenkove, l'activisme, le bénévolat et l'aide aux militaires sont parmi les seuls moyens de s'engager dans des activités en dehors de la maison, d'établir des liens humains et de se sentir utiles à leur communauté.

Dvoritchna, quant à elle, est constamment bombardée. Elle a été en grande partie évacuée, mais il reste 3 500 habitants sur les 16 500 d'avant-guerre, à quelques kilomètres seulement des combats.

Halyna Turbaba, 64 ans, élue à la tête de la hromada de Dvoritchna depuis 2020, dirige l'autorité locale principalement depuis Kharkiv, après avoir été blessée lors d'une attaque à la roquette russe contre le bâtiment administratif de Dvoritchna. Pendant l'occupation russe, Turbaba a passé près de trois mois au poste de police du district de Kupyansk pour avoir refusé de coopérer avec les envahisseurs. Turbaba est une femme de petite taille et de corpulence légère, aujourd'hui incapable de marcher rapidement. Elle a perdu sa maison et de nombreux amis et parents,

mais doit continuer à travailler à son poste. Alors que d'autres collectivités ont déjà pu restaurer les infrastructures de base et ont même parfois reçu des fonds de programmes internationaux pour les moderniser, certaines communes commencent à peine à se relever. La principale préoccupation de Mme Turbaba est que sa communauté ne soit pas laissée pour compte: «Nous voulons rester sur la carte pour ne pas être oubliés», a-t-elle déclaré.

20 décembre 2023

Le travail et la guerre

LAURENT VOGEL¹

Depuis le début de l'invasion massive par l'armée russe, les conditions de travail en Ukraine ont été transformées profondément. Aucune guerre ne peut être gagnée simplement sur les champs de bataille. C'est la mobilisation de la société ukrainienne, et particulièrement des travailleuses, qui explique l'échec de la guerre-éclair russe. Le mouvement ouvrier ukrainien n'entend pas se limiter à repousser l'invasion. Il veut garantir l'avenir d'une société plus égalitaire, plus sociale, plus démocratique².

1. Laurent Vogel est membre du [Comité belge du réseau de solidarité européen avec l'Ukraine](#) et chercheur associé à l'European Trade Union Institute. Cet article a été publié dans [Hesamag](#), n° 28

2. Cet article doit beaucoup à Artem Tidva, Daria Saburova et Denys Gorbach. Artem est un des organisateurs du syndicat ukrainien des services publics, affilié à la Fédération des syndicats ukrainiens (FPU) ainsi qu'à la Fédération syndicale européenne des services publics. Daria et Denys sont des chercheurs ukrainiens vivant en France qui participent aux activités du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine



Le 24 février 2022, l'Ukraine se réveille à l'heure d'une guerre totale. Pour beaucoup, c'est une surprise. Des colonnes de blindés russes se dirigent vers Kyiv. Des troupes aéroportées attaquent à proximité de la capitale. L'armée russe attaque sur une ligne de front de plus de 1 000 kilomètres. De la frontière biélorusse à proximité de Tchernobyl jusqu'à la mer Noire. Partout dans le monde, partisans et adversaires de Poutine pensent que la disproportion des forces militaires est telle que la guerre sera gagnée par la Russie.

Ce matin-là, chacun en Ukraine a dû se situer face à cette guerre. Les clivages anciens qui traversaient la société ont été remodelés. Le premier grand échec de l'offensive russe a été le refus massif de collaborer avec l'envahisseur qui a déclenché, en représailles, une énorme violence contre la population civile dès que l'échec de la guerre-éclair est devenu patent. Nulle part, les occupants n'ont été accueillis en libérateurs. Parmi les élites, les candidats à la collaboration n'ont guère été nombreux.

Tandis que des dizaines de milliers de volontaires se précipitaient vers les bureaux de recrutement militaire, d'autres se lançaient avec une créativité énorme dans les formes de résistance qui étaient à leur portée. À Kyiv, des milliers de jeunes ont transformé des drones de loisir en armes de combat très simples qui ont contribué à bloquer l'avance des blindés.

Les travailleurs ont joué un rôle essentiel dans la résistance, particulièrement dans les secteurs où les syndicats étaient présents. C'est Yelena Sabirova, avec ses 19 ans de métier, qui décide de continuer à conduire le tram à Kyiv après que la ville a été à moitié désertée, ce sont les mineurs aux alentours de Kryvyi Rih au sud du pays qui se répartissent les tâches: les uns vont vers le front, les autres assurent la continuité de l'extraction du minerai de fer. Le

lien constant entre la mine et le front est maintenu par des convois quotidiens qui apportent aux combattants de la nourriture, des équipements.

La guerre transforme complètement le travail du personnel des chemins de fer. En quelques semaines, il faut assurer le déplacement de presque un tiers de la population: 8 millions de réfugiés à l'étranger, 5 millions de personnes déplacées à l'intérieur de l'Ukraine. Il faut aussi assurer le transport des volontaires et des conscrits vers le front, assurer l'approvisionnement alimentaire et la circulation d'autres biens essentiels. Les principales gares doivent être aménagées pour héberger et nourrir la masse des réfugiés. Les syndicats soutiennent une campagne d'information menée par des associations féministes sur la présence d'organisations criminelles qui se livrent à la traite des femmes, profitant du désespoir de réfugiées. Ce travail se fait parfois sous les bombes. À Kramatorsk, le 8 avril 2022, deux missiles russes frappent la gare qui hébergeait plus de 1 000 réfugiés en attente d'évacuation. Il y aura 57 morts, dont cinq enfants.

Le slogan populaire «Gloire à l'Ukraine, gloire aux héros» paraît en décalage avec la situation réelle d'une guerre où l'héroïsme est avant tout collectif et quotidien, indépendamment de la forme que prend l'engagement de chaque personne. La plus grande victoire remportée par cette résistance populaire multiple – qui, à l'arrière, est massivement féminine – a été l'échec de la campagne de bombardements russes de l'hiver 2022-2023. En détruisant systématiquement les infrastructures indispensables à la production d'électricité, d'eau potable et au chauffage, l'armée russe remettait en cause la survie de la population. Elle pensait ainsi acculer le pays à une capitulation et menaçait les autres pays d'Europe d'un afflux massif de réfugiés.



La bataille de l'hiver a été gagnée grâce à un réseau dense de collectifs de solidarité où les femmes des milieux populaires ont souvent tenu un rôle dirigeant. C'est ce qu'a pu observer Daria Saburova, une chercheuse travaillant pour le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, à Kryvyi Rih où elle a séjourné entre janvier et avril 2023. Contrairement aux grandes ONG dirigées par les classes moyennes, généralement liées aux Églises ou aux partis parlementaires libéraux ou nationalistes, et qui agissent souvent sans établir de contacts directs avec la population, les petites organisations locales de solidarité mènent un double travail. À l'arrière, elles viennent en aide aux réfugiés ainsi qu'aux habitants des zones récemment libérées. Sur le front, elles maintiennent un contact permanent avec les soldats. Dans un premier temps, ce contact était indispensable en raison des insuffisances de la logistique. Aujourd'hui, c'est surtout le maintien d'un lien fort entre l'armée et le peuple qui motive les bénévoles. Beaucoup de femmes apportent de la nourriture au front en disant : l'aide que j'y apporte à des soldats que je ne connais pas sera apportée à mes fils ou à mon mari dans d'autres régions par d'autres femmes. La guerre devient une expérience collective qui renforce l'autonomie des couches populaires.

Le dépassement de certains clivages

L'armée russe a attaqué des régions d'Ukraine où une partie importante de la population est classifiée comme «russophone». La réalité est plus complexe¹. La caractéristique principale de ces régions

1. Voir la vidéo de l'exposé de Daria Saburova sur la question linguistique, <https://solidarity-ukraine-belgium.com/daria-saburova-sur-la-question-linguistique-en-ukraine/>.

d'Ukraine est ce que les linguistes appellent une diglossie. Les personnes passent du russe à l'ukrainien avec aisance, en fonction des interlocuteurs, du type de conversation. Il est fréquent qu'une discussion se déroule en plusieurs langues. Une partie des milieux populaires parle le sourjik. Il s'agit d'un ensemble linguistique qui intègre à la fois du russe et de l'ukrainien et qui est considéré comme «impur» par les nationalistes des deux pays.

Pour les nationalistes russes, ces populations étaient supposées adhérer au «monde russe» et accueillir l'invasion comme une libération. Il s'agissait souvent de régions où la population ouvrière avait été majoritairement anti-Maïdan, notamment parce qu'elle estimait qu'une intégration dans l'Union européenne aurait des conséquences lourdes en termes d'emploi.

L'invasion du 24 février a complètement changé la donne. L'extrême brutalité de l'invasion a été rapidement connue grâce aux contacts individuels, d'amis ou de membres de la famille dans les territoires occupés. Ces interactions personnelles étaient considérées comme plus fiables que les informations officielles qu'elles soient russes ou ukrainiennes. La population a pris conscience que l'armée russe s'en prenait prioritairement aux populations civiles, qu'elle interdisait les syndicats dans toutes les villes occupées, qu'elle mettait en place des «centres de filtration» où les personnes étaient souvent torturées et parfois exécutées. Dans certains cas, un simple tatouage évoquant de possibles allégeances nationalistes ou politiques pouvait représenter un risque. À cela s'ajoutait le pillage lié à l'incapacité de la logistique russe à nourrir sa propre armée.

L'expérience de huit ans d'occupation du Donbass a contribué à ce changement de perspective. En 2014, une partie de la population urbaine a soutenu les séparatistes qui promettaient un processus





sans grande effusion de sang et une amélioration rapide des conditions de vie. Contrairement à ce qui s'était passé en Crimée, la sécession du Donbass a été très sanglante et a abouti à la prise du pouvoir par des clans mafieux. Les industries appartenant à des oligarques ukrainiens ont été confisquées puis redistribuées entre ces clans avant d'être nationalisées et démantelées. La majorité des usines ont cessé de fonctionner et les équipements de valeur ont été transférés en Russie. Pour les hommes en âge de travailler, l'employeur principal est devenu le réseau de milices qui administre la région. Cela a provoqué un exode de la population ouvrière tant vers l'Ukraine que vers la Russie ou d'autres parties du monde. Seuls les retraités pouvaient trouver leur compte dans la mesure où ils continuaient à toucher leur pension ukrainienne et ils pouvaient toucher une pension russe à condition d'accepter un passeport russe. En 2022, même les secteurs populaires qui avaient été les plus anti-Maïdan rejetaient la perspective de suivre l'exemple du Donbass. Dans les territoires occupés, les administrations mises en place par les Russes ont dû être formées majoritairement de personnes extérieures, originaires de Russie ou appartenant aux milices séparatistes.

Des femmes unies pour soutenir le secteur de la santé

Le secteur de la santé est vital en temps de guerre comme en temps de paix. Avec une immense majorité de femmes qui y travaillent, c'est un secteur mal payé, affaibli par les politiques de privatisation. Il n'a jamais été considéré comme prioritaire par les différents gouvernements qui se sont succédé depuis l'indépendance en 1991. Entre 1991 et 2017, le nombre d'infirmières est passé de 670 000 à 360 000 d'après

Nina Kozlovska, fondatrice du mouvement syndical des infirmières, Sois comme Nina¹. L'ensemble du personnel de soin a continué à diminuer de près de 140 000 personnes entre 2017 et 2022. Le ministère de la santé est un organisme bureaucratique, lent à s'adapter à un changement brutal de la situation et des besoins. Sa propre inefficacité lui permet de justifier le recours croissant au secteur privé.

Dès le début de l'invasion massive, les infirmières n'attendent pas de recevoir des consignes de leur direction. Elles se répartissent les tâches entre celles qui restent dans les hôpitaux et centres de santé et celles qui vont renforcer les services de première ligne sur le front. Leurs hôpitaux sont la cible des bombardements russes. Après quinze mois de guerre, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a enregistré 1 004 attaques russes contre des établissements de santé. Le docteur Jarno Habicht, représentant de l'OMS en Ukraine, ne cache pas son admiration :

Le fait que le système de santé ukrainien continue de fonctionner dans de telles circonstances témoigne du dévouement héroïque des personnels de santé. Malgré les défis posés d'abord par la pandémie de Covid-19 et maintenant par plus d'un an de guerre, les personnels de santé ukrainiens restent étonnamment forts, courageux et patients, jour après jour, sauvant des vies et dispensant des soins à ceux qui en ont besoin².

Ce courage et ce dévouement ne peuvent être séparés d'une prise de conscience d'intérêts collectifs en tant que travailleuses. C'est ce qui explique que

1. Un rapport du syndicat Sois comme Nina, «La douleur des infirmières ukrainiennes en temps de guerre», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 20, juin 2023.

2. Communiqué de presse de l'OMS, 30 mai 2023, www.who.int/europe/fr/news/item/30-05-2023-who-records-1-000th-attack-on-health-care-in-ukraine-over-the-past-15-months-of-full-scale-war.

différents hôpitaux du pays, des collectifs syndicaux se sont unifiés sous l'appellation «Sois comme Nina» à la fois pour rendre possible un travail de qualité et pour améliorer les conditions de travail du personnel. Les infirmières qui en font partie dénoncent le fait qu'en dépit d'une croissance spectaculaire des besoins de soins de santé liée à la guerre, certains hôpitaux profitent de la loi martiale pour licencier du personnel, réduire les salaires et pour imposer un volume important d'heures supplémentaires non rétribuées. Ils imposent parfois un passage du temps plein au temps partiel alors même que les heures supplémentaires se multiplient.

Autant les travailleuses ukrainiennes se sont engagées massivement dans des activités bénévoles qu'elles organisent de manière autonome, autant elles refusent que leur travail salarié soit dévalorisé. Elles dénoncent les réductions de salaire alors que certains hôpitaux continuent à faire du profit. Actuellement, le salaire mensuel minimum des infirmières est d'environ 320 euros. Dans de nombreux hôpitaux, il a été réduit ou est payé avec d'importants retards. Cette situation est rendue possible par une résolution de 2023 du gouvernement ukrainien¹ qui l'autorise pour les employeurs d'institutions de santé où les dépenses salariales (charges sociales comprises) dépassent 85 % des fonds reçus comme subsides. Autrement dit, les employeurs peuvent décider unilatéralement de réduire les salaires en fonction des aléas liés à leur propre gestion.

Ce combat permet de prendre ses distances avec une vision d'une société rendue unanime par les conditions de la guerre. S'il y a un large consensus autour de la nécessité de repousser l'invasion, l'affrontement est vif autour des projets de société

qui s'affrontent de manière très concrète dans la vie quotidienne, au travail et hors du travail. Une loi de 2022 punissant les collaborateurs a été élaborée sous l'influence des forces nationalistes. Elle tend à étendre la notion de collaboration au-delà des activités menées au service de la machine administrative et répressive de l'occupant. Cela représente une menace pour les milieux populaires ne disposant pas d'épargne et contraints de continuer à travailler en dépit de l'occupation. Une des victoires obtenues par la pression des travailleuses est que l'État a renoncé à poursuivre pénalement le personnel de soins qui a continué à travailler dans les territoires occupés qui ont été libérés ultérieurement.

Une lutte sur deux fronts

Depuis le début de la guerre à grande échelle, le mouvement syndical ukrainien se bat sur deux fronts. Il participe massivement à la lutte pour chasser les occupants russes. De nombreux syndicalistes combattent dans les rangs de l'armée et de la défense territoriale. Leur collectif de travail reste en contact quotidien avec eux et leur assure un appui matériel et psychologique constant. D'autre part, dans les entreprises, il y a une lutte quotidienne pour défendre les droits sociaux et syndicaux contre les mesures gouvernementales qui utilisent la loi martiale pour remettre en cause les conventions collectives, faciliter les licenciements et réduire les droits syndicaux². Sous la loi martiale, la grève et les manifestations sont interdites. Cela n'empêche pas les syndicats de lutter et, dans certains cas, de passer à la grève.



1. Résolution n° 28 du conseil des ministres du 13 janvier 2023.

2. Voir l'excellent article d'Alexandre Kitral, «Ukraine: résistances sociales au travail», <https://solidarity-ukraine-belgium.com/ukraine-resistances-sociales-au-travail/>.

On en trouve des exemples dans de nombreux secteurs comme ces mineurs de Novovolynsk (Ukraine occidentale) partis en grève en septembre 2022 contre la nomination d'un nouveau directeur corrompu et autoritaire ou ces jeunes livreurs de l'entreprise Bolt Food à Dnipro et à Kyiv qui se mobilisent en octobre 2023 contre une détérioration de leurs conditions de travail.

L'ensemble de ces mouvements montre à quel point la résistance est globale: sur le front contre l'occupant, à l'arrière pour une société plus égale et démocratique. Dans un certain nombre de petites entreprises, des formes d'autogestion sont apparues¹. Pour toutes les activités essentielles comme la santé, l'éducation, les transports, la créativité des collectifs de travail a dû improviser des solutions d'urgence qui ont démontré une plus grande efficacité que ce qui était proposé par le management.

De ce point de vue, l'Ukraine nous est très proche. Ce n'est pas sa situation géographique qui l'explique mais le fait que la résistance populaire en Ukraine partage les mêmes objectifs que les forces progressistes en Europe. Loin de se réduire à une action caritative, la solidarité permet de créer une solidarité réciproque entre les syndicats d'Ukraine et les syndicats en Europe et dans le monde. Que ce soit sous la forme de convois syndicaux, par l'invitation de syndicalistes d'Ukraine à faire des tournées à l'étranger ou par la publication d'informations et d'analyses émanant des syndicats et des autres forces progressistes de la société ukrainienne, la mise en œuvre de cette solidarité est d'autant plus importante que le conflit se prolonge.



2023, le retour des luttes sociales

PATRICK LE TRÉHONDAT

L'année 2023 a été marquée en Ukraine par le retour de luttes sociales. En dépit de la loi martiale qui interdit tout rassemblement ou manifestation sur la voie publique, les mouvements sociaux se sont réappropriés l'espace public pour exprimer leurs revendications. Il est à noter que dès novembre 2022, les étudiants de Lviv de l'Académie de l'imprimerie s'étaient rassemblés sur une place publique avec des pancartes pour protester contre le projet de fermeture de leur université. En décembre, le groupe féministe Bilkis tenait des piquets de protestation trois samedis de suite devant le magasin d'une marque de liqueur dont les bouteilles arboraient des femmes dénudées. Par ailleurs, Bilkis organisait en ce mois de décembre glacial des collages et distributions de tracts dans les rues de la ville.

Pour autant ces expressions ne relèvent pas d'un «défaitisme» (ou comme le disent habilement les médias occidentaux d'une «lassitude de la guerre», interprétant ainsi de manière erronée l'humeur publique). Selon une enquête du département sociologique du Centre Razumkov, réalisée en décembre 2023, 88 % des Ukrainiens croient en la victoire de l'Ukraine, seules 5 % des personnes interrogées en doutent. 70 % des Ukrainiens interrogés par les sociologues considèrent qu'il est important de critiquer d'éventuelles décisions erronées des autorités. Dans le même temps, 25 % insistent pour éviter tout conflit politique.

1. Patrick Le Tréhondat, «Ukraine: The practice of self-management is widespread», <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article64403>.

Mesurer l'ampleur des luttes sociales dans les entreprises est difficile

Les deux principales confédérations syndicales, FPU et KVPU communiquent peu sur ce sujet. De plus, outre les conditions de vie en temps de guerre peu propices au militantisme ou à la revendication, le mouvement syndical a été affaibli par l'engagement massif de syndicalistes¹ dans les forces armées dont nombreux sont morts au combat. Cet engagement, avec des conséquences immédiates, pèsera également à long terme sur le mouvement ouvrier ukrainien. Pour autant, la KVPU annonçait en décembre 2023 que le syndicat des mineurs avait obtenu des augmentations de salaire². Toujours en décembre 2023, le tribunal régional de Kryviy Rih a reconnu, suite à un procès intenté par le syndicat des cheminots, comme étant illégale la suspension partielle de paiement de salaires par les chemins de fer ukrainiens Ukrzaliznytsya. Cette décision concerne plus de 300 000 travailleurs qui vont désormais toucher l'entièreté de leur salaire³. Ces actions en justice sont également engagées par salariés à titre individuel, avec ou sans l'appui de syndicats. Les raisons en sont multiples. Licenciement abusif, non-paiement du salaire... Selon Vitalyi Dudin, avocat du droit du

1. Il est remarquable que des groupes gauchistes français qui appellent de leurs vœux à long terme de colonnes à l'«armement du prolétariat» ignorent cette réalité, préférant pérorer sur la mainmise de puissances impérialistes occidentales sur l'Ukraine et se refusent à toute solidarité avec le mouvement ouvrier ukrainien.

2. «Augmentations de salaire dans les mines», <https://laboursolidarity.org/fr/europe/n/2985/augmentations-de-salaire-dans-les-mines>.

3. «Les cheminots et cheminotes ont droit à leurs salaires ! », <https://laboursolidarity.org/fr/europe/n/2895/les-cheminots-et-cheminotes-ont-droit-a-leurs-salaires->.

travail, 44 % de ces procès se concluent en faveur du salarié⁴.

Signalons enfin la longue lutte des coursiers de Kyiv et Dnipro⁵.

Deux secteurs, la santé et les étudiants, où deux syndicats combattifs sont présents, ont vu des luttes importantes se dérouler.

Les Luttes dans le secteur de la santé

Sous l'effet conjugué de la réforme néolibérale (entamée avant le 24.2.22) et la guerre, la situation dans les hôpitaux s'est fortement dégradée. Selon un rapport du 10 août 2023 du Centre de santé ukrainien, depuis le début de l'invasion russe à grande échelle, plus de 1 000 attaques contre des infrastructures de santé ont été enregistrées. Le système de santé ukrainien – établissements médicaux et autres infrastructures de santé – a subi environ deux attaques par jour depuis le début de l'invasion à grande échelle de la Russie le 24 février 2022. La contre-réforme du système de santé, sous couvert de décentralisation et d'«optimisation» a confié aux collectivités locales la gestion des hôpitaux, subventionnés selon les actes médicaux déclarés⁶. De plus il est prévu que si la masse salariale dépasse 85 %, les salaires peuvent être réduits au minimum unilatéralement⁷. Ajoutons la corruption endémique (achats

4. <https://t.me/trudovikua/60>.

5. «Vous ne vivez pas dans un pays où l'on peut faire grève», <https://laboursolidarity.org/fr/europe/n/2940/vous-ne-vivez-pas-dans-un-pays-ou-l039on-peut-faire-greve>.

6. Une maternité a été convaincue d'avoir déclaré de fausses naissances pour augmenter sa subvention.

7. C'est ce qui est arrivé aux infirmières d'un hôpital dans la région de Lviv qui ont donc demandé «l'ouverture des livres de compte» de l'hôpital pour vérifier si la réduction de leurs salaires était justifiée. Demande refusée, elles ont créé un syndicat affilié à Sois comme Nina.



de médicaments surfacturés, attribution de primes ou de d'augmentation de salaires pharaoniques aux organes de direction). On ne compte plus le nombre d'hôpitaux perquisitionnés par la police. Dans cette situation, il n'est pas rare de voir le personnel médical ne plus toucher son salaire pendant un, deux ou trois mois. Il arrive également qu'il soit brutalement licencié du jour au lendemain à la suite des fusions-restructurations décidées autoritairement.

Dans cette situation, l'organisation syndicale Sois comme Nina¹ se détache comme une organisation fortement combative. Outre l'important travail de secours humanitaire qu'elle mène à l'instar de l'ensemble du mouvement syndical², Sois comme Nina se bat quotidiennement dans les hôpitaux pour faire respecter les droits des travailleurs de la santé³. Sois comme Nina dénonce également la division genrée du travail à l'hôpital.

«Les femmes, en particulier les infirmières ukrainiennes, ont une charge de travail excessive. Sur leur lieu de travail, elles sont responsables de la santé des patients, doivent réagir en temps voulu et fournir des soins médicaux rapides. Dans le même temps, la majorité des infirmières ukrainiennes sont privées d'évolution de carrière et ne sont pas incitées à se perfectionner. En plus de son travail, une femme doit élever ses enfants, s'occuper de la santé de sa famille et de ses proches et veiller à la gestion de la maison.



1. Sois comme Nina ne se réduit pas à une organisation syndicale classique. Il faudrait prendre le temps et la place pour montrer ses multiples facettes et expliciter sa stratégie syndicale qui va au-delà du simple développement linéaire de l'organisation.

2. La FPU, par exemple, disposant de nombreuses infrastructures (centre de colonies de vacances, etc.) a mis celles-ci à la disposition des réfugiés, ce qui a constitué une aide considérable.

3. «Nous créons des syndicats indépendants dans les hôpitaux», <https://laboursolidarity.org/fr/europe/n/2623/-nous-creons-des-syndicats-independants-dans-les-hopitaux>.



Manifestation d'infirmières à Kryvyi Rih contre le non-paiement de leurs salaires (août 2023).

C'est pourquoi Sois comme Nina soulève cette question à chaque fois. Nous recherchons une répartition égale des responsabilités dans la société. Sois comme Nina a toujours été soutenue par des organisations féministes telles que l'Atelier féministe et Perspectives des femmes. Nous organisons ensemble des séminaires et des événements publics⁴», explique Oksana Slobodyana, présidente de Sois comme Nina.

Face au fonctionnement actuel des hôpitaux, Sois comme Nina affirme un «contre-plan». «Gérer et contrôler les hôpitaux est possible» considère le syndicat⁵. Face à la crise, «le moyen le plus efficace est de créer des syndicats indépendants qui peuvent et pourront comprendre clairement la situation et contrôler tout de l'intérieur. En effet, qui connaît mieux la situation de son hôpital, ses capacités, son administration que les employés eux-mêmes. Ainsi, gérer et contrôler les hôpitaux est possible si le personnel commence par élire le directeur. En outre, les membres de la direction doivent être responsables même après leur licenciement, de sorte que le syndicat sera en mesure de contrôler tous les processus [judiciaires]. Enfin, la chose la plus importante est une comptabilité transparente, qui montre

4. «Trois questions à Sois comme Nina», <https://laboursolidarity.org/fr/europe/n/2962/3-questions-a-sois-comme-nina>.

5. «Gérer et contrôler les hôpitaux est possible», <https://laboursolidarity.org/fr/europe/n/2800/gerer-et--controler-les-hopitaux-est-possible>.

clairement combien d'argent a été reçu et à quoi il a été dépensé», ajoute Oksana.

Cette revendication de contrôle est présente également dans d'autres secteurs (voir plus bas les paragraphes sur les luttes étudiantes et les rassemblements citoyens).

À la veille du Nouvel An, Sois comme Nina a obtenu une nouvelle victoire. Le personnel soignant de la ville d'Oleksandria, dans l'oblast de Kirovohrad, a réussi à obtenir le paiement de plusieurs mois d'arriérés de salaires. Son montant total s'élevait à environ 4 millions de hryvnias (97 000 euros). Le personnel médical de l'hôpital d'Oleksandria (150 salariés) était confronté à des retards de salaire depuis septembre 2023. En raison d'un financement insuffisant de la part du Service national de santé ukrainien, leur établissement médical avait été liquidé et le personnel transféré dans un autre hôpital. Cependant, le problème de la dette salariale n'avait pas été résolu. «Le mouvement Sois comme Nina joue un rôle important dans la mise en lumière des problèmes du secteur médical. C'est le seul mouvement en Ukraine qui se bat réellement pour les droits des travailleurs de la santé», a souligné une infirmière.

Luttes étudiantes

En février 2023, le paysage syndical étudiant (dominé par deux organisations syndicales «de droite») a vu l'arrivée d'un nouveau venu: Priama Diia (PD, Action directe)¹. Cette nouvelle organisation (qui s'inscrivait dans la lignée des Priama Diia qui avaient existé antérieurement) est née de la lutte des étudiants de Lviv contre la fermeture de l'Académie

1. «Le syndicat étudiant ukrainien Action directe est de retour», <https://laboursolidarity.org/fr/busca/n/2531/le-syndicat-etudiant-ukrainien-action-directe-est-de-retour>.

de l'imprimerie² de novembre 2022. Depuis le syndicat a remporté plusieurs victoires sur lesquelles il est revenu dans son bilan de l'année 2023 :

C'est sur la base d'une crise sociale de grande ampleur que la nouvelle génération du syndicat indépendant Action directe a vu le jour.

- grâce aux efforts du syndicat, Karina Chmeliuk a été renvoyée de la Crimée occupée vers les territoires contrôlés par le gouvernement;
- l'initiative «Students - Academics!» a été lancée pour attirer l'attention sur le problème des étudiants boursiers qui prennent des congés académiques;
- les étudiants ont organisé un événement intitulé «Semaine contre le fascisme», au cours duquel nous avons rappelé que l'opposition aux idéologies haineuses est toujours d'actualité,
- nous nous sommes rassemblés pour des nettoyages afin de montrer que la protection de l'environnement est une question qui devrait préoccuper tous les groupes sociaux, y compris les étudiants;
- en collaboration avec le conseil des étudiants du département de psychologie de l'université de Karazin, nous avons publié une brochure sur la lutte contre la violence psychologique exercée par les enseignants;
- nous avons lancé une action demandant l'occupation de l'ambassade russe vide pour la transformer en un centre de jeunesse accessible au public;
- participation aux manifestations contre la saisie du bâtiment du KNUKiT par les pillards, qui se sont soldées par une victoire pour les étudiants;
- nous avons contribué à la création du «Comité étudiant du 11 octobre» chargé d'inspecter la réinstallation des fenêtres et des portes à l'université nationale de Lviv, puis nous avons inspecté les abris dans les universités;



2. Mobilisation étudiante à Lviv, <https://laboursolidarity.org/fr/busca/n/2405/mobilisation-etudiante-a-lviv>.



Mobilisation étudiante à Lviv (novembre 2023).

- nous avons participé à des manifestations contre la chauvine Iryna Farion, exigeant son licenciement de son poste de professeur à l'école polytechnique de Lviv ;
- nous avons organisé une manifestation à la KIMA contre la décision de l'administration de faire payer les étudiants pour leurs absences.



Dans plusieurs de ces mobilisations le syndicat a mis en avant le contrôle étudiant¹. Comme il est mentionné plus haut il a contrôlé l'état de nombreux abris dans les universités et publié des comptes rendus publics de ses inspections. Le syndicat explique sa démarche ainsi :

Dans un contexte de guerre, la question des conditions de sécurité des études dans les établissements d'enseignement et l'hébergement dans les dortoirs pour étudiants se pose avec une acuité particulière. Afin de protéger les étudiants et le personnel des effets dévastateurs de futurs bombardements, le gouvernement a proposé des recommandations sur la manière d'organiser des abris dans les établissements d'enseignement. Cependant, dans quelle mesure les administra-

tions des universités ukrainiennes respectent-elles consciencieusement ces exigences et quel est l'état de nos abris ?

Nous lançons une campagne d'inspection des abris dans les bâtiments scolaires et les dortoirs, afin d'attirer l'attention du public sur la situation réelle des mesures de sécurité et de créer un espace pour la lutte en faveur d'abris sûrs et confortables. Pour ce faire, nous avons créé un canal où nous publierons des informations sur les résultats de l'audit, alors rejoignez-nous ! Nous appelons tous ceux qui le souhaitent à participer – écrivez-nous sur l'état des abris dans vos universités/dortoirs en utilisant notre bot : @priama_dia_bot. Si vous êtes prêt à participer à la vérification, écrivez-nous et rejoignez la campagne !

Actuellement, le syndicat est engagé dans une campagne contre la fermeture de l'Université nationale de Tauride, originellement en Crimée et exilée en territoire libre², qui enseigne notamment la langue tatare. Cette fermeture s'inscrit dans un vaste plan qui vise à réduire le nombre d'étudiants (et des bourses d'études) et à livrer leur terrain et bâtiment à la spéculation immobilière.

Elle est le fruit d'un audit soutenu par la Banque mondiale effectué avant le 24 février 2022. Soixante-dix autres universités sont promises à la fermeture.

Rassemblements citoyens

L'année 2023 a vu également la multiplication de rassemblements citoyens³ dans l'espace public des

1. « PriamaDiiia, pour le contrôle étudiant », <https://laboursolidarity.org/fr/busca/n/2922/priama-diiia--action-directe-pour-le-controle-etudiant>.

2. En raison de l'occupation de la Crimée par la Russie en 2014, l'université a réussi à être déplacée vers les territoires contrôlés par l'Ukraine. En 2016, l'université a rouvert ses portes à Kyiv.

3. La page Facebook du comité français de solidarité avec l'Ukraine se fait l'écho régulièrement de ces rassemblements et en publie les photos, <https://www.facebook.com/profile.php?id=100087563586225>.

villes, d'Odessa à Lviv. On peut y voir toutes les classes d'âge, hommes et femmes (souvent la presse interroge d'ailleurs les «organisatrices» à leur sujet). Des militaires en treillis y participent et s'y expriment librement. Ils rassemblent selon les jours et les endroits entre 30 et 1 000 personnes¹. Malgré la loi martiale la police² laisse faire même lorsqu'ils se transforment en manifestation dans les rues.

On peut distinguer trois types de rassemblements selon les questions mises en avant.

1/ Pour le retour des prisonniers de guerre

Les participants ont souvent des membres de leurs familles prisonniers des Russes et exigent que les échanges de prisonniers soient plus importants. Ils demandent à la société ukrainienne de ne pas les oublier. Par exemple le dimanche 14 janvier 2024, à Dnipro, un rassemblement a été organisé en soutien aux prisonniers de guerre. Sur la place Slobojansk, une centaine de personnes sont sorties avec des affiches appelant au retour de leurs proches de captivité russe. À Kyiv, ils étaient 300 venus rappeler une fois de plus à la société et aux autorités qu'ils attendent depuis près de deux ans le retour de leurs proches de captivité russe et ils étaient 120 à Mykolaïv. Des rassemblements ont eu lieu également à Odessa (30 participants), à Tcherkassy (100), à Potlava (30), à Soumy (20) et à Khmelnytsky (une manifestation dans les rues de 23 femmes).

1. Notons que les participants prennent des risques en raison de la concentration de portables qu'ils provoquent et n'échappent pas aux radars russes. En Syrie, les Russes ont souvent pilonné des concentrations de portables comme devant une distribution de pain.

2. Le seul cas de répression que je connaisse est celui d'une jeune manifestante à Lviv qui avait répandu de la peinture à l'eau rouge lors d'un rassemblement. Arrêtée, elle a été relaxée par le tribunal.

2/ Pour la relève des soldats au front

Ces rassemblements demandent la relève des soldats au front. Exemple toujours le dimanche 14 janvier 2024, à Vinnytsia, des familles de militaires - femmes, mères et enfants - ont participé à un rassemblement dans le centre de la ville. Elles ont exigé que les autorités démobilisent les militaires après dix-huit mois de service. Une telle action a eu lieu à Vinnytsia pour la cinquième fois depuis le début de l'invasion à grande échelle. Les affiches portées par les participants disaient: «C'est à mon tour de serrer papa dans mes bras tous les jours», «L'Ukraine est un pays de gens libres. Les militaires ne sont-ils pas des gens?», «36 mois. Peine de mort pour les militaires», «Laisse papa rentrer à la maison! C'est l'heure des autres», «Les familles de militaires exigent la démobilisation», etc. Les participantes ont exprimé leurs revendications lors d'une marche à travers la ville d'une heure et qui s'est terminée près du bâtiment administratif de la mairie.



Manifestation à Kyiv pour le retour des prisonniers de guerre (octobre 2023).

Comme pour le retour des prisonniers de guerre, ces rassemblements n'expriment à ce jour pas de revendications précises au gouvernement (par exemple sur la mobilisation), mais témoignent d'une exaspération à l'égard des autorités.

3/ Contestation des budgets municipaux

«Des drones puis des pavés» est le plus souvent le mot d'ordre qui domine ces rassemblements. Ses participants contestent les dépenses faites par les conseils municipaux en faveur de projets qu'ils jugent «non essentiels» comme la rénovation d'un stade ou d'un tribunal ou bien encore... le repavement d'avenues. Et ce aux dépens des aides qui pourraient être apportées aux forces armées. Les participants sont aussi des membres de familles de soldats au front qui, tant ils sont démunis de produits essentiels à la vie quotidienne mais aussi de drones, par exemple, leur demandent de leur apporter leur aide.



Exemple. Le 9 septembre 2023, des rassemblements ont eu lieu à Odessa et à Lviv pour exiger que l'argent des contribuables soit dirigé vers les besoins des forces armées plutôt que vers d'autres dépenses engagées par les autorités locales. Environ 60 personnes étaient présentes près de l'immeuble de l'administration militaire régionale de Lviv. «Allouez des fonds à l'armée, pas aux pavés», ont crié les manifestants. Sviatoslav Litynskyi, l'auteur de la pétition sur la limitation des dépenses non essentielles et en faveur du développement de la capacité de défense de l'Ukraine, a déclaré que plus de 25 000 personnes avaient soutenu sa pétition. Un officier grièvement blessé de la 93^e brigade mécanisée, Artur Kireev, a expliqué sa présence ainsi : «Je suis venu au rassemblement pour informer nos autorités qu'il faut désormais allouer des fonds à l'armée, et non au pavage



Débat sur le budget municipal à Tcherkassy organisé par les habitants (décembre 2023).

des rues, à la construction de nouveaux stades et à autre chose». Le rassemblement à Lviv a duré une heure.

Le matin du 9 septembre, plus de 1 000 personnes se sont rassemblées à Odessa. Ce rassemblement faisait suite à d'autres moins importants en nombre tenus les semaines précédentes. «Nous exigeons que les impôts soient dépensés pour l'aide aux militaires, pour les garrots, les véhicules d'évacuation. Au lieu de cela, nous voyons des appels d'offres tous les jours : tribunaux, arbres de Noël...», explique Kateryna Nojevnikova.

À Tcherkassy (200 000 habitants, situé à mi-chemin entre Kyiv et Dnipro), les habitants à force de rassemblements ont obtenu que 500 millions d'hryvnias soient dédiés au soutien des forces armées. Quelques jours avant ce qu'ils considèrent comme une victoire ne soit obtenue, ils avaient organisé un débat public sur les finances municipales dans un abri d'un centre commercial. «La communauté enverra les propositions élaborées à la réunion du conseil municipal», avait déclaré une des animatrices du débat Viktoriya Feofilova. Et au lendemain de l'annonce du conseil municipal des 500 millions, lors d'un nouveau rassemblement, «Maintenant, notre tâche est de

surveiller et de contrôler. À partir de janvier, il est nécessaire de surveiller le processus d'allocation des fonds», devait déclarer un manifestant en s'adressant aux 500 personnes présentes le 23 décembre. Anna Malych a ajouté : «Actuellement, l'objectif intermédiaire a été atteint : nous nous sommes battus pour que le programme de soutien aux forces armées soit inclus dans le budget de la ville. Mais la lutte continue, car il est important de garantir que cette aide soit effectivement fournie. Maintenant, notre tâche est de surveiller et de contrôler». Une forme de contrôle populaire. Une expérience qui fait tache d'huile puisque dans une localité voisine, Valery Makeev, organisateur d'un rassemblement, déclarait début janvier 2024 : «Il est interdit d'assister à des rassemblements pendant la loi martiale. Mais cela a fonctionné à Tcherkassy, et cela peut fonctionner à Kanev. Parce qu'ici avec notre rassemblement des conseillers de la ville vont sentir qu'il serait préférable qu'ils ne restent pas sur leur position.»



Rassemblement à Marioupol (4 janvier 2024).

Dans les territoires occupés

Outre les mouvements de résistance, Atesh (guérilla et renseignements militaires), le Ruban jaune (diffusion des couleurs de l'Ukraine dans l'espace public), Mavka (mouvement de femmes qui édite un bulletin clandestin, 14 numéros parus), il existe des rassemblements d'Ukrainiens excédés par les conditions de vie que leur impose l'occupant russe. Ces rassemblements réunissent moins de dix personnes, en raison de graves risques qu'il y a à s'opposer aux autorités locales. Cependant, souvent les protestataires se filment et diffusent les vidéos sur les réseaux sociaux où ils (en fait souvent elles) expriment leurs doléances.

Fin 2023, une sociologue de Kharkiv estimait que ces rassemblements pourraient se coordonner et devenir une force avec laquelle le gouvernement devrait compter.

La photographie présentée ici est très incomplète. N'y figurent pas les mouvements féministes¹, les mouvements LGBT ou les mouvements écologistes, les coopératives etc. Mais elle indique que la société ukrainienne est en train de bouger et de porter ses exigences sociales, dont la satisfaction, expliquent certains de ses acteurs, est indispensable à la victoire. Il est vrai que libération nationale et libération sociale sont imbriquées dans l'histoire contemporaine de l'Ukraine. La capacité d'auto-organisation dont a fait preuve la société ukrainienne lors des Maïdan mais surtout dans les premiers mois de la guerre a inscrit dans la mémoire collective le chemin possible de la double émancipation qu'il lui fallait emprunter.

1. Pour découvrir l'un d'entre eux, voir «Bilkis un groupe féministe ukrainien», www.syllepse.net/syllepse_images/articles/bilkis-french_compressed.pdf.



Tirer dans les genoux...

DÉCLARATION DES COMBATTANTS DU DRAPEAU NOIR¹

L'autre jour, une sorte de personnage, Anatoly Stujenko, qui est malheureusement le commandant de la brigade 118, a fait une déclaration épique sur l'extension des pouvoirs militaires à l'arrière à la possibilité de «tirer sur le genou» en cas de désobéissance. Il est à noter que son fils, qui est en âge d'être conscrit, n'est pas pressé de tirer sur ses genoux et l'armée pour une raison quelconque ne l'a pas appelé.

Nous tenons à noter que nous, les combattants du drapeau noir, avons prêté serment au peuple ukrainien, nous avons juré de protéger le peuple ukrainien de tous ses ennemis. Tirer sur des Ukrainiens désarmés est définitivement un acte hostile. Bien que la plupart de nos soldats soient en permanence sur la ligne de front, dans une zone de combat, nous avons déjà des blessés.

Nous vous avertissons : si quelqu'un prévoit de réaliser les fantasmes de M. Stujenko et d'ouvrir le feu sur les civils, nous agirons selon notre serment.

Nous sommes également parfaitement conscients que les victimes d'une potentielle terreur militaire ne seront pas celles qui le méritent objectivement, pas les riches exploitants qui sont l'ennemi interne direct du peuple ukrainien. Le peuple ukrainien lui-même

deviendra la victime. Nous sommes obligés de prévenir cela.

Nous pensons que M. Stujenko devrait être démis de son commandement et de tout autre pouvoir. Les gens qui appellent à lutter contre le peuple ukrainien a priori ne peuvent pas être commandants dans l'armée ukrainienne, nous appelons tous nos frères de combat à la solidarité, non pas avec nous, mais avant tout avec le peuple ukrainien.

La solidarité, avant tout!

2 février 2024



1. Les Combattants du drapeau noir est un des groupes libertaires ukrainiens participant à la résistance armée et non armée à l'invasion russe, sans abandonner la critique du capitalisme, y compris celui ukrainien. <https://www.facebook.com/blackflagua>.

**LA PAROLE
À PRIAMA DIIA**

2023, une année de luttes étudiantes

PRIAMA DIIA (ACTION DIRECTE)¹

L'année dernière, nous avons été confrontés à un certain nombre de défis difficiles. Au milieu des horreurs et des destructions de la guerre, la communauté étudiante se consolide puissamment autour de la volonté d'aider les victimes de la guerre, de lui apporter un soutien, d'aider l'armée et de rejoindre ses rangs.

C'est sur la base d'une crise sociale de grande ampleur que la nouvelle génération du syndicat indépendant Action directe a vu le jour.

La nouvelle Action directe est née des protestations des étudiants de l'Académie ukrainienne de l'imprimerie, qui ont réussi à annuler la fusion de leur université avec l'Université nationale de Lviv.

Grâce aux efforts du syndicat, l'étudiante Karina Chmeliuk, qui est aujourd'hui une membre actif d'Action directe, a été renvoyée de la Crimée occupée vers les territoires contrôlés par le gouvernement.



1. Priama Diia est un syndicat étudiant. Voir *Soutien à l'Ukraine résistante*: «Il nous faut reconstruire en Ukraine un syndicat étudiant de gauche», n° 10; «Pryama diya (Action directe), un syndicat de lutte étudiant», n° 10; «Les étudiants protestent contre la fermeture de l'Académie de l'imprimerie à Lviv», n° 14; «Le syndicat étudiant ukrainien Action directe est de retour», n° 16; «Les étudiants ukrainiens doivent avoir le droit à l'éducation même en temps de guerre», n° 17; «Moi, Kostya, lycéen ukrainien, membre du syndicat Action directe», n° 19; «Que pensent les étudiants ukrainiens?», n° 22; «Nous devons nous battre pour l'avenir de l'éducation ukrainienne», n° 24; «Priama Diia, pour le contrôle étudiant», n° 25; «Mobilisation étudiante à Lviv contre la xénophobie», n° 26.

L'initiative «Students - Academics!» a été lancée pour attirer l'attention sur le problème des étudiants financés par l'État qui prennent des congés académiques.

Les étudiants ont organisé un événement intitulé «Semaine contre le fascisme», au cours duquel ils nous ont rappelé que l'opposition aux idéologies haineuses est toujours d'actualité.

Nous nous sommes rassemblés pour des nettoyages afin de montrer que la protection de l'environnement est une question qui devrait préoccuper tous les groupes sociaux, y compris les étudiants.

En collaboration avec le conseil des étudiants du département de psychologie de l'université de Karazin, nous avons préparé une brochure sur la lutte contre la violence psychologique exercée par les enseignants.

Nous avons lancé une action demandant la réorganisation de l'ambassade russe vide en un centre de jeunesse accessible au public.

Participation aux manifestations contre la saisie du bâtiment du KNUKiT par les pillards, qui se sont soldées par une victoire pour les étudiants.

Nous avons contribué à la création du «Comité étudiant du 11 octobre» chargé d'inspecter la «réinstallation des fenêtres et des portes» à l'université nationale de Lviv, puis nous avons inspecté les abris dans les universités dans le cadre de l'initiative BUS. Nous avons participé à des manifestations contre la chauvine Iryna Farion, exigeant son licenciement de son poste de professeur à l'école polytechnique de Lviv.

Nous avons organisé une manifestation à Kima contre la décision de l'administration de faire payer les étudiants pour leurs absences.

Nous vous avons parlé, nous avons protesté, nous avons agi, nous nous sommes portés volontaires,

nous avons donné des interviews, nous avons participé à des conférences, nous avons écouté, nous nous sommes intéressés à vous, et nous n'avons pas l'intention de nous arrêter en 2024. Nous avons beaucoup de travail devant nous et nous ne pourrions relever les défis qui nous attendent qu'en unissant nos forces.

Au cours de l'année à venir, nous vous souhaitons de ne pas oublier l'importance de vos droits et de vous rappeler que la manière la plus efficace de les garantir est l'action directe.

Honneur et gloire à ceux qui nous défendent et nous donnent l'occasion de passer ce jour en paix dans un cercle restreint.

Mort à l'Empire, bonne année!

31 décembre 2023

Agir, le zine du syndicat étudiant

PRIAMA DIIA

Depuis six mois, nous récoltons vos textes et travaux pour les compiler dans un zine, *D.Ì.J.* (Agir). Merci à tous ceux qui ont envoyé leurs documents, que nous lisons chacun avec plaisir. Nous mettons beaucoup d'efforts, de travail et d'amour dans chaque matériau et chaque illustration. En particulier, l'artiste et activiste de Priama Diia (Action directe), Katya Gritseva, qui est la machine à écrire et la rédactrice de *D.Ì.J.*, a traité chaque centimètre carré des plus de 80 pages du magazine avec attention et sensibilité!

Le zine de cette année est consacré au thème de la façon dont les étudiants vivent et trouvent la force de militer en temps de guerre. Il contient divers textes d'expériences, peut-être vous verrez-vous dans l'un



d'eux. Il n'est pas facile de vivre tout ce qui se passe dans notre pays. Bombardements, occupation, déportations d'un côté, suppression des bourses, expulsions des dortoirs, attitude dégoûtante de l'administration de l'autre. À Priama Diia, nous espérons améliorer la politique éducative au profit des étudiants, et non des gros portefeuilles de 1 % de la population. Retrouvez un peu notre vision de l'Université et l'importance de l'éducation pour la reconstruction d'après-guerre dans les deux derniers textes : «Poésie étudiante»; «Souvenirs d'un étudiant qui a survécu à la déportation vers la Russie»; «L'histoire des luttes de Priama Diia depuis un an»; «Qu'est-ce qu'une véritable université?».

Pourquoi seulement la version électronique?! Non, pas seulement...



Le premier tirage du zine sera imprimé d'ici un mois, afin que tout le monde puisse obtenir sa copie papier gratuitement. Nous vous expliquerons comment obtenir un zine imprimé dans les prochaines publications, alors gardez un œil attentif sur les activités du seul syndicat étudiant indépendant d'Ukraine Priama Diia!

Le lien de téléchargement du pdf du zine en ukrainien est: <http://www.priama-diia.org/materials>

Cliquer sur *Читати* sur la couverture

Le lien de téléchargement du pdf du zine en français est:

https://drive.google.com/file/d/12R-9pzoCEHgkClz_MdS_9BwDBNKpxSnTA/view?usp=sharing

12 février 2024

LES ÉTUDIANTS SONT LA FORCE DE L'UNIVERSITÉ

MANIFESTE DE PRIAMA DIIA¹

Les membres de Priama Diia venus de toute l'Ukraine ont tenu leur congrès syndical. Y ont assisté des membres des générations précédentes et des représentants des syndicats étudiants européens de nombreux ateliers et conférences ont été organisés.

Le congrès a adopté une vision de la lutte étudiante et une stratégie de construction du syndicat pour 2024, présentée sous une forme condensée dans le manifeste «Les étudiants sont la force de l'université». La préparation minutieuse de ce texte a commencé en octobre 2023.

L'avenir de l'Université en tant que lieu de liberté intellectuelle est inconnu. Dans le contexte de la guerre, où les étudiants sont impliqués dans la lutte contre l'impérialisme, y compris au front, l'Université est plus vulnérable que jamais. Nous, Priama Diia, syndicat étudiant indépendant, unissons les étudiants dans la lutte pour une éducation gratuite et de qualité. Les étudiants sont la force vive de l'Université et nous nous sentons responsables de son avenir.

Le régime de marchandisation du savoir et de commercialisation de l'éducation implique l'utilisation du savoir comme une marchandise, où les étudiants sont des consommateurs et l'université un fournisseur de services. Dans un tel régime, il est impossible d'acquérir de nouvelles connaissances, d'être un

1. Traduction révisée par Robi Morder.

scientifique, un chercheur ou un érudit. Le savoir est fourni en tranches, en fonction du service payé.

Le régime de marchandisation du savoir et la commercialisation de l'éducation sont actuellement le mode par défaut, mais il en existe d'autres que nous voulons promouvoir.

Dans le cadre d'une université de recherche, nous pouvons avoir un accès libre au savoir, dépasser les structures hiérarchiques de l'université et apprendre dès le départ à faire de la recherche et devenir créateurs de savoirs, et pas des consommateurs de connaissances. Dans ce système, la connaissance est un outil efficace pour la lutte de libération, notre réponse à l'autoritarisme et à l'impérialisme.

Nous ne nous décourageons pas en croyant que nous avons hérité d'une université défectueuse. Il y a plusieurs façons de sortir de cette situation. Nous devons d'abord comprendre quels sont les problèmes. Est-il possible de «rénover» l'Université? En évaluant nos capacités nous comprenons que chacun d'entre nous ne peut s'y affronter seul. C'est pourquoi nous sommes solidaires, unis étudiants et aux enseignants. La «refonte» de l'université est une cause commune. Ensuite, nous agissons.

- Chez les étudiants.
- Envers les enseignants: ils sont le cœur de l'Université, qui ne peut battre sans les étudiants. C'est pourquoi leur position est également importante. Ils travaillent côte à côte dans le domaine du changement.
- Le personnel technique: il fait partie intégrante de l'université, il mérite des conditions de travail et de rémunération décentes.
- L'administration universitaire: Il y a actuellement de toute évidence des problèmes avec l'administration dans les universités, il est difficile de trouver une administration qui travaille dans l'intérêt de

l'université et de la communauté. C'est pourquoi nous privilégions les associations d'étudiants et d'enseignants plutôt que de compter sur une administration autoritaire.

■ Les bâtiments universitaires: il faut prendre soin des bâtiments. Nos conditions de vie influencent notre façon de penser. Des salles de cours et des abris antibombes rénovés, une bibliothèque moderne, des espaces verts, des cantines accessibles et de qualité, toutes les infrastructures sans lesquelles une vie digne pour les étudiants et les enseignants est impossible.

Ajoutons à cela

- Une éducation verte gratuite et de qualité, dans laquelle les conditions du processus éducatif visent à prévenir les atteintes à l'environnement.
- Libre accès, gratuit, à la connaissance.
- Pédagogie libertaire: méthodes éducatives qui privilégient l'égalité des participants dans le processus éducatif en opposition à la coercition dans l'éducation, la liberté intellectuelle, l'esprit critique et la formation d'une personnalité indépendante et pleinement développée.
- Solidarité et égalité des étudiants et des enseignants.
- Soutien matériel adéquat au processus d'éducation et de recherche.
- Des résidences et chambres universitaires décentes.
- Congé académique et de maternité avec préservation garantie de l'inscription dans le lieu d'étude (financé par l'État) .
- Bourses d'études à un niveau qui ne soit pas inférieur au salaire minimum
- Salaires décentes pour les enseignants et le personnel.





Cela peut sembler très difficile, voire impossible. Nous nous heurtons à des obstacles sous la forme d'un financement insuffisant, d'un enseignement non laïcisé, le durcissement des universités, la discrimination, la violence physique et psychologique, des normes d'éducation inadéquates, des systèmes de notation injustes, des stages non rémunérés et l'absence de sécurité sociale.

En nous unissant en tant que mouvement étudiant, nous surmonterons ces obstacles ensemble et «réparerons» l'Université.

Qu'est-ce que le mouvement étudiant ?

Depuis les années 1990, les étudiants se battent pour un avenir meilleur, un nouveau système éducatif et des conditions de vie et d'études décentes. Les

étudiants ont été confrontés à des politiques néolibérales impitoyables, à une privatisation criminelle avec des coupes dans les dépenses d'éducation. Toutes les tentatives des fondamentalistes du marché pour améliorer la situation de l'éducation se sont soldées par un échec, aggravant la crise.

Plus l'offensive était forte et réactionnaire, plus la résistance s'est renforcée.

Dans l'histoire de l'Ukraine indépendante, le noyau de cette résistance a toujours été constitué du corps des étudiants progressistes, et les exemples les plus réussis sont les suivants : campagne «Contre la dégradation de l'éducation» en 2011, ainsi que protestations et les manifestations d'étudiants qui ont servi de catalyseur aux événements de l'Euromaidan.

Dans le contexte d'une invasion à grande échelle, les problèmes existants en matière d'éducation ont été aggravés par l'insécurité, la nécessité d'émigrer et la destruction physique des universités. Le rétablissement du mouvement étudiant de masse devient une tâche essentielle. Mais qu'est-ce que c'est ce mouvement étudiant, et comment le voyons-nous ?

Pour le dire sans ambages et sans fioritures, le mouvement étudiant est un mouvement de base organisé qui rassemble les étudiants des écoles secondaires, des collègues et des universités, y compris les étudiants de troisième cycle et les cadets, y compris les étudiants de troisième cycle et les cadets. Le mouvement étudiant doit être égalitaire et inclusif : il doit unir les universitaires, les étudiants et les élèves., créer des liens indéfectibles de solidarité autour d'un objectif commun : construire une éducation de qualité accessible à tous et qui se situe au-delà des relations marchandes.

En outre, les étudiants ont toujours fait, font et feront partie d'un mouvement syndical plus large. Nous ne sommes pas seulement des consommateurs

d'éducation mais aussi une force créatrice inscrite dans les processus généraux de création de richesses. Le mouvement étudiant peut donc être considéré à juste titre non seulement comme luttant pour de meilleures conditions d'éducation, mais comme partie prenante d'un mouvement plus large de libération humaine.

Notre vision du mouvement étudiant repose sur les principes suivants:

L'indépendance

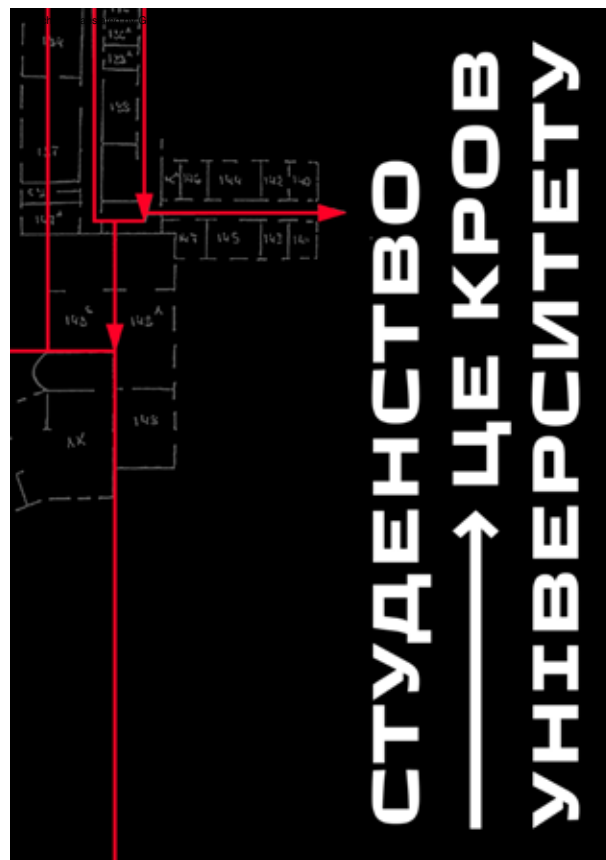
Les étudiants doivent agir en tant que force motrice spécifique du changement, en dehors des partis, sans les politiciens et leurs mensonges, contre les intérêts des groupes dirigeants et des oligarques, pour atteindre les objectifs et les rêves d'un avenir meilleur.

Inclusion

Dans son domaine, le mouvement étudiant dépasse les divisions en groupes fondées sur le sexe, la couleur de peau, l'origine ethnique, l'orientation sexuelle, etc. Il ne divise pas en catégories, mais inclut et unit pour construire une force puissante. La solidarité avec les opprimés est l'un des aspects les plus importants d'un mouvement libre et démocratique.

Volontariat et représentation

Le mouvement étudiant ne doit pas être basé sur la délégation de pouvoirs. Nous ne nous considérons pas comme les représentants parlant à leur place de tous les étudiants, parce que leurs points de vue et leurs valeurs peuvent varier et évoluer au fil du temps. Nous n'assurons pas le rôle de reflet de la volonté générale des étudiants, nous sommes des médiateurs dans l'élaboration de structures et de



principes du processus éducatif en cohérence avec nos convictions et objectifs égalitaires.

Auto-activité

Le mouvement étudiant doit être non seulement un indicateur des problèmes, mais aussi un catalyseur parmi les étudiants de la volonté de lutter pour leurs droits. Notre conviction est que la participation active des étudiants à l'élaboration de la politique d'éducation et de la vie du campus est la clé de la création d'un mouvement étudiant efficace et mutuellement bénéfique. Personne d'autre que les étudiants eux-mêmes ne peut garantir des conditions d'apprentissage et de vie étudiante adéquates.

Comment combattons-nous ?

Pour atteindre nos objectifs, nous utilisons les méthodes de lutte suivantes :



Mise en évidence et sensibilisation aux enjeux socialement importants

Il existe un certain nombre de problèmes dans le système éducatif tif actuel, et si nous voulons les résoudre, la première chose à faire est d'en parler. Puisque les étudiants ne sont pas seulement des apprenants mais aussi des producteurs de connaissances nous voulons participer au travail intellectuel et à la transformation du système éducatif. L'étude de la situation sur le terrain et au niveau national est une condition préalable à l'élaboration d'une stratégie de lutte.

L'éducation, les campagnes et les débats publics

Tout comme nous défendons la liberté intellectuelle à l'université et dans l'éducation en général, nous nous efforçons d'impliquer les étudiants dans des activités éducatives et des débats publics sur des questions éducatives et sociales. Nous pensons

également qu'il est important d'informer les étudiants sur nos activités et d'attirer de nouveaux membres.

Protection et défense des droits

Le syndicat étudiant défend les intérêts et les droits de ses membres et des autres étudiants en situation difficile. Nous utilisons notamment des outils de défense juridique lorsque la situation l'exige. Nous veillons à ce que les membres des syndicats ne fassent pas l'objet de représailles en raison de leur militantisme. Les pétitions sont également l'un des moyens dont dispose le syndicat pour influencer sur l'action des administrations et des responsables gouvernementaux.

Organisation des sections

Pour un travail efficace sur le terrain, nous créons des antennes dans les villes et les universités. Les sections sont autonomes et fonctionnent sur la base de la situation spécifique qui existe dans l'université et de la volonté de ses membres. Ils organisent des événements pour impliquer les militants, améliorer leurs compétences en matière de communication, d'organisation, de prise de parole en public, etc. Une attention particulière est accordée aux initiatives environnementales telles que campagnes visant à protéger l'environnement, à attirer l'attention sur ces problèmes, ainsi que l'adhésion aux principes de l'éducation verte.

Solidarité avec les syndicats indépendants et soutien aux initiatives progressistes

Pour aborder des questions spécifiques, le syndicat coopère avec d'autres mouvements qui partagent des valeurs et des objectifs similaires aux nôtres : lutte contre la discrimination, contre la marchandisation de l'éducation, etc. Parce que nous pensons que le mouvement étudiant fait partie du mouvement ouvrier au sens large Priama Diia accorde une

attention particulière à la coopération avec les syndicats indépendants et les collectifs de travailleurs.

Manifestations, piquets, grèves, occupation des espaces étudiants et autres méthodes de lutte.

Dans les situations où les méthodes mentionnées ci-dessus ne permettent pas la réalisation de ces objectifs, le syndicat se tourne vers l'action directe, la mobilisation des étudiants pour la défense collective de leurs intérêts.

Nous ne craignons pas de manquer d'éléments pour la création d'une université idéale. Tout ne se fait pas du jour au lendemain. L'essentiel est que nous disposions des instruments : la solidarité et l'action. Nous créons ces outils au fur et à mesure des développements du processus. :

Nous améliorons les campus et les conditions de vie dans les cités, nous résolvons les problèmes quand un professeur harcèle les étudiants, nous obligeons l'administration à acheter de nouveaux livres pour la bibliothèque et agissons pour qu'elle introduise des menus végétariens et des repas gratuits dans les cantines, que dans les toilettes il y ait les produits d'hygiène intime, le retour des étudiants de congé académique sur leurs postes budgétaires, la suppression des disciplines inutiles des programmes d'études, nous voulons que s'organise la gouvernance étudiante à la base. et nous essayons d'inciter les enseignants à des cours, conférences et des séminaires intéressants et un système d'évaluation transparent et compréhensible. Nous nous aidons mutuellement.

Nous avançons progressivement. Nous pensons que tôt ou tard nous ferons de l'université un lieu où les étudiants, les enseignants, le personnel technique et les connaissances seront traités avec respect. En attendant, nous ne baissons pas les bras et continuons le combat.

LIBERTÉ! ÉGALITÉ! SOLIDARITÉ!



**CHRONIQUE
DES ÉVÉNEMENTS
COURANTS**

La Russie détruit l'industrie du charbon dans la région de Donetsk

Sur une partie du territoire temporairement occupé de l'oblast de Donetsk, les envahisseurs ferment les mines parce qu'elles ne sont pas rentables et ne paient pas les arriérés de salaires des mineurs. Actuellement, la dette totale envers les employés s'élève à plus de 200 millions de roubles. Rien qu'en 2023, 1 200 mineurs ont été licenciés, ce qui représente plus de 10 % de leur nombre total. La plupart des mines de la région occupée sont à l'arrêt.

À Marioupol, les habitants de la ville occupée se plaignent des factures de services publics qui leur ont été adressées. La plupart des habitants de Marioupol n'ont ni chauffage ni électricité – et pourtant ils reçoivent des factures. De plus, elles concernent parfois même des appartements détruits où personne ne vit. Telle est la situation à laquelle sont confrontés les propriétaires d'appartements dans un immeuble de la rue Bohdan Khmelnytsky. Des factures d'électricité ont été apportées à des appartements complètement détruits et sans habitants. (23 décembre 2023.)



Encore sur les abris et débat public sur le budget à Tcherkassy

À Mykolaïv, le 16 décembre, la police a ouvert une enquête sur le fait que les citoyens n'étaient pas autorisés à s'abriter lors d'une alerte de raid aérien. Pendant un événement de masse à Mykolaïv, une alerte aérienne a été annoncée. Les participants à l'événement se sont vus

refuser l'admission d'un abri de la protection civile. La police a ouvert une enquête sur le fait que des citoyens ont été mis en danger lors d'un raid aérien à Mykolaïv.

Débat public sur le budget à Tcherkassy

À Tcherkassy le 16 décembre, à l'abri dans l'un des centres commerciaux, les habitants de Tcherkassy ont organisé un débat public sur le budget de la ville pour 2024. Des représentants du conseil municipal ont également été invités à l'événement. La communauté enverra les propositions élaborées à la suite de la réunion au conseil municipal, a déclaré Viktoriya Feofilova. Les militants ont expliqué en quoi consiste le budget de la ville. (16 décembre 2023.)

Loutsk: des auditions publiques sur le budget municipal

Suite aux rassemblements de citoyens de la ville contestant les choix faits pour le budget municipal, le 18 décembre, une consultation publique a eu lieu au centre régional de Volyn concernant le budget de la communauté de Loutsk pour l'année prochaine. Avant le début de l'audience, à 14 h 30, les habitants de Louhansk ont commencé à se rassembler près du conseil municipal avec des pancartes de soutien à l'armée, et les militaires se sont également joints à eux pour exprimer leur position. «Un financement clair du conseil municipal est nécessaire, nous avons besoin de moyens pour lutter contre les occupants. Nous attendons des solutions simples et adéquates de la part du conseil municipal», a déclaré Serhiy Polichtchuk, militaire. Ioulia Tsekhoch, participante aux auditions, ajoute: les fonds alloués par la ville pour soutenir l'armée ne sont pas suffisants, cela devrait donc être pris en compte lors de l'élaboration du budget pour 2024.

Au total, la discussion du projet de budget de la communauté de Loutsk a duré deux heures et demie. En conséquence, les propositions exprimées dans la salle ont été inscrites au protocole et seront examinées lors de l'adoption du budget pendant la séance du conseil



municipal du mercredi 20 décembre, a ajouté Iryna Tchebelyuk. (18 décembre 2023.)

Un soldat ukrainien se suicide, la famille porte plainte

Dans la nuit du 7 décembre, le lieutenant de la 831^e brigade d'aviation tactique Valery Gontcharov s'est suicidé. Il avait 23 ans. Il n'y a pas eu de cérémonie d'adieu au militaire. Cependant, des collègues se sont agenouillés devant le corps de Valéry à la morgue de la ville, d'où son père et son frère l'ont emmené pour le ramener chez eux à Kryvy Rih. La police a ouvert une enquête sur la mort de Valery Gontcharov. Mais les parents du militaire souhaitent porter plainte contre le commandement de la brigade, qu'ils accusent d'avoir poussé leur fils au suicide. La raison de cette décision de la famille Gontcharov était le message du lieutenant, dans lequel il parle de menaces, de pressions et d'humiliations de la part de son supérieur. «Le supérieur de Valerchyna a une manière pitoyable de gérer le personnel: faire pression, faire en sorte que le subordonné se sente constamment coupable, peu sûr de lui. Être soumis à une telle pression est tout simplement insupportable», explique un soldat. (21 décembre 2023.)



Tcherkassy: municipalité sous contrôle populaire

Après l'allocation de 500 millions de hryvnia aux forces armées versée hier par la municipalité de Tcherkassy, la population reste mobilisée. «Aujourd'hui, nous avons un rassemblement. Nous avons obtenu des résultats. Maintenant, notre tâche est de surveiller et de contrôler. À partir de janvier, il est nécessaire de surveiller le processus d'allocation des fonds. Et si nous comprenons, ou vous comprenez, que quelque chose ne se passe pas comme prévu, alors nous reviendrons ici», a déclaré un manifestant en s'adressant aux 500 personnes présentes ce samedi 23 décembre.

Une manifestante a ensuite pris la parole et a déclaré: «Je tiens à nous féliciter tous pour cette victoire, car nous

l'avons fait. La plupart de nos gens sont assis et attendent que quelqu'un vienne faire quelque chose, mais nous sommes venus et nous l'avons fait. Je voudrais ajouter: il existe un bon cadre législatif en Ukraine et une véritable opportunité pour faire quelque chose ici est d'être conscient de la loi. Par exemple, nous avons une loi sur les pétitions des citoyens: toute personne présente ici peut venir au conseil municipal, rédiger sa question et il est obligé de vous donner une réponse dans les trente jours. *Et plus il y aura de telles déclarations, plus les autorités comprendront que les gens veulent contrôler*, au lieu de venir ici pendant dix semaines – et c'est tout. Nous ne sommes pas en URSS, Dieu merci, et personne ne nous donnera rien tant que nous ne le ferons pas nous-mêmes». Anna Malysh de Tcherkassy a ajouté: «Actuellement, l'objectif intermédiaire a été atteint: nous nous sommes battus pour que le programme de soutien aux forces armées soit inclus dans le budget de la ville. Mais la lutte continue, car il est important de garantir que cette aide soit effectivement fournie.» (23 décembre 2023.)



Retraites en danger

Il existe désormais des cas plus fréquents où les organes de la Caisse de retraite d'Ukraine refusent de manière injustifiée d'accorder des pensions aux personnes qui ont atteint l'âge de la retraite. Dans la grande majorité des cas, la raison de ces refus est l'absence d'inscriptions sur les registres de l'entreprise. Une certaine période d'activité professionnelle peut ne pas être incluse uniquement

parce que l'inscription dans le registre de l'entreprise n'est pas assez claire, ou que la traduction du nom, du prénom ou du patronyme du russe vers l'ukrainien est inexacte, ou qu'il y a une erreur dans leur rédaction. Dans ce cas, les caisses des retraites peuvent facilement supprimer une partie importante de l'activité professionnelle d'une personne et la priver du droit légal à une pension à 60 ans. Avant de saisir le tribunal, il est conseillé, dans la mesure du possible, d'obtenir de manière indépendante des attestations concernant les périodes litigieuses que le Service des pensions refuse de prendre en compte, et de présenter une nouvelle demande pour la constitution d'une pension en tenant compte des attestations présentées. (Confédération syndicale KVPU, 25 décembre 2023.)

Ioulia Timochenko, homophobe

Військові ЛГБТ, le syndicat des LGBTQIA+ en uniforme communique: Ioulia Timochenko [ex-Première ministre, de droite] s'oppose publiquement aux personnes et aux partenariats LGBT, ce qui compromet la voie euro-atlantique de l'Ukraine et nuit à l'image du pays auprès des partenaires étrangers qui nous fournissent des armes vitales. En quoi la rhétorique de Mme Timochenko diffère-t-elle des discours de Poutine au Kremlin? De telles déclarations de la part de personnes politiques devraient être officiellement condamnées, car il s'agit de discours de haine et de discrimination à l'encontre au moins du personnel militaire LGBT+, qui est maintenant dans les tranchées pour défendre le droit de Mme Timochenko à s'exprimer dans un bureau bien au chaud. Nous demandons au médiateur pour les droits humains, Dmytro Lubinets, de réagir à cette situation. (26 décembre 2023.)

Khmelnysky: 71^e rassemblement pour les prisonniers de guerre

Le 29 décembre, pour la 71^e fois, depuis août 2022, les personnes dont les proches sont encore en captivité en Russie ou sont portés disparus, ainsi que ceux qui les soignent et les soutiennent, se rassemblent au centre

régional. 35 personnes ont participé à la mobilisation «Ramenez les héros de captivité». L'une des participantes à l'action, Olena, est venue spécialement pour cela de Vinnytsia. Son fils, dit-elle, est également en captivité en Russie et elle souhaite vraiment soutenir les familles des autres prisonniers de guerre.

«Le fait que mon fils soit en captivité m'a été confirmé par la Croix-Rouge internationale, mais je ne sais toujours pas où il se trouve. Il n'y a pas eu une seule lettre, pas un seul appel téléphonique de sa part. Et cette incertitude est la plus déprimante. C'est pourquoi je suis venue à Khmelnytsky pour nous soutenir mutuellement et rappeler aux gens que la guerre continue, que nos garçons sont en captivité, que nous devons informer et aider les militaires», explique Olena. Depuis le début de l'année, Tamara, dont le frère a disparu au front en août de cette année, participe à toutes les campagnes. «Je vois la mère de mon frère, elle est handicapée, elle ne peut pas marcher. Et comment elle endure tout cela à la maison, et combien tout cela est difficile pour elle. Elle est seule, elle pleure», dit la femme. L'action d'aujourd'hui est la dernière en 2023, a déclaré sa coordinatrice Lesya Stablo. Selon elle, cette année a été difficile pour les participants à l'événement, car il n'y a pas eu d'échange de prisonniers depuis plus de six mois. (30 décembre 2023.)



Kovel: un arbre de Noël pour les prisonniers de guerre

Le 30 décembre, dans la ville de Kovel en Volhynie, parents et amis des défenseurs capturés à Marioupol ont participé à l'action «Deuxième Nouvel An en captivité. Ne vous taisez pas! La captivité tue». Les habitants de Kovel ont accroché des décorations symboliques du Nouvel An sur les arbres de Noël avec les inscriptions: «Ne vous taisez pas!», «La captivité tue», «Mon âme est en captivité». La mère de l'un des prisonniers, Svitlan Bohdan, affirme que les Russes détiennent son fils et d'autres défenseurs de Marioupol depuis vingt mois. «Nous demandons le soutien de tous. S'il vous plaît, combattez avec nous pour eux. Ils attendent un échange. Et toute

l'Ukraine devrait les attendre», a déclaré Svitlana Bohdan. Un rassemblement en faveur des prisonniers de guerre et des personnes disparues, organisé par leurs familles, a eu lieu à Mykolaïv. 120 personnes ont participé à l'événement.



Poltava

Une dizaine de personnes se sont présentées au conseil municipal de Poltava le 30 décembre pour demander une redistribution du budget de la ville en faveur du soutien aux forces armées. L'initiatrice de l'incursion, Viktoriya Kocheva, a déclaré à Suspilno qu'elle estimait que les 118 millions de hryvnias que les députés envisageaient d'allouer sur le budget pour financer le département de protection civile et de défense, ne suffisaient pas. (30 décembre 2023.)

Bélarus : les cyberpartisans piratent l'agence de presse officielle Belta

Les cyberpartisans ont bloqué le 29 décembre pendant deux jours le site Internet et le réseau interne de l'agence de presse officielle Belta. Selon les hackers, l'attaque n'a pas été trop difficile car les employés de l'agence n'ont pas respecté les règles de sécurité. Les cyberpartisans affirment également avoir extrait 90 Go de données – documents internes, comptabilité, données personnelles des

employés, et avoir effacé toute la comptabilité, les postes de travail, les archives, les sauvegardes et les serveurs du site. «Nous avons lancé une cyberattaque le 29 décembre. Nous avons commencé à attaquer le réseau dès le matin, alors que les employés de Belta venaient d'arriver au bureau et allumaient les ordinateurs», expliquent les cyberpartisans, précisant qu'ils voulaient offrir un cadeau du Nouvel An aux «Biélorusses résistants» et les rendre heureux. Tandis que les administrateurs réseau tentaient de reprendre le contrôle, les pirates informatiques ont continué d'effacer les informations des serveurs de l'agence. La direction de l'agence a interdit aux salariés de parler de la cyberattaque. (30 décembre 2023.)

Crimée occupée : le mouvement des partisans se renforce

Depuis le début de l'invasion à grande échelle, le mouvement de résistance dans les territoires occupés s'est considérablement accru. L'un des mouvements de résistance a même créé un journal spécial pour les habitants, en particulier de Crimée. L'organisation clandestine Atesh («feu» en tatar) a vu le jour dans la péninsule de Crimée à l'été 2022 et compte actuellement 1 800 militants. Le mouvement de résistance Ruban jaune, né le 27 avril 2022 lors d'une grande manifestation contre l'occupation de Kherson, compte actuellement plus de 3 000 participant·es actif·ves.

Le mouvement partisan des femmes Zla Mavka est né en février 2023 à Melitopol. La plupart des participantes se trouvent actuellement en Crimée occupée. Actuellement, le mouvement compte plus de 500 participantes actives. Zla Mavka a créé un journal spécial destiné à la population des territoires occupés. 14 numéros sont parus.

En 2023, des militants de la guérilla militaire Atesh ont agi à l'arrière de l'armée russe et continuent de collecter régulièrement des informations sur les installations militaires en Crimée. (2 janvier 2024.)

Marioupol occupée: protestations d'habitants

L'administration municipale continue de construire des logements hypothécaires sur le site des maisons démolies des habitants de Marioupol. Ceux-ci sont privés de la possibilité de recevoir les appartements promis pour remplacer ceux qui ont été détruits et les habitants protestent. En particulier, les propriétaires d'appartements dans l'immeuble démoli au 81 avenue Metallurgiv ont enregistré un message vidéo. Ils ont déclaré que lorsque le bâtiment a été démoli, les pseudo-autorités ont promis de fournir à tous des appartements dans un nouveau bâtiment à construire sur le même site. Au lieu de cela, ils ont commencé à construire des logements à prêts hypothécaires. Les habitants ont fait appel au parquet local. «Nous avons payé pendant 25 ans nos appartements. Maintenant, nous devons à nouveau contracter un nouveau prêt hypothécaire», s'indignent les habitants. (2 janvier 2024.)

Des combattants soutiennent Priama Diia

À la veille de la nouvelle année, l'association militaire anarchiste Comité de résistance, qui effectue actuellement des missions de combat dans des zones sensibles, a publié un texte célébrant le travail de plusieurs initiatives antiautoritaires. Parmi les organisations et les individus mentionnés par le Comité, il y a le syndicat étudiant: «La lutte ne s'est pas limitée à la ligne de front. L'Ukraine elle-même compte suffisamment de personnes qui placent leurs intérêts cupides au-dessus des intérêts des autres membres de la société. À cet égard, nous tenons à saluer la nouvelle génération du syndicat étudiant Action directe, dont les activités suscitent l'espoir d'une transformation sociale.»

Le Comité de résistance a été fondé en 2022 en pleine guerre russo-ukrainienne et se positionne comme une plateforme de dialogue et de coordination des initiatives anarchistes, libertaires et anti-autoritaires. Les membres du Comité de résistance soulignent que, outre la lutte

armée contre l'occupant, les changements sociaux à l'intérieur du pays sont extrêmement importants. Ils plaident notamment pour l'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine, des initiatives environnementales, des logements abordables, des transports publics gratuits et, bien sûr, une éducation gratuite et de qualité. (Priama Diia, 3 janvier 2023.)

Italie: l'exposition de la honte

Une exposition sur la «renaissance» de Marioupol sous l'occupation russe est prévue en Italie. Le 20 janvier, un événement est prévu dans la ville italienne de Modène, au cours duquel on parlera du «processus rapide de reconstruction sous les auspices de la Fédération de Russie» de Marioupol occupée. Ainsi, la ville de Marioupol a été qualifiée de symbole de la «rébellion dans le Donbass contre la junte de Kyiv», qui serait actuellement en train d'être rapidement reconstruite «sous les auspices des institutions de la Fédération de Russie». Lors de cet événement, le consul russe et le journaliste «indépendant» Andrea Lucidi devraient notamment prendre la parole. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères de l'Ukraine, Oleh Nikolenko, a qualifié l'exposition de Modène de provocation et a déclaré que le ministère des affaires étrangères avait chargé l'ambassade d'Ukraine à Rome de préparer un appel officiel. Sur les réseaux sociaux des groupes d'Ukrainiens en Italie se font déjà entendre pour empêcher qu'une telle exposition ait lieu. (4 janvier 2024.)



Les fascistes italiens organisent une conférence avec Douguine

Le 27 janvier l'association Vento dell'Est organise à Lucques une visio-conférence avec l'idéologue russe d'extrême droite pro-poutinien Alexandre Douguine. La réunion qui aura pour thème «Vers un monde multipolaire» sera présidée par Lorenzo Berti, ancien candidat de CasaPound, organisation fasciste italienne à la mairie.

Une manifestation de protestation est prévue à 17 heures devant l'hôtel Guinigi où se tiendra la conférence. Un

appel à participer à la manifestation «contre l’agression de Poutine contre l’Ukraine» et «les manifestations de contre-information russe qui auront lieu au mois de janvier à Italie» a été lancé. La vice-présidente du parlement italien Pina Picierno a déclaré: «Je considère les deux initiatives produites [avec celle de Modene] par la propagande de Poutine en Italie comme sérieuses et inquiétantes» (6 janvier 2024.)

Odessa: « Ne les laissez pas mourir »: un rassemblement de soutien aux prisonniers de guerre

Le 6 janvier, à Odessa, dans la rue Deribasivska, près du sapin de Noël, une action de soutien aux prisonniers de guerre a eu lieu sous le slogan «Ne vous taisez pas! La captivité tue». Les participants à l’action, leurs proches, leurs connaissances et les habitants de la ville ont tenté d’attirer l’attention du public sur les défenseurs de Marioupol, qui sont toujours en captivité. Le mari d’Elena est en captivité depuis le 12 avril 2022, elle se rend au rassemblement pour rappeler une fois de plus à la société et à la communauté mondiale que le problème des prisonniers de guerre n’est pas résolu. Diana est également l’épouse d’un prisonnier de guerre, un marin en captivité depuis près de vingt et un mois. La dernière fois qu’elle a parlé avec son mari, c’était le 4 avril 2022, lorsqu’il lui a dit que tout allait bien pour eux et qu’ils se reverraient bientôt.

«Pour rappeler à la société qu’il y a des prisonniers qui sont torturés chaque jour, qui attendent chaque jour leur libération, qui rêvent aussi d’être avec leurs proches, leurs enfants, à la maison. Pour rappeler qu’il y a encore des garçons qui ont besoin de liberté», a-t-elle déclaré. L’organisatrice de l’action de soutien aux défenseurs de Marioupol à Odessa, Anna Pajera, a déclaré que l’action avait lieu chaque semaine, pour une durée indéterminée. Une centaine de personnes viennent à chaque fois, et des personnes dont les proches ne sont pas en captivité commencent également à les rejoindre. (6 janvier 2024.)



Tcherkassy: la population reçoit une formation militaire

À Tcherkassy, un centre enseigne comment utiliser les armes correctement et en toute sécurité. «Dans le programme de formation, nous avons inclus les principaux sujets dont la population a besoin aujourd’hui: la capacité d’utiliser les armes, leurs règles de manipulation, ainsi que la sécurité incendie et civile en cas d’urgence», précise le militaire Viatcheslav Gura. Kyrlo de Tcherkassy a assisté à divers cours de formation militaire. «Je suis sûr que de telles connaissances sont aujourd’hui nécessaires à tout le monde, explique-t-il, j’ai assisté à la conférence “La résistance civile dans les territoires occupés”, j’assisterai à celui sur la médecine tactique.» Aujourd’hui, pendant une heure et demie, les participants à la formation ont pratiqué l’entraînement tactique avec les armes. (4 janvier 2024.)

Le cinéaste Sergueï Paradjanov, réhabilité 50 ans après sa condamnation

La Commission nationale de réhabilitation, à la demande de l’Institut ukrainien de la mémoire nationale, a réhabilité le réalisateur Sergueï Paradjanov 50 ans après sa condamnation. Cela a été annoncé le 9 janvier, jour du



100^e anniversaire de Paradjanov, par Anton Drobovitch, directeur de l'Institut national ukrainien des sciences sociales et humaines. Sergueï Paradjanov, réalisateur, scénariste, artiste, est né à Tbilissi le 9 janvier 1924. En 1964, il présente le film *Les chevaux de feu* (ou *Les ombres des ancêtres oubliés*), qu'il tourne d'après l'œuvre de Mykhailo Kotsiubinsky. La première du film au cinéma Ukraine a été un acte de protestation de l'intelligentsia créatrice ukrainienne contre les répressions politiques en URSS. En 1973, les autorités soviétiques accusèrent Sergueï Paradjanov de «nationalisme ukrainien et d'homosexualité». Le 25 avril 1974, Paradjanov a été condamné à cinq ans de prison à régime strict, qu'il a purgés à la prison de Lukyaniv et dans la colonie de Perevask. Grâce à une campagne de protestation internationale (l'appel est signé par François Truffaut, Jean-Luc Godard, Federico Fellini, Luchino Visconti, Roberto Rossellini, Michelangelo Antonioni), il est libéré le 30 décembre 1977. Compte tenu de l'interdiction de vivre en Ukraine, il s'est installé à Tbilissi et a ensuite été persécuté par les organes répressifs soviétiques. Il est décédé en 1990 à Erevan. Le cinéaste disait: «Tout le monde sait que j'ai trois patries. Je suis né en Géorgie, j'ai travaillé en Ukraine et je vais mourir en Arménie.» (9 janvier 2024.)

Anniversaire

Le 22 janvier 1918, la 4^e Universelle [déclaration] de la Rada centrale ukrainienne a déclaré la République populaire ukrainienne «État indépendant, indépendant, libre et souverain du peuple ukrainien»

[Extraits]. «Peuple d'Ukraine! Par ta force, par ta volonté, par ta parole, une libre République démocratique vient de se créer sur la terre ukrainienne. L'ancien rêve de tes aïeux, qui ont lutté pour la liberté et pour le droit des travailleurs, s'est réalisé. [...] Nous, Rada centrale ukrainienne, élue par le Congrès des paysans, des ouvriers et des soldats de l'Ukraine [...] nous ne soutiendrons plus aucune guerre. Le peuple ukrainien désire la paix; la paix démocratique doit venir le plus tôt possible. [...] Nous voulons vivre amicalement et dans une entente cordiale

avec tous les États voisins, la Russie, la Pologne, l'Autriche, la Roumanie, la Turquie et les autres, mais aucun d'eux ne peut intervenir dans la vie de la République ukrainienne indépendante. Le pouvoir n'y appartiendra qu'au peuple ukrainien, au nom duquel, jusqu'à l'appel de l'Assemblée constituante, nous gouvernerons, nous Rada centrale ukrainienne, représentant le peuple des paysans, des ouvriers et des soldats, et l'organe exécutif, qui désormais s'appellera Rada des ministres nationaux.» Conseil central ukrainien.

Construction d'une école souterraine à Kharkiv

L'ouverture de la première école souterraine dans le district industriel de Kharkiv est prévue pour mars 2024. Une autre école de ce type doit être construite dans l'un des quartiers centraux de la ville. L'école souterraine pourra accueillir 900 enfants en deux classes, a déclaré Olga Demenko, directrice du département de l'éducation de la ville. «Malheureusement, les bombardements les plus importants au début de l'invasion ont eu lieu à Saltovka Nord et dans le district industriel. Maintenant que nous avons mis en place l'école du métro et que de nombreux enfants la fréquentent, nous n'avons réussi à trouver qu'une seule salle à la station de métro Traktorny Zavod, et la demande de formation est énorme. De plus, le district industriel est densément peuplé et le centre est très éloigné. Et la grande majorité des écoles n'ont pas d'abris», a expliqué M. Demenko pour justifier l'implantation des écoles-abris. Au 2 décembre 2024, 2108 élèves étaient inscrits à l'école dans le métro, et le maire a déclaré que les classes étaient surchargées. Le jardin d'enfants du métro de Kharkiv a été «testé» les 6 et 7 janvier, 411 enfants ont assisté aux premières leçons. (10 janvier 2024.)



Loutsk: rassemblement sous la neige

À Loutsk, l'organisation de jeunesse Semiaryusna Gora a organisé le 27 janvier une marche de protestation intitulée «De l'argent pour les forces armées». Sa tenue a été approuvée par la cour d'appel de Volyn. Les participants à l'événement se sont rassemblés à l'heure du déjeuner sur le Maïdan, près de l'administration régionale d'État, avec des drapeaux et des affiches.

Les participants à la marche pacifique ont parcouru les rues jusqu'au centre-ville. Comme l'a déclaré Lyubomir Dmyrotchine, organisateur de Semiaryusna Gora, dans un commentaire, le but de l'événement était d'appeler le conseil municipal à accorder des millions de hryvnias, aux besoins de l'armée et de refuser de lancer des appels d'offres pour les dépenses non prioritaires pendant la loi martiale. L'organisation avait fait appel au maire pour lui demander d'assurer la marche, en bloquant temporairement la circulation pendant 45 minutes, mais n'a pas reçu de réponse. Soixante habitants de la communauté de Loutsk se sont joints à la marche pacifique. (28 janvier 2024.)



Cantine syndicale pour les soldats

La cantine La Voie des défenseurs de l'Union régionale du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine du Donbass occidental (KVPU) dans la région de Dnipro fournit de la nourriture gratuite aux soldats qui partent au front ou en reviennent. La cantine accepte volontiers toute aide en matière de légumes et de fruits, de préparations maison et d'autres produits, qui ont été collectés et fournis à plusieurs reprises par leurs collègues syndicaux et par les habitants.

L'autre jour, un certain nombre de cartons ont été livrés à la cantine. Selon un militant syndical, il y en avait tellement qu'on se trompait en les comptant. Mais les boîtes contenaient exactement ce dont la cantine avait besoin : un multicuiseur, un appareil pour râper le chou et couper les pommes de terre, des planches de cuisine, de la vaisselle, ainsi que du thé, du café et bien plus encore. L'équipe de la cantine est sincèrement reconnaissante pour ce don si généreux à l'initiatrice de cet événement, Olga Kutcheruk, et à tous ceux qui les aident. (23 janvier 2024.)



ÉCLAIRAGES

Impérialisme russe : guerre, fascisation et résistance

ILYA BUDRAITSKIS¹

La guerre de l'impérialisme russe en Ukraine ne montre aucun signe d'arrêt. Cet été et cet automne, nous avons assisté à deux offensives, la première de l'Ukraine visant à libérer ses territoires occupés, et une contre-offensive de la Russie pour s'emparer de plus de territoires, qui se poursuit toujours.

Moscou a récemment lancé une attaque massive à la roquette contre l'Ukraine, visant les civil-es et les infrastructures à la veille du Nouvel An. La ville frontalière russe de Belgorod a été la cible d'attaques de missiles en représailles. La Russie a un demi-million de soldats sur la ligne de front pour défendre son occupation et aura besoin de plus pour l'offensive complète qui pourrait commencer au printemps.

Vladimir Poutine et la classe dirigeante russe sont déterminés à poursuivre cette guerre jusqu'au bout. Poutine l'a clairement indiqué lors de sa séance annuelle de questions-réponses «Ligne directe avec Vladimir Poutine», le 14 décembre, au cours de laquelle il a répondu pendant plusieurs heures à des questions soigneusement sélectionnées posées par le public.

Il a déclaré que l'objectif de la soi-disant opération militaire spéciale restait la soi-disant dé-nazification et dé-militarisation de l'Ukraine. Cela signifie qu'il

a l'intention de poursuivre la guerre jusqu'à ce qu'il parvienne à un changement de régime en Ukraine et à la transformation de l'Ukraine en une semi-colonie russe.

Pour ce faire, son régime tente de stabiliser la société russe, d'attiser les conflits politiques au sein des États-Unis et des pays de l'OTAN, de légitimer son pouvoir par l'élection présidentielle de mars et de mobiliser les troupes russes en vue d'une nouvelle offensive au printemps.

Stabiliser la société russe

Le régime s'est engagé dans une campagne intense pour stabiliser la société russe après la tentative de coup d'État menée par Evgueni Prigojine et son groupe Wagner l'été dernier. Poutine a surmonté ce plus grand défi à son pouvoir en combinant la carotte et le bâton.

Il a proposé des accords pour que les mercenaires de Wagner reviennent dans le giron du régime. Quelques généraux de l'armée proches de Wagner ont été arrêtés. En ce qui concerne Prigojine lui-même, Poutine l'a fait tuer en août lors d'une attaque à la roquette non loin de Moscou, qui a fait exploser l'avion du seigneur de la guerre.

Il a ensuite démantelé le groupe Wagner lui-même, en intégrant certaines parties au ministère russe de la défense et en permettant que d'autres soient conservées par le fils de Prigojine ainsi que par d'autres sociétés militaires privées.

La pérennité de ces entreprises pourrait poser un problème au régime, surtout si la guerre tourne mal. Cela pourrait conduire à des dissensions entre l'État et les entreprises sur la stratégie et les tactiques militaires, ce qui pourrait à nouveau déstabiliser le régime.



1. Ilya Budraitskis est historien. Réfugié à Londres, il est membre et porte-parole du Mouvement socialiste russe. Article paru dans [Tempest](#).

Par ailleurs, le coup d'État de Prigojine a montré l'existence d'une dissidence cachée parmi les responsables de l'armée. Mais pour l'instant, la stratégie de cooptation et de répression de Poutine a permis de surmonter la crise précipitée par Prigojine.

Poutine a également réussi à stabiliser l'économie, du moins pour l'instant. Le régime de sanctions de l'Occident n'a pas fait plonger l'économie russe autant que prévu. Le régime et les entreprises du pays ont trouvé divers moyens de contourner les sanctions et de poursuivre la guerre en Ukraine.

Ils ont permis d'accroître les échanges commerciaux et les investissements par l'intermédiaire d'États neutres tels que les pays d'Asie centrale, la Turquie, les Émirats arabes et bien d'autres encore, en particulier dans les pays du Sud. Ces pays ont résisté à la pression américaine pour se conformer au régime de sanctions.

En outre, les compagnies pétrolières d'État russes ont conclu de nouveaux accords d'exportation avec de nombreux pays, notamment la Chine, ce qui a également permis de maintenir l'économie à flot. Les sanctions n'ont donc pas plongé l'économie russe dans la crise et n'ont pas empêché l'État de poursuivre la guerre en Ukraine.

Malgré la résistance de l'économie russe, celle-ci est confrontée à de nombreux problèmes. Par exemple, l'inflation augmente et pose de sérieuses difficultés économiques à la plupart des Russes ordinaires.

La Banque centrale russe a réagi en augmentant les taux d'intérêt afin de maîtriser l'inflation. Mais cette mesure pourrait à son tour entraîner un ralentissement de l'économie, une augmentation du chômage et un nouveau coup dur pour la classe ouvrière.

Pour maintenir son hégémonie sur la population, Poutine s'est tourné vers la répression et l'idéologie néofasciste. Il a réprimé la quasi-totalité des

dissident-es de gauche, en particulier les militant-es antiguerre.

Dans le même temps, il a tenté d'obtenir le consentement de la population par le biais du nationalisme ethnique russe, en diabolisant tous les groupes qui le menacent. Par exemple, il a prévenu que les migrant-es musulman-es d'Asie centrale en Russie menaçaient l'équilibre ethnique du pays.

Le chef de l'Église orthodoxe russe, le patriarche Kirill, a surpassé Poutine en matière d'islamophobie. Dans un récent discours qui aurait pu être prononcé par Trump ou Enoch Powell, il a mis en garde contre la menace civilisationnelle posée par les musulman-es et les migrant-es en général. Si le régime et l'Église utilisent ce nationalisme ethnique pour consolider leur base, cela pourrait se retourner contre eux. Ce sectarisme pourrait susciter des dissensions parmi les quelque 15 millions de citoyen-es musulman-es du pays, qui représentent 10 % de la population.

Poutine a également lancé une intense campagne visant à faire respecter les valeurs familiales dites traditionnelles. Il a pris pour cible les féministes et les personnes LGBTQ, qu'il considère comme des menaces pour la société russe.

Le régime est sur le point d'imposer une interdiction totale du droit à l'avortement, après l'avoir récemment interdit dans les cliniques privées. Il a également annoncé l'interdiction totale des groupes, des événements et même des boîtes de nuit LGBTQ.

À ce stade, Poutine a réussi à stabiliser la société russe par la répression et ces campagnes idéologiques.

Conquérir l'Ukraine

Fort de cette stabilité, il souhaite intensifier la guerre en Ukraine. Son objectif immédiat est de s'emparer du reste de la région de Donbas, qui revêt une importance symbolique dans l'imaginaire



impérial de Poutine et dans ses justifications de la guerre.

La probable offensive de printemps se déroulera par étapes. L'objectif est de prendre Kharkiv, la deuxième ville d'Ukraine, et d'établir un nouveau front au niveau de la rivière Dniépr.

Le plan pourrait consister à diviser l'Ukraine en deux parties. D'une part, la Russie annexerait tout le territoire situé à l'est du Dniepr. Ensuite, elle tenterait de faire du reste du pays à l'ouest du fleuve un État neutre «dénazifié» (dépendant de la Russie).

Mais il ne s'agirait là que d'un objectif temporaire. L'État russe reste déterminé à étendre son empire au reste de l'espace post-soviétique.

Attiser les conflits au sein des États-Unis et de l'OTAN



Poutine mise sur la montée de la droite aux États-Unis et dans l'OTAN pour saper leur opposition à son expansionnisme impérial. Lors de la séance de questions-réponses, Poutine a également souligné que l'Occident était très divisé sur l'aide à l'Ukraine.

Il a notamment cité le conflit entre les républicains et l'administration Biden au sujet du programme d'aide proposé au pays. Il a clairement indiqué qu'il se réjouirait d'une victoire des républicains, en particulier de Trump, à l'élection présidentielle américaine, car la nouvelle administration réduirait probablement, voire arrêterait, tout soutien à l'Ukraine et se retirerait même de l'OTAN.

Il courtise également l'extrême droite dans les autres pays de l'OTAN. Il attise les tensions avec la Finlande, nouveau membre du pacte. Suivant l'exemple du président biélorusse Loukachenko, Poutine a accueilli des migrant-es d'Irak, d'Afghanistan, de Libye et d'autres pays, puis les a encouragés

à entrer dans l'Union européenne par la frontière finlandaise.

Il agit ainsi afin de provoquer une crise pour le courant politique dominant et d'alimenter la croissance de l'extrême droite anti-migrant-es en Finlande et dans l'Union européenne en général.

Il espère que leur croissance et leur succès mineront l'OTAN de l'intérieur. Ainsi, les médias officiels russes ont célébré la récente victoire de l'homme politique d'extrême droite Geert Wilders aux élections néerlandaises, qui s'est présenté sur un programme islamophobe et anti-migrant-es.

Enfin, Poutine tente d'exploiter la guerre brutale d'Israël à Gaza à son avantage contre les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN, qui ont armé et soutenu Israël. Officiellement, la Russie appelle à une solution à deux États, soutient un cessez-le-feu et l'aide humanitaire de l'ONU.

Bien sûr, tout cela est hypocrite. La Russie est engagée dans le même type de guerre d'annexion en Ukraine qu'Israël à Gaza. Et, en coulisses, Poutine entretient des relations politiques, diplomatiques et économiques avec Israël. Il exploite néanmoins l'horrible guerre d'Israël pour se réhabiliter, en particulier dans le Sud, et affaiblir les États-Unis et l'OTAN. Il espère que cela lui donnera plus d'espace pour poursuivre ses propres ambitions impérialistes en Ukraine et dans le reste de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale.

Mobilisation et projet d'offensive de printemps

L'engagement de Poutine en faveur de ce projet l'obligera à imposer une plus grande mobilisation des troupes, voire un appel sous les drapeaux. Il devra recruter des centaines de milliers de personnes

pour renforcer l'armée et mener à bien de nouvelles conquêtes. Cela pourrait poser de gros problèmes politiques à Poutine.

Il ne fera rien de tout cela avant l'élection présidentielle russe de mars. Lui et le reste de l'État veulent maintenir un climat positif dans la société russe jusqu'à cette date.

Après les élections, il est très probable qu'ils augmenteront la mobilisation vers le front. À l'heure actuelle, seuls 40 % environ des soldats russes en Ukraine ont été recrutés, le reste étant constitué de «volontaires», c'est-à-dire de personnes ordinaires qui se sont enrôlées dans l'armée pour mieux gagner leur vie.

Les soldats gagnent beaucoup plus que les travailleurs ordinaires. Le salaire moyen officiel est d'environ 600 dollars, mais la plupart des gens gagnent environ 300 dollars par mois. Dans l'armée, en revanche, les soldats peuvent gagner entre 2000 et 3000 dollars par mois.

Pour des millions de Russes, en particulier dans les villes industrielles de province, l'armée est donc un moyen d'échapper à la pauvreté. C'est ce qui explique le succès de l'enrôlement de soi-disant volontaires.

En réalité, il s'agit d'un appel à la pauvreté. Mais le gouvernement s'en sert pour redistribuer les richesses et créer un large secteur de la population qui bénéficie de la guerre. Bien sûr, beaucoup l'ont payé cher, perdant leur santé mentale, leurs membres et leur vie.

La situation des personnes enrôlées est et sera totalement différente. Ils ne sont pas très bien payés et, contrairement aux soldats professionnels, leur durée de service n'est pas limitée.

L'appel sous les drapeaux a donc déjà suscité des protestations, en particulier de la part des familles et des proches des personnes astreintes au service

militaire. Ils ont organisé des pétitions et ont même envoyé des centaines de questions à l'événement «Ligne directe» de Poutine. Bien entendu, toutes ces questions ont été expédiées et ne lui ont pas été posées.

Cela montre la base de l'opposition à tout nouveau projet. Elle prendra probablement la forme d'une protestation spontanée et auto-organisée. Cela ouvrirait la voie à la création d'un mouvement antiguerre en Russie.

Des élections truquées pour légitimer le régime

Mais tout cela ne se produira qu'après les prochaines élections présidentielles. Bien entendu, il ne s'agira pas d'une véritable élection. Il n'y aura pas de véritable campagne ni de débat et le résultat est prédestiné. Poutine gagnera.

Mais l'élection est néanmoins importante pour lui, afin de donner à son pouvoir un air de légitimité et de démontrer le soutien populaire à son égard et à l'égard de sa guerre. Les médias du Kremlin prédisent déjà les meilleurs résultats de sa carrière politique.

On estime qu'environ 70 % des électeurs se rendront aux urnes et que 80 % d'entre eux voteront probablement pour Poutine. Bien entendu, il ne faut pas se fier à ces chiffres ni aux résultats des élections.

L'ensemble du processus repose sur la suppression de la véritable opposition et sur l'exclusion et l'emprisonnement de dissidents tels qu'Alexeï Navalny. Bien sûr, des candidats soigneusement sélectionnés seront autorisés à se présenter pour donner une apparence de démocratie.

Le vote lui-même se déroulera sur trois jours, en personne et par voie électronique. Ces deux modes de scrutin seront fortement contrôlés par l'État,



sans aucune surveillance de la part d'observateurs indépendants.

Tous les réseaux de surveillance des élections ont été détruits. Par exemple, cet été, le plus grand réseau appelé The Voice a été interdit et l'un de ses principaux organisateurs a été jeté en prison.

Ces élections sont donc le contraire d'élections libres, ouvertes et équitables. En fait, elles sont un moyen pour l'État de contraindre la population à l'obéissance politique.

La plupart des personnes employées dans le secteur public et les entreprises d'État seront contraintes de voter électroniquement sur leur lieu de travail. Si vous votez de cette manière, toutes vos données personnelles sont accessibles à l'État.

Ainsi, les autorités de l'État et les patrons pourront contrôler les votes et «corriger» le résultat si nécessaire. Néanmoins, les électeurs et les électrices auront l'illusion de pouvoir choisir. D'autres candidat·es, soigneusement sélectionné·es, seront autorisé·es à se présenter, issus de partis de la pseudo-opposition loyale, comme le Parti communiste. Tous et toutes les candidates autorisées à se présenter ont des positions agressives et favorables à la guerre. Aucun·e candidat·e ou parti véritablement antiguerre n'étant autorisé à se présenter, ils ne posent donc aucun défi à Poutine et n'expriment aucun sentiment antiguerre. Ils se présenteront les un·es contre les autres, divisant ainsi les 20 % de voix qui n'iront pas à Poutine. L'opposition russe, qui est soit clandestine, soit en exil, débat de la manière d'aborder l'élection. Les partisans de Navalny ont déjà appelé à voter pour tout autre candidat que Poutine.

Ce n'est pas une mauvaise stratégie. Elle offre au moins aux gens, qui sont très atomisés et effrayés, une chance d'exprimer leur opposition, même de façon déformée.

Résister à la guerre et à la fascisation

Les gens ont toutes les raisons d'avoir peur du régime. Il a écrasé toute expression publique de désaccord sur la guerre et l'a poussée dans la clandestinité. Il a fait de même avec tous les groupes d'activistes, quels qu'ils soient.

Cela fait partie de la fascisation du régime. Il ne s'agit pas seulement de propagande, mais d'une tentative d'imposer une forme brutale de dictature et de changer la société de manière fondamentale. L'interdiction des LGBT et les restrictions au droit à l'avortement, l'hystérie anti-migrants et la censure stricte contre toute critique du régime visent à homogénéiser la société et à transformer la Russie en une «civilisation d'État» fermée.

Dans ces conditions, la tâche de la gauche internationale reste l'opposition à l'impérialisme de Poutine, la solidarité avec la résistance ukrainienne, l'opposition à l'impérialisme occidental et le soutien à la lutte dans la Russie d'en bas contre le régime néofasciste de Poutine.

14 janvier 2024.



Combattants libertaires biélorusses

ENTRETIEN AVEC UN MILITANT LIBERTAIRE
BÉLARUS SUR LE FRONT¹

Vous souvenez-vous du moment où vous avez décidé de vous engager ?

J'ai pris cette décision presque dans les premiers jours de la guerre. J'ai tout de suite compris que le sort de la Biélorussie, le sort de l'Europe et peut-être même le sort de l'humanité se déciderait désormais en Ukraine. Entre le moment où j'ai pris cette décision et le moment où je me suis retrouvé à la frontière, beaucoup de temps s'est écoulé. Et me voilà à la frontière à attendre que les gardes-frontières ukrainiens commencent à s'occuper de moi. Et puis, pour la première fois, j'ai eu un peu peur. C'était aussi effrayant d'assister aux premières batailles. Étudier, c'est bien, mais je n'avais jamais vu la guerre. Malheureusement, je l'ai vu.

Si vous luttez dans un groupe, alors vous êtes censé être dans le jeu : tout est clair pour vous, vous êtes en sécurité et relativement à l'aise. Mais je ne savais pas comment je me comporterais dans une vraie bataille. Pourtant, ma première « sortie » a été normale. Il arrive bien sûr que quelqu'un parte à Varsovie après le premier affrontement, c'est le meilleur des cas. Au pire, pour des soins à Kyiv. Et dans le pire des cas, il ne va plus nulle part. Mais j'ai eu de la chance.

1. Article réalisé dans le cadre du programme du Free Belarus Center. Traduction Patrick Le Tréhondat.

Y a-t-il généralement beaucoup d'anarchistes dans les rangs du ZSU ? Et pourquoi les anarchistes combattent-ils en Ukraine ?

Il y a eu d'abord une tentative de créer une unité anarchiste. Au début, cela a réussi et il y avait un peloton antiautoritaire connu sous le nom de Comité de résistance. Il doit son nom au noyau politique autour duquel il a été construit. Il y avait des Ukrainiens, des Biélorusses, des Russes et des camarades d'Europe occidentale. Plus de 50 personnes au total si je ne me trompe pas. Mais le projet a été entravé à cause de la bureaucratie militaire. Il existe actuellement plusieurs groupes plus ou moins importants : tantôt ce sont des pelotons, tantôt ce sont des détachements ou de petits groupes de camarades qui combattent ensemble. Il y a aussi des anarchistes qui se battent encore « sans papiers », comme de vrais pirates. Ils ne font même pas partie de l'Armée des volontaires ukrainiens, qui constitue la seule formation officielle. Autrement dit, ces anarchistes utilisent leur propre argent pour acheter des voitures, l'équipement nécessaire, ils sauvent et aident à sortir les gens des bombardements.

La raison pour laquelle les anarchistes combattent en Ukraine est évidente, à mon avis. Un grand pays impérialiste attaque son petit voisin. L'Ukraine est plus libre et plus démocratique que la Russie moderne. L'Ukraine a l'expérience de coups d'État ou de révolutions réussis, il existe un fort mouvement populaire, des syndicats indépendants et de nombreux partis politiques. Et la Russie est un grand camp de concentration. Pour nous, Biélorusses, cette situation est tout à fait claire. En fait, le modèle de pouvoir biélorusse est ce que Poutine souhaite réaliser en Russie. Je dirais que la Biélorussie est désormais une réserve du monde russe. Il n'y a donc aucune contradiction dans la raison pour laquelle les anarchistes ont pris les armes pour protéger leur société. La raison pour





laquelle les anarchistes biélorusses viennent ici est également tout à fait compréhensible. Comme je l'ai dit à maintes reprises, tant que la Russie ne perdra pas, il n'y aura pas de Biélorussie libre.

Pour les anarchistes des pays occidentaux, la guerre offre l'opportunité d'acquérir une expérience du combat. Cela ouvre également une opportunité pour construire de nouveaux projets politiques. Et bien sûr, ils sont appelés ici par les idées de solidarité internationale. Et pour conclure, je voudrais rappeler les paroles de Bakounine : «Même la monarchie la plus progressiste est pire que la pire des républiques.» Après tout, la monarchie opprime toujours les gens.

Qu'est-ce que l'anarchie pour vous et quelle tendance suivez-vous?

Pour moi, l'anarchisme est un rêve selon lequel nous pouvons construire un monde basé principalement sur les valeurs de la liberté humaine et de l'égalité. Après tout, nous connaissons bien les situations

où une poignée de personnes arrivées au pouvoir nous dictent comment vivre, quoi faire et dans quelle guerre mourir. Malheureusement, la démocratie représentative ne résout pas tous les problèmes existants. Et la Biélorussie en est un bon exemple. En fait, nous avons eu des élections «démocratiques» en 1994. Le peuple a élu un usurpateur et en souffre depuis trente ans.

Par conséquent, les anarchistes proposent une démocratie directe dans laquelle toutes les décisions seront prises par le peuple d'en bas, et non imposées par une poignée d'élus d'en haut. Pour cela, nous avons besoin d'une décentralisation maximale du pouvoir, d'une autonomie locale élargie et de l'activité des citoyens eux-mêmes. Personnellement, j'adhère aux idées de l'anarcho-communisme. Je suis contre le système capitaliste moderne. Prenons, à titre d'exemple, une situation courante : une personne hérite d'une entreprise. Il n'y a pas travaillé un seul jour, mais il a le monopole du pouvoir, il obtient la plupart des bénéfices, tandis que les ouvriers de l'usine travaillent pour quelques centimes et ont peu d'influence dans la réalité. Nous, anarcho-communistes, pensons que les propriétaires des entreprises devraient être ceux qui y travaillent. Les travailleurs doivent collectivement prendre des décisions sur la manière dont les entreprises doivent fonctionner, où iront les bénéfices, etc. Pendant la guerre civile espagnole, il y avait un fort mouvement anarchiste qui mettait ce modèle en pratique. Et avec beaucoup de succès. Il existe de nombreux exemples d'entreprises contrôlées par les travailleurs dans le monde. Il existe même un film *The Take* de 2004 sur cette expérience en Argentine. Au Bélarus, il existe un bon exemple de gestion d'entreprise alternative : la coopérative d'imprimerie Listovka. Elle était économiquement

prospère et en même temps socialement active, avec une gestion horizontale.

Selon vous, l'attitude des forces démocratiques envers les anarchistes a-t-elle changé après 2020 ?

Il me semble qu'il y avait une attitude positive envers les anarchistes avant 2020. En 2017, le mouvement anarchiste s'est manifesté lors des manifestations contre le décret «Tuneyad». Et cela a ainsi grandement effrayé les autorités. On se souvient de Brest-Litovsk [au Bélarus] , où une petite action d'anarchistes s'est transformée en un rassemblement de 2000 personnes. En 2020, les anarchistes semblaient être l'un des groupes les plus organisés. La plupart des associations politiques en Biélorussie sont touchées par le système répressif, lorsque les dirigeants sont destitués et que le mouvement s'effondre. Mais cela ne marche pas ainsi pour les anarchistes. De plus, l'image positive a été renforcée par les anarcho-partisans, qui ont été les premiers Biélorusses à montrer qu'ils étaient prêts à se battre les armes à la main.

À votre avis, l'émergence de la dictature dans le monde moderne est une manifestation de l'époque et du désintérêt des gens pour la politique, ou s'agit-il d'un phénomène historiquement figé ?

Après tout, il y a longtemps que nous avons appris ces leçons. La dictature est un processus naturel. Tant qu'il y aura un modèle d'État hiérarchique, des régimes dictatoriaux apparaîtront. L'antagonisme entre l'individu et la société ou entre la société et les autoritaires a toujours existé. Une autre question est de savoir si nous pouvons construire des mécanismes et des institutions capables de repousser les usurpateurs.

Quelle est la situation au front maintenant ? La contre-offensive peut-elle être considérée comme réussie ?

La situation est difficile. Au début de la guerre, l'Ukraine a pu reprendre Kharkiv et restituer l'oblast de Kherson. Mais ils sont restés un peu bloqués à Zaporijjia et l'armée russe s'y est renforcée. Mes camarades qui ont combattu dans cette direction disaient que les Russes avaient réussi à construire une forteresse en un an et demi. Autrement dit, il ne s'agit plus seulement de tranchées sur trois rangées, mais d'abris en béton avec Internet et télévision. À mon avis, le problème était que la contre-offensive avait fait l'objet d'un grand battage médiatique, mais que les attentes et les réalités ne correspondaient pas. C'est pourquoi la société ukrainienne et ses partenaires occidentaux sont désormais frustrés. Il y a néanmoins des succès, mais l'armée ukrainienne n'avance pas aussi vite que prévu. Il me semble que les troupes ukrainiennes et russes ont désormais convergé au point où elles combattent à forces égales. Une autre chose est que la Russie dispose de plus de ressources humaines et ne néglige pas d'utiliser les gens comme chair à canon. Et pour l'Ukraine, chaque vie est importante. En outre, l'Ukraine dépend depuis longtemps de l'aide occidentale. Aujourd'hui, ce soutien est de moins en moins important et il est temps de nous sortir cette aiguille du pied. Mais nous continuons à nous battre, malgré toutes les difficultés.

Dans quelle mesure l'hiver rend-il la vie difficile aux combattants ? Quelles difficultés rencontrez-vous ?

Le temps est instable. Aujourd'hui, il peut faire -15, demain +3. Et tu marches dans cette merde, tu es mouillé et sale jusqu'aux genoux. En un mot, la



situation n'est pas la meilleure. Je n'envie surtout pas ceux qui sont assis dans une tranchée par un temps pareil. C'est vraiment horrible. Le côté positif, par rapport à l'année dernière est que les Russes ont décidé de ne pas détruire l'ensemble des infrastructures, et il y a même de la lumière dans les villes de première ligne.

Parlez-nous de la situation des dons : de nombreux Ukrainiens se plaignent du fait qu'il est devenu beaucoup plus difficile de collecter de l'argent. Et quelle est votre situation ?

La collecte des dons est moins bonne, il me semble. Il convient de noter ici que dès le début de l'invasion à grande échelle, les anarchistes étaient fortement dépendants du soutien de leurs camarades occidentaux. Le mouvement de gauche en Ukraine n'est pas très développé et, malheureusement, il n'existe pas de structures aussi solides qui pourraient l'aider financièrement. Et les dépenses, évidemment, liées à la guerre sont tout simplement énormes. Il existe une opinion selon laquelle la gauche occidentale est fatiguée de la guerre (nous, dans les tranchées, ne sommes pas fatigués, mais eux le sont). De plus, le conflit israélo-palestinien est devenu si présent dans les médias occidentaux que l'Ukraine n'intéresse plus beaucoup la communauté internationale.

Parfois, parmi les militants de gauche européens, il existe même un discours selon lequel le Hamas serait un combattant de la liberté et que la société ukrainienne, qui lutte contre un immense empire autoritaire, serait composée de nazis. Le mythe des « nazis en Ukraine » a été en réalité alimenté par la propagande russe. Néanmoins, des besoins sont couverts par des volontaires, par le commandement. Cependant, certaines demandes étaient auparavant satisfaites plus rapidement.

Il existe également plusieurs projets qui aident les anarchistes, les militants de gauche, les antiautoritaires et simplement les progressistes. Le projet principal est le Collectif solidaire. En plus de soutenir les militaires, ils mènent des activités humanitaires : ils se rendent dans les territoires désoccupés et viennent en aide aux populations. Une partie de la gauche occidentale (qui s'en fout des drones, car ils peuvent tuer, ce n'est pas pacifiste) apporte son soutien aux personnes touchées par la guerre. Il existe également deux grands projets qui ne sont pas basés en Ukraine. Il s'agit de la RAF, un groupe d'anarchistes allemands qui ont commencé leurs activités il y a environ un an. Ils aident principalement les militaires, mais ils ont aussi une activité humanitaire. Il existe une autre initiative allemande – GNIP (Bonne nuit fierté impériale). Autant que je sache, ils ont récemment collecté pour un drone pour quelqu'un du régiment de Kalinovsky. La collecte a été un succès, peut-être que pour leur Nouvel An [14 janvier], les Russes recevront un « salut de la fête ». Il faut aussi mentionner la Croix noire anarchiste. Nos camarades polonais, allemands et, bien sûr, biélorusses font un excellent travail. Nous sommes reconnaissants envers nos amis des États-Unis – Yellow Peril Tactical. Ils ont apporté un soutien.

Un dernier mot ?

Je comprends que la situation actuelle est telle qu'en Ukraine et parmi les Biélorusses, il existe une opinion selon laquelle la corruption est partout, que partout on vole et tout sera volé. On peut ne pas faire confiance au gouvernement ukrainien ou au régiment de Kalinovsky, mais s'il existe des collectes pour des personnes spécifiques, surtout si vous avez des connaissances communes, vous pouvez toujours écrire et demander pour qui la collecte est faite et



dans quel but. Vous pouvez toujours aider les gens directement, avec des initiatives en qui vous avez confiance. Il arrive parfois que la collection suscite des doutes. Par exemple, un ambulancier a récupéré un véhicule et tout le monde s'est moqué de lui. Et puis il a envoyé une vidéo : et il l'a vraiment conduite pour effectuer des tâches. Par conséquent, dans de tels cas, n'hésitez pas à demander le détail des dépenses.

Oui, la situation au front est mauvaise. La guerre nous accompagnera en 2024. Et pour gagner cette guerre, nous, Biélorusses et Ukrainiens de l'étranger et en Ukraine, devons être forts et solidaires les uns avec les autres. Grâce à la solidarité populaire, les Russes n'ont pas pu s'emparer de Kyiv. Grâce à l'entraide, l'Ukraine se défend avec succès contre l'énorme machine militaire russe depuis deux ans.

Janvier 2024

Communautés rroms en temps de guerre

ENTRETIEN AVEC VIKTOR CHOVKA¹

Dans la région de Transcarpatie, d'où Viktor est originaire et où il vit, les Rroms constituent la plus grande partie de tous les Rroms de notre

1. Viktor Chovka est fondateur et animateur du site [RomaUA](#). Propos recueillis par Nataliya Bokoch. Publié par [RomaUA](#). Traduction Patrick Le Tréhondat. On pourra également se reporter à *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 10, dossier «Rroms d'Ukraine dans la guerre» et Morgan Garo-Farré, *Dictionnaire du peuple rom*, Paris, Syllepse, 2023.

pays. Selon les estimations des organisations non gouvernementales rroms locales, avant la guerre, 70 000 à 80 000 Rroms vivaient en Transcarpatie sur plus de 150 sites dans toute la région. Mais cette statistique a radicalement changé depuis le début de 2022... et aujourd'hui, il est difficile de donner un chiffre approximatif sur le nombre de Rroms locaux et non locaux qui vivent dans la région.

Il convient de noter que la composition ethnique des Rroms de Transcarpatie n'est pas homogène, elle se compose de plusieurs groupes : par exemple, les Rroms hongrois, slovaques, kelderar (roumains). Chaque groupe parle son propre dialecte local, et la majorité des Rroms vivant dans les districts de Moukatchevo et de Berehiv parlent le hongrois sans connaître ni comprendre le romani. La famille de Viktor Covka est originaire de la Roma slovaque.

Question militaire

Nous avons immédiatement commencé notre conversation sur le sujet militaire. La Transcarpatie est désormais non seulement «pas loin de la guerre», mais c'est aussi un endroit où vivent des représentants de diverses minorités nationales, qui ont combattu ensemble pour l'Ukraine. L'un d'eux est Viktor Iltchak d'Oujhorod explique Viktor.

Viktor Iltchak est un bénévole, père de quatre enfants, qui vit dans le plus grand quartier rrom d'Oujhorod – à Radvanka. En 2015, il s'est porté volontaire pour défendre le pays au sein des forces armées. Après le début de l'invasion russe à grande échelle, il a continué à effectuer des missions de combat dans l'est de l'Ukraine. Il est ensuite devenu mécanicien-chauffeur de BMP-2. Au cours des hostilités, Victor a subi plusieurs blessures, heureusement non critiques, et a suivi un long processus de rééducation et de traitement.





Les gens sont souvent surpris d'apprendre que les hommes rroms combattent dans les rangs des forces armées sur un pied d'égalité avec les autres. C'est inhabituel pour eux. De nombreux Rroms de Transcarpatie sont aujourd'hui au front, de nombreuses familles Rroms ont des membres parmi le personnel militaire. Par exemple, ma famille compte mon cousin Albert Chovka, un garde-frontière qui a longtemps été au front sur l'un des «points» les plus chauds près de Bakhmut. Malheureusement, les cruelles réalités de la guerre font que nous recevons récemment de tristes nouvelles du front... À la fin de l'année dernière, nous avons dit au revoir au héros Dmytro Kaflanovytych de Moukatchevo. Avant cela, les soldats rroms Stepan Rakochi de Berehovo et Andriy Salka d'Oujhorod ont donné leur vie. Ce ne sont que ceux que je connais, et combien d'autres sont blessés et portés disparus ajoute Viktor.

Viktor souligne qu'il est très important que notre État se souvienne et n'oublie pas ces héros rroms, que les soldats rroms reçoivent des remerciements et des récompenses sur un pied d'égalité avec les autres.

Ainsi, pendant la guerre, nous pourrions changer au moins un peu les stéréotypes négatifs sur les Rroms.

Les soldats rroms savent et comprennent bien qu'avant la guerre leurs communautés étaient soumises à diverses formes de discrimination et que les Rroms de toute l'Ukraine étaient souvent confrontés à des pogroms et à des attaques de groupes d'extrême droite. Ils sont également conscients que leurs familles et leurs communautés continuent aujourd'hui d'être confrontées à la discrimination en tant que réfugiés ou personnes déplacées à l'intérieur du pays. Cependant, ils font preuve d'un haut niveau d'héroïsme et de stabilité morale, car c'est une chose de se battre pour son pays quand on sait qu'on est traité sur un pied d'égalité, et c'est autre chose quand on sait qu'on ne l'est pas, souligne Viktor.

En tant que journaliste, j'entends souvent des plaintes concernant des discriminations fondées sur l'appartenance ethnique et des violations des droits des rroms, tels que le droit au logement, aux services sociaux et à l'aide humanitaire. De plus, ces manifestations de discrimination se produisent aussi bien en Ukraine que dans toute l'Europe. Un cas de discrimination ethnique dont j'ai connaissance s'est produit en 2022 en République tchèque. Là, lors de la réinstallation dans des logements sociaux, les personnes déplacées ont été séparées entre rroms et non-Rroms. Ainsi, exclusivement des familles Rroms avec de jeunes enfants ont été logées dans la prison locale, il y a même une photo pour preuve de cela...

Engagement

Depuis le début de la guerre en Ukraine, des militants rroms, des Rroms ordinaires de Transcarpatie, ont activement rejoint le mouvement des volontaires. Ils ont hébergé les personnes déplacées dans leurs maisons, les ont nourries et réchauffées et ont

distribué de l'aide humanitaire. Je constate qu'ils étaient nombreux, quelle que soit la nationalité de la personne. Les Ukrainiens ordinaires de Kharkiv, Marioupol et Zaporijjia ont vécu gratuitement pendant des mois chez les familles rroms d'Oujhorod...

Chacun a son propre front. «Aider tous ceux qui en ont besoin, sans préjudice», tel est le slogan avec lequel les organisations publiques rroms, les fondations et les institutions religieuses continuent de travailler pendant la guerre.

En Transcarpatie, même avant la guerre, la situation des communautés rroms était difficile... La guerre a encore aggravé le large éventail de problèmes. Dans presque tous les domaines de la vie sociale qui touchent les familles Rroms se pose la question de la barrière «invisible», ce qui entraîne des difficultés à trouver un emploi, des difficultés à obtenir divers types de documents, des problèmes d'accès égal et de qualité à l'éducation, aux services, médicaux, sociaux. Les Rroms sont traditionnellement traités avec méchanceté par les forces de l'ordre. Les problèmes individuels des familles rroms sont multipliés par les problèmes généraux sur leurs lieux de résidence. Je veux parler des lieux de vie rroms - où il n'y a pour la plupart pas de routes asphaltées, pas de conduites d'eau ni d'égouts, les gens chauffent leurs maisons avec du bois de chauffage ou des déchets. Et pour le moment, je ne vois pas de solution à ces problèmes... Regardez, par exemple, nos voisins slovaques, qui sont dans l'Union européenne depuis des années - ils ont aussi des communautés rroms, principalement à l'Est du pays, où les Rroms vivent dans une pauvreté extrême. Mais, il s'est progressivement formé en Slovaquie une classe moyenne rrom composée de personnes instruites et travaillant. Cela a également donné des résultats au niveau politique :

lors des récentes élections, pas moins de six (!) députés Rroms ont été élus au parlement slovaque.

On s'attendait à ce qu'avec le début de la guerre, les problèmes dans les communautés rroms de Transcarpatie augmentent. De nombreux Rroms, dans leurs quartiers d'habitation, mouraient littéralement de faim : ils ne pouvaient manger du pain qu'une fois par jour, pour donner une nourriture plus abondante à leurs enfants. Si, avant la guerre, ils pouvaient partir pour des emplois saisonniers à temps partiel, par exemple à la recherche de ferraille dans d'autres régions d'Ukraine, ou pour gagner de l'argent à l'étranger, ils ne peuvent plus le faire désormais. Et il n'y avait pas de bons emplois en



Ukraine, même avant la guerre pour les Rroms, et que dire de la situation actuelle...

Migration

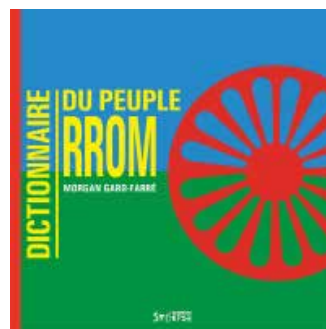
Le début des hostilités a eu un impact important sur les processus migratoires en Ukraine, provoquant la plus grande crise migratoire en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Les communautés rroms se sont retrouvées à l'épicentre des flux de migration. Je peux me référer aux données statistiques de l'association caritative internationale Fondation des femmes rroms Chirikli, qui indiquent que lors de l'invasion à grande échelle, environ 50 000 Rroms sont devenus des migrants forcés à l'intérieur du pays et 100 000 autres sont partis à l'étranger.

Depuis près de deux ans, les gens quittent continuellement leur ville natale et cherchent refuge dans d'autres régions d'Ukraine ou dans des pays européens. La Transcarpatie partageant des frontières avec plusieurs pays européens, les Rroms locaux ont été les premiers à quitter l'Ukraine, craignant la guerre. D'après mes observations, les Rroms de Transcarpatie ont émigré vers des pays européens comme l'Allemagne, la Suède, la Grande-Bretagne, l'Irlande, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, les Pays-Bas, la Suisse, l'Autriche, la France et le Danemark. Il existe également des familles qui ont déjà réussi à «vivre» dans plusieurs pays européens.

En communiquant avec des Rroms qui vivent actuellement dans le nord de l'Angleterre, par exemple dans des villes comme Manchester, Leeds, Rotherham et Doncaster, on constate qu'ils parlent de l'accueil chaleureux des Britanniques. Nos Rroms déclarent qu'ils ne se sentent pas du tout discriminés: ils ont rapidement loué un logement, leurs enfants fréquentent volontiers les écoles locales et

leurs parents ont facilement trouvé un emploi. Le seul inconvénient est le système médical. Mais malgré tout, leur patrie, l'Ukraine, manque aux Rroms. C'est Eric Adam, un Rrom d'Oujhorod qui vit en Grande-Bretagne, qui m'a donné cette information.

J'ai eu l'occasion de parler avec Danylo Bogar, un militant rrom, d'un autre lieu de refuge en Europe pour les Rroms de Transcarpatie. Nous parlons là des communautés de Roma-Kelderar dans les villages de Pidvynogradova et Koroleva (il s'agit du district de Berehiv), qui sont considérées comme assez «fermées» en raison du respect de traditions et coutumes séculaires. Pendant la guerre, Danylo s'est rendu en Allemagne, où il a rendu visite à ses compatriotes qui vivent actuellement dans l'un des centres pour réfugiés et demandeurs d'asile en Allemagne. Et ce dont je me suis le plus souvenu lors de la conversation avec Danylo, ce sont ses paroles sur les impressions des citoyens allemands lorsqu'ils ont vu nos Rroms: «Quand ils (les Allemands) ont vu pour la première fois nos vêtements, ils ont pensé que des artistes étaient venus vers eux, vous comprenez. Surtout les femmes aux vêtements si brillants et les Allemands pensaient qu'elles étaient des artistes. Ce n'est que plus tard qu'on leur a expliqué que les longues jupes brillantes de nos femmes Rroms étaient le vêtement traditionnel des Rroms kelderar.»



Les États-Unis envahissent-ils l'Ukraine ?

ALFONS BECH¹

À la veille du second anniversaire de l'invasion russe et alors que, en Catalogne, une prétendue plateforme «pour la paix» s'en va manifester devant l'ambassade US et pas devant celle de la Russie: le coup de gueule d'un internationaliste.

Le 24 février prochain, on commémorera les deux ans de l'invasion et de la guerre contre l'Ukraine à grande échelle par la Russie. Au cours de ces deux années, nous avons pu constater comment le gouvernement, le peuple et les travailleurs ukrainiens ont soutenu et soutiennent leur armée afin de chasser l'envahisseur. Les sondages montrent que les citoyens soutiennent massivement leur armée d'abord et leur président, ensuite. Et aussi qu'ils ne veulent aucune cession du territoire ukrainien: 72 % y sont très totalement opposés et 13 % refusent de céder du territoire à la Russie. À la question de savoir pourquoi ils affrontent une armée largement supérieure, une puissance nucléaire, ils ont déjà répondu: parce que le peuple ukrainien veut être libre et ne pas être sous la botte de l'empire russe!

Après deux ans, les pertes parmi les soldats des deux armées et la population civile ukrainienne sont

1. Syndicaliste catalan affilié aux Commissions ouvrières, coordinateur syndical du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU). Article publié en catalan sur *Nació*, www.nacioidigital.cat/opinio/autor/3302/alfons-bech. Traduit du catalan: Mariana Sanchez.

terribles. Infrastructures détruites, quartiers d'habitations, agriculture, biodiversité, tout sera en très mauvais état et pendant de nombreuses années. Pendant des décennies. Les séquelles de la guerre, avec ses morts, ses blessés, ses mutilés, ses viols, ses enlèvements d'enfants se prolongeront dans des séquelles psychologiques et dans des maladies. Il serait logique, solidaire et humain de soutenir un pays qui a été envahi et qui souffre. Ça, ce n'est pas du «bellicisme». C'est ce que feront la grande majorité des personnes ukrainiennes qui se trouvent dans notre pays [la Catalogne et l'État espagnol], en tant que citoyennes ou réfugiées, à l'occasion du deuxième anniversaire de l'attaque. Ainsi que la majorité des personnes catalanes, qui vivent cette guerre comme le crime d'une puissance contre une nation dont la seule erreur aurait été de vouloir sa propre liberté. Ces personnes se retrouveront [le 24 février] après-midi, comme l'année dernière, et peut-être en plus grand nombre encore, sur le Passeig de Gràcia pour se rendre à la Plaça de Catalunya.

Ceux qui apportent une couverture politique à l'agresseur contre l'agressé

Mais il existe un petit secteur, récalcitrant, de personnes et d'organisations qui se réclament du pacifisme ou de l'«anti-OTAN», regroupées au sein de la plateforme Catalunya per la pau [Catalogne pour la paix], qui agiront dans le sens opposé à celui de la manifestation. Le même jour, elles se rassembleront pour la paix devant le consulat américain! Et demanderont aux États-Unis de ne plus envoyer d'armes en Ukraine - tout comme les trumpistes là-bas!

C'est-à-dire qu'ils n'interpellent pas la Russie, l'agresseur, l'empire qui veut reconstruire son



ТОП-5 ВИКЛИКІВ НОВОГО ТРУДОВОГО КОДЕКСУ



autorité et son «espace» en envahissant, si nécessaire, et en imposant des gouvernements fantoches aux peuples et aux nations qui l'entourent, mais l'empire qui, au moins pour l'instant, aide l'Ukraine à se défendre. Une curieuse façon de comprendre la paix: en apportant une couverture politique à l'agresseur contre l'agressé.



Avec le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU), nous avons demandé à la plateforme Catalunya per la pau de répondre à ces simples questions: «Pourquoi appelez-vous à manifester devant le consulat américain plutôt que devant le consulat russe?»; «Qui, selon vous, est l'agresseur dans cette guerre, l'Ukraine ou la Russie?»; «Ne pensez-vous pas qu'il est légitime que le pays et le peuple attaqués puissent se défendre avec des armes et les chercher partout où ils le peuvent?»; et «Pourquoi ne demandez-vous pas à la Russie le cessez-le-feu et l'arrêt des bombardements de zones civiles et le retrait de ses troupes de l'Ukraine?».

Eh bien, savez-vous ce qu'ils ont répondu? Voici: «Nous ne vous répondons pas parce que nous avons déjà répondu aux questions que vous posez il y a des

mois à vous-même et à des dames de la communauté ukrainienne de Catalogne.»

Quel manque de respect envers les réfugiées ukrainiennes! Ils ne veulent pas

répondre parce qu'ils ne savent pas quoi dire. Je ne veux pas m'étendre sur les mensonges de Poutine, que ces gens reprennent, comme «c'est l'OTAN qui a attaqué la Russie» ou que Zelensky et presque tous les Ukrainiens sont des «nazis».

Un «pacifisme» paralysant

La sale guerre de Poutine se mène également – et comment! – sur le terrain de la propagande. La calomnie est utilisée comme une arme de destruction massive de la conscience. Et des personnes travailleuses, surtout de gauche, se retrouvent en pleine confusion ou trompées par le discours justificatif de l'impérialisme russe.

Car ce qui compte, ce ne sont pas le nombre des personnes que cette plateforme attire. Ils sont quatre, on les verra dans le ridicule rassemblement du 24 février devant le consulat américain. Ce qui fait le plus mal, dans ce genre de «pacifisme» qui donne raison et justifie l'agresseur, c'est la paralysie qu'il entraîne dans d'autres organisations. En particulier parmi les syndicats, toujours incapables de réagir et de faire preuve de solidarité de classe. La méthode de la calomnie – si efficace et si souvent utilisée par Staline pour détruire les révolutionnaires de son temps – consiste à répandre toutes sortes de mensonges pour discréditer une personne, une idée, une nation. Et à les répéter et les répéter. Il n'est pas nécessaire de prouver quoi que ce soit, il n'est pas nécessaire d'être cohérent: calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose!

Nous, nous savons maintenant ce qu'était le fascisme. Les jeunes générations n'en ont pas fait

l'expérience. Mais la mémoire démocratique que nous essayons de sauvegarder nous rappelle que c'est quarante ans d'oppression, de semi-esclavage, d'absence de liberté, de peur.

La jeune République [espagnole] avait besoin d'armes pour se défendre contre le coup d'État fasciste. Mais alors que le fascisme international testait ses bombes et ses armes, la République ne recevait pas le soutien des démocraties occidentales. Le monde dit démocratique se concertait avec Hitler et se résignait à la victoire du fascisme. Ce faisant, il préparait le terrain pour la Seconde Guerre mondiale. Il ne faudrait pas répéter l'erreur commise dans les années 1930 contre la République espagnole.

Aujourd'hui, la situation est différente pour l'instant. Les États-Unis, l'OTAN et certains pays européens apportent un soutien politique et militaire à l'Ukraine. Mais quel soutien lui apportent-ils? L'UE vient d'approuver 50 milliards que l'extrême droite hongroise d'Orbán (comme les partisans de Trump) bloquait. Mais ils ne donnent pas les armes en quantité et en qualité suffisantes pour chasser les troupes d'invasion russes. Il ne s'agit pas d'accorder des prêts qui endetteront l'Ukraine pour l'avenir. Il ne s'agit pas d'augmenter les budgets militaires. Ce qu'il faut, c'est donner gratuitement les armes, les avions et les munitions que nous possédons déjà et que nous n'utilisons pas!

Être anti-impérialiste, c'est défendre les peuples qui luttent pour leur souveraineté

On n'obtiendra pas la paix en cédant à la Russie les régions qu'elle occupe aujourd'hui. Ni en répétant avec la Russie impérialiste de Poutine des concessions comme celles faites à l'Allemagne impérialiste

de Hitler. Ça, ça ne ferait que provoquer de nouvelles guerres et de nouvelles invasions, d'autres pays même. Pologne, Pays baltes, Finlande... C'est ce qui s'est passé avec l'invasion russe de la Crimée en 2014, alors que personne n'avait aidé l'Ukraine! Si cette dynamique n'est pas stoppée, cela peut concerner toute l'Europe.

Le terrible génocide à Gaza ne peut nous faire oublier la guerre cruelle, l'occupation et la nouvelle tentative de génocide (il y a déjà eu l'Holodomor de Staline!) menées par l'impérialisme russe à l'intérieur de l'Europe. Être anti-impérialiste et anticolonialiste aujourd'hui, c'est défendre les peuples qui luttent pour leur souveraineté. Nous défendons le syndicalisme ukrainien contre les politiques néolibérales de Zelensky. Malgré l'erreur de son soutien à Israël. Nous défendons l'Ukraine contre l'attaque de l'impérialisme russe, qui veut détruire l'identité de l'Ukraine en tant que nation et utilise mensonges et calomnies prétendant que ce pays est gouverné par des «nazis», alors que le Kremlin agit comme un véritable nouveau genre de fascisme. Sous les applaudissements de Vox, de Le Pen, d'Orbán ou de Meloni. Nous sommes des antifascistes.

Il n'y aura une chance pour une paix véritable que lorsque les représentants de la puissance russe seront contraints de se retirer du territoire ukrainien et qu'ils payeront pour les crimes et les destructions causés.

5 février 2024



FÉMINISMES

Veteranka

Fin 2023, près de deux ans mois après l'invasion russe, on décomptait 60 000 femmes dans les forces armées ukrainiennes. Plus de 42 000 d'entre elles occupent des postes militaires, 5 000 se trouvent sur la ligne de front, selon le ministère de la défense.

L'association Veteranka défend les droits de ces femmes soldates, qui sont confrontées non seulement à des discriminations de genre, mais aussi à un manque de dispositifs adaptés lorsqu'elles quittent temporairement ou définitivement l'armée.

Les dispositions prévues pour les anciens combattants hommes ne répondent pas souvent aux besoins spécifiques des femmes, tels que des soins de santé mentale et physique. Outre les tensions liées à la guerre et au combat, un nombre considérable de soldates revenant du front doivent faire face à la perte de parents masculins, au déplacement simultané de leur famille et aux difficultés psychosociales et

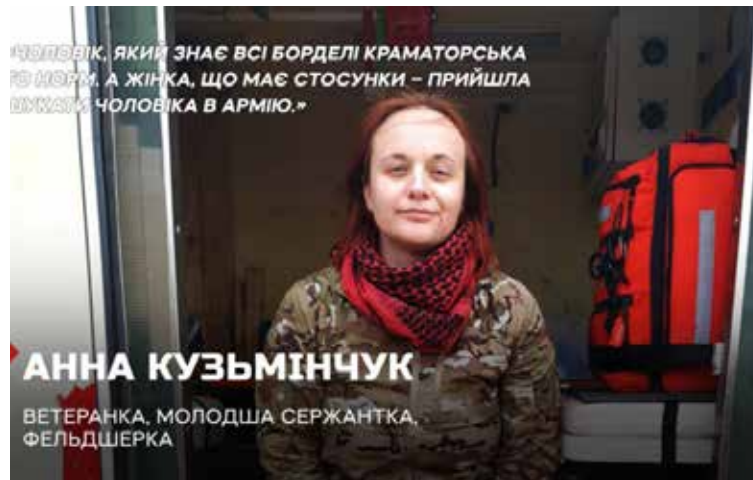
économiques qui en résultent. En outre, elles sont exposées aux menaces de violences sexuelles liées à leur engagement – par exemple, lorsqu'elles sont capturées et détenues comme prisonnières de guerre.

Les services sociaux ne tiennent généralement pas compte des responsabilités liées à la garde des enfants, qui sont encore largement assumées par les femmes.

Veteranka a été fondé, entre autres, par Ganna Demydenko, ancienne ambulancière militaire volontaire, et Yuliia Kirillova, vétérane qui s'est engagée après l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014.

Veteranka veut soutenir les femmes soldates dans tous ces domaines et en appelle à la solidarité matérielle internationale (voir ci-après le projet que soutiennent déjà les comités belge et français du RESU).

https://docs.google.com/document/d/1GCnTkg-HAWdohtg9sLb-kuC_ztDrU8VTHVhQ8aCY5jko/edit



Ce 8 Mars, soyons solidaires des courageuses Ukrainiennes sur le front



Le Mouvement des femmes vétérans ukrainiennes, Veteranka, continue d'apporter son aide aux femmes soldates sur le front. Actuellement, Veteranka organise une collecte de fonds pour acheter un véhicule blindé d'évacuation médicale destiné à une femme médecin de la 92e brigade, sur la ligne de Donetsk.

Le prix: 30 000 euros

Rejoignez-nous pour soutenir la résistance
des femmes ukrainiennes sur le front !

Un véhicule blindé d'évacuation médicale
peut sauver aussi bien la vie d'un médecin
que celle d'une personne blessée lors d'une
évacuation du front.



VETERANKA

On compte officiellement plus de 60 000 femmes engagées dans les forces armées ukrainiennes : plus de 42 000 dans des postes militaires, dont 5 000 se trouvent sur la ligne de front.

L'association **Veteranka** défend les droits de ces femmes soldates, confrontées à des discriminations de genre, mais aussi à un manque de dispositifs adaptés lorsqu'elles quittent l'armée.

Les dispositifs pour les anciens combattants ne répondent pas aux besoins spécifiques des femmes, les soins de santé mentale et physique. Un nombre considérable de soldates revenant du front doivent faire face à la perte de parents masculins, au déplacement de leur famille et aux difficultés psychosociales et économiques qui en résultent.

Les services sociaux prévus ne tiennent pas compte des responsabilités liées à la garde des enfants, largement assumées par les femmes.

Elles sont aussi exposées aux menaces de violences sexuelles liées à leur engagement – par exemple, lorsqu'elles sont capturées comme prisonnières de guerre.

Veteranka, association des femmes vétérans ukrainiennes, a été fondé, entre autres, par Ganna Demydenko, ancienne ambulancière militaire volontaire, et Yuliia Kirillova, vétérane engagée après l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014.

Veteranka soutient les femmes soldates dans tous ces domaines.

Le **Comité français du RESU, réseau européen de solidarité avec l'Ukraine**, a décidé de répondre à l'appel de Veteranka en participant à l'achat d'un véhicule blindé pour évacuer les blessés, hommes et femmes, du front.

Chèques à l'ordre de RESU-France (mention "Veteranka" au dos)
à envoyer à RESU-France 21 ter, rue Voltaire 75011 PARIS

ou

par HelloAsso avec le lien <https://colibris.link/dtGfb>

ou en fashant le QR-code ci-contre

Les dons envoyés au RESU-France pourront vous faire bénéficier d'une réduction d'impôts.



Bélarus: femmes syndicalistes en prison

SALIDARNAST¹

Depuis près de trois décennies, le Bélarus est le champion du monde des violations des droits humains fondamentaux, notamment du droit des travailleur·euses à la liberté d'association. Le Bélarus est cité parmi les dix pires pays pour les travailleur·euses. Lors du soulèvement massif des Bélarus contre Loukachenko et son régime en 2020, les travailleur·euses ont défié la dictature en brandissant la menace d'une grève générale. Le régime a déployé des répressions exceptionnelles contre la société civile, les travailleur·euses et leurs syndicats. De plus, Loukachenko a entraîné le Bélarus dans la guerre en soutenant un autre dictateur, Poutine, contre le peuple ukrainien. Et c'est l'organisation démocratique des travailleurs, le Congrès bélarus des syndicats démocratiques, qui a exprimé la ferme position antiguerre des travailleur·euses bélarus. Les conséquences ont été des arrestations massives et des accusations criminelles à l'encontre des dirigeants des syndicats et des travailleur·euses en avril 2022. En outre, le Bélarus est devenu un pays sans syndicats depuis juillet 2022, date à laquelle tous les syndicats démocratiques ont été liquidés. La dictature au



Féministes d'Ukraine
rencontre avec les groupes féministes
Bilkis et l'Atelier féministe



LUNDI 11 MARS 2024
19 HEURES

La situation des femmes en Ukraine
avant et après le début de la guerre et l'invasion russe
A l'arrière et sur le front

Les mouvements féministes en Ukraine :
Bilkis et l'Atelier féministe

Réunion zoom
Lien de connexion :
https://us06web.zoom.us/j/82795424890?pwd=7vYl_Nlzc3piRk4wZUllbho0dktW7QvS9RlWk1pOjJZAG

Comité français du réseau européen de solidarité avec l'Ukraine



1. Publié par *Salidarnast*. Traduction Patrick Le Tréhondat. L'association Salidarnast a été fondée par des dirigeant·es et des militant·es syndicaux du Bélarus, qui ont été contraint·es de quitter le pays après la liquidation et la répression des syndicats démocratiques. Cette association est en Allemagne et basée à Brême.

Bélarus, où toute activité est qualifiée d'extrémisme et de terrorisme, connaît une répression sans limites contre la société civile.

Quarante-sept prisonnières

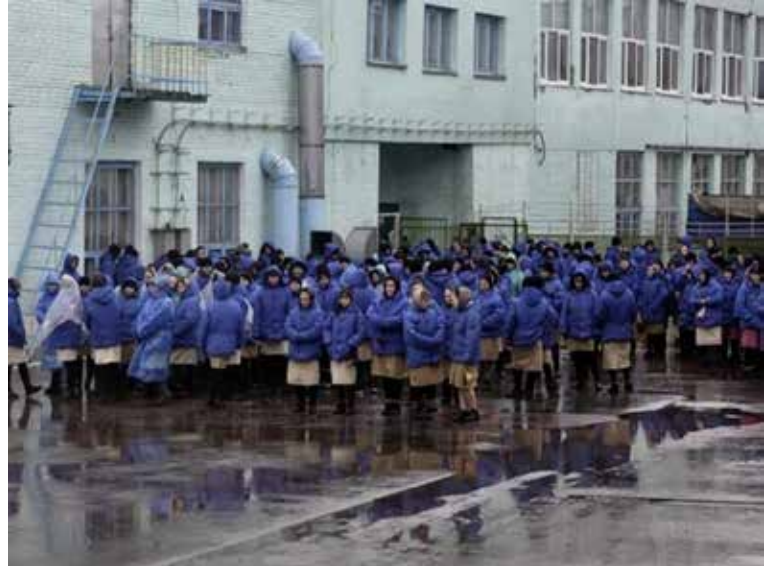
47 de nos camarades bélarus se trouvent dans des prisons et des colonies pénitentiaires, condamnés pour haute trahison, diffamation de l'État, participation et soutien à des activités extrémistes, avec des peines allant jusqu'à quinze ans d'emprisonnement. Parmi eux se trouvent des figures syndicales bien connues, comme Aliaksandr Yarachuk, président du BKDP, vice-président de la CSI et membre du conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail.



Parmi les personnes emprisonnées, on trouve des femmes syndicalistes et des personnes âgées. Nombre d'entre elles sont qualifiées d'extrémistes, voire de terroristes. Les robes des prisonnières politiques sont également étiquetées : avec des étiquettes jaunes. Les prisonnières politiques subissent constamment des tortures, des punitions sévères en restant à l'isolement dans des cellules glaciales. Le travail forcé des prisonnières politiques, sans égard quant à leur santé et la sécurité au travail, souvent dans l'industrie du bois et du textile, est largement utilisé dans les colonies pénitentiaires pour convertir les prisonnières en citoyennes obéissantes à la loi, selon l'État.

Des prisonnières politiques

Selon l'organisation de défense des droits humains Viasna, au 25 décembre 2023, il y avait 1496 prisonnier-es politiques en Bélarus, dont 174 femmes. Depuis 2020, au moins 895 femmes ont été poursuivies pour des raisons politiques.



Aujourd'hui, parmi ces prisonnières politiques, au moins huit militantes et dirigeantes de syndicats indépendants sont détenues dans des prisons et des colonies pénitentiaires : Hanna Ablab, Zinaïda Mikhniuk, Volha Brytsikava, Volha Baruchka, Hanna Karneyenka, Sviatlana Sakovich, Palina Sharenda-Panasiuk et Halina Smirnova.

Elles ont perdu leur liberté à cause de leurs activités. Comme beaucoup de femmes bélarus, elles se sont rebellées contre l'injustice et la dictature. En 2020, de nombreuses femmes ont manifesté au premier rang après les élections truquées, lors des manifestations contre la fraude électorale, dans la lutte contre le dictateur, dans la lutte pour la liberté. Elles ne réclamaient pas seulement des élections libres, mais aussi l'abolition des structures autoritaires, la fin d'un virilisme répressif qui fait partie de l'idéologie et de la base du pouvoir de Loukachenko. Leur protestation portait sur l'égalité, le respect et l'autodétermination.

Elles ont été condamnées à des peines de prison allant de deux à onze ans pour leur protestation. Notre solidarité et notre soutien mondial les aident, ainsi que leurs familles, dans cette période difficile, alors que le régime les enferme en prison et ne veut

rien de moins que le monde les oublie, elles et leurs noms.

Nous partageons ici les histoires de nos sœurs.

Palina Charenda-Panasiuk

Palina est une militante syndicale de Brest, qui a été détenue le 3 janvier 2021. Cette mère de deux fils mineurs a été condamnée en vertu de plusieurs articles du Code pénal. Fin février 2022, une procédure pénale a été ouverte à son encontre en vertu de la partie 2 de l'article 411 du Code pénal (désobéissance malveillante à l'administration de la colonie). Le 9 octobre 2023, le tribunal a déclaré Palina coupable en vertu de ce même article et l'a condamnée à une année supplémentaire de colonie pénitentiaire en plus des trois ans en 2021. Lors de la première audience du tribunal, elle a déclaré avoir été battue dans la colonie pénitentiaire de Zarečanskaya : son visage et ses organes internes ont été gravement endommagés.

La famille de Palina a dû quitter le Bélarus et s'est réfugiée en Lituanie. Elle se bat pour que son cas soit connu du public et pour qu'elle soit libérée plus rapidement.

Il est prouvé que les prisonnières politiques sont périodiquement placées dans un pénitencier – dans une cellule à basse température où elles sont privées de correspondance, de colis de la famille ou d'objets personnels, de vêtements chauds et de draps de lit. Bien que les détails exacts ne soient pas toujours connus, et qu'il ne soit parfois pas possible d'en parler publiquement, ces informations parviennent à l'extérieur de la prison.

Le statut que Palina s'est vue infliger – celui de «malveillante» – impose des restrictions supplémentaires, dont la principale est la réduction des «achats en prison» à deux valeurs de base (74 roubles ou 20 euros par mois). Comme le font remarquer les

prisonnières, il est très difficile de survivre sans argent, sans salaire et avec la privation de colis de la famille.

Volha Brytsikava

Volha est la présidente du syndicat indépendant bélaru des mineurs et des travailleur·euses de l'industrie chimique d'une raffinerie de pétrole, Naftan. En 2022, au début de la guerre en Ukraine, Volha a été arrêtée pour sa position antiguerre et mise en prison. Pendant son incarcération, elle a été condamnée cinq fois à quinze jours de prison.

Après sa libération, elle a continué à aider ses camarades. Lors de la liquidation de tous les syndicats indépendants, elle a été l'un·e des rares dirigeant·es syndicaux à ne pas quitter le pays. En août 2023, le régime l'a arrêtée, ainsi que quelques autres camarades. Aujourd'hui, elle fait l'objet d'une enquête criminelle dans une prison du KGB à Minsk et risque au moins six ans de prison. Depuis, il n'y a pas beaucoup d'informations sur elle. Les arrestations de travailleur·euses de Naftan se poursuivent et les camarades de Volha font le lien avec son cas.

Hanna Ablab

Parmi nos camarades, Hanna est celle qui a été condamnée le plus durement – onze ans pour haute trahison et diffamation de l'État. Elle travaillait pour les chemins de fer bélarus et faisait partie de l'Initiative des travailleur·euses Rabochy Rukh. Hanna a nié sa culpabilité lors de l'audience. Mère de trois enfants, elle a récemment été transférée de la prison préventive à l'une des colonies pénitentiaires pour femmes.

Hanna Karneyenka

Hanna est membre du syndicat libre des travailleur·euses de la métallurgie et ancienne comptable de l'usine électrotechnique de Minsk, qui porte le nom



de Vavilov. Elle a été licenciée à la suite de manifestations sur son lieu de travail en 2020 et son syndicat a intenté un procès à l'entreprise pour licenciement illégal. Hanna a été condamnée à cinq ans de colonie pénitentiaire pour avoir divulgué des données personnelles concernant des agents de l'État. Elle a été placée en détention alors que son nouveau-né avait trois mois. Son mari fait de son mieux pour s'occuper seul de leurs deux enfants. Hanna figure sur la liste des terroristes.

Colonies pénales ou camps de travail forcé

Les lieux où sont détenues les prisonnières politiques sont des colonies pénitentiaires où elles sont censées travailler. Le travail des prisonnières politiques ne devrait être qualifié de rien d'autre que de travail forcé, sans règles sanitaires et de sécurité, sans rémunération appropriée (souvent moins d'un euro par mois), le plus souvent dans l'industrie textile. Dans le cas des femmes détenues, il s'agit d'un travail de huit heures dans un atelier de couture fabriquant des uniformes pour l'armée, très probablement l'armée russe, ou pour la police biélorusse.



Syndicat en exil

De nombreux syndicalistes ont dû fuir le régime dictatorial et poursuivre leur travail en exil. Ainsi, dans la ville libre de Brême en Allemagne, ils et elles ont fondé une association, appelée Solidarnast (solidarité en biélorusse), pour soutenir les syndicalistes arrêtés et condamnés par le régime de Loukachenko. Leur slogan est «Le militantisme syndical n'est pas de l'extrémisme». Ils et elles font campagne pour la libération de leurs camarades, diffusent les nouvelles sur le Biélorus, collectent des dons pour un fonds de

solidarité destiné à aider les familles et les enfants des camarades biélorus, entretiennent des réseaux et commencent à dispenser une formation syndicale.

La liberté n'est pas une chose acquise une fois pour toutes. Nous devons constamment nous battre pour elle. Il en va de même pour la liberté d'association. C'est un grand défi pour les Biélorus et le mouvement international des travailleuses d'agir ensemble avec les employeurs et leurs gouvernements respectifs pour faire pression sur le régime au Biélorus. La libération de tous les prisonniers politiques devrait être la condition préalable à tout dialogue avec Loukachenko.

10 janvier 2024



MAÏDAN
RETOUR VERS LE FUTUR
2

Maïdan a provoqué une crise de l'ancien système politique

VITALYI DUDIN

Ces jours-ci, je veux vous parler de l'autre côté du Maïdan – le Maïdan de gauche. Des dizaines de socialistes, anarchistes et féministes ont participé aux manifestations en 2013-2014.

Pourquoi? Parce qu'ils considéraient ces événements révolutionnaires comme une opportunité de renforcer les idées de solidarité, de liberté et d'auto-organisation de la société. C'était l'occasion de parler devant de nombreuses personnes ordinaires des valeurs les plus importantes de l'Union européenne telles que l'État-providence, le dialogue social et la lutte contre la discrimination. Bien sûr, il n'a pas été facile de profiter pleinement de cette opportunité car d'autres acteurs comme l'extrême droite ou les oligarques étaient beaucoup plus organisés. Ainsi, les étudiants et les travailleurs de gauche se trouvaient parfois entre deux flammes (littéralement): le système oppressif et les opposants politiques agressifs à l'intérieur de Maïdan.

Pourquoi y ai-je participé? Je considérais cela comme la seule chance de surmonter la stagnation du système politique (néoféodal). Il était devenu presque impossible de construire un parti idéologique et d'atteindre des objectifs politiques lorsque tout est lié à un régime corrompu. Le système judiciaire favorisait les riches et ses décisions étaient difficiles à prévoir (à moins de verser un pot-de-vin). Les plus grands syndicats n'ont pas exercé leur fonction

de protection des conditions de travail et de vie, mais se sont rangés du côté des employeurs et du gouvernement dans la promotion d'un nouveau Code du travail. Le mouvement de gauche était représenté par le Parti « communiste » d'Ukraine, qui mélangeait la nostalgie soviétique dans une combinaison bizarre avec le patriotisme russe. La chute du régime de Ianoukovitch a également incité le mouvement de la « nouvelle gauche » à développer et à élargir sa base sociale, mais il lui manquait des ressources suffisantes.

Le Maïdan a provoqué une crise de l'ancien système politique et de la société en général. Cela a non seulement accéléré le processus de rupture des liens coloniaux avec la Russie, mais a également lancé la désindustrialisation à une nouvelle échelle. C'était l'époque des compromis douloureux avec le FMI, mais cela a également conduit au démantèlement des mythes sur le néolibéralisme. Aujourd'hui, les Ukrainiens se font beaucoup moins d'illusions sur le « bon capitalisme » avec leur adhésion à l'UE. Le problème de l'ultranationalisme est devenu plus évident, mais cette menace a réveillé une activité de la société civique.

Pourquoi la grande majorité des gens croyaient au Maïdan? C'était sans doute le seul moyen possible de préserver l'Ukraine en tant qu'État démocratique et indépendant. Tous ensemble, nous avons beaucoup sacrifié, mais notre pays est toujours vivant. Notre avenir est une question ouverte. Le destin est entre nos mains.

Quels sont les principaux enseignements du Maïdan? La rébellion est une règle. La révolution est possible. Une Ukraine véritablement sociale et démocratique naîtra.

22 novembre 2022.



C'était il y a dix ans

DARIA SABUROVA¹

Suite à la dispersion violente d'une manifestation étudiante le 30 novembre 2013, l'Euromaïdan s'est rapidement transformé en un véritable soulèvement contre le pouvoir en place. Il s'est soldé par la fuite de Ianoukovytch en Russie le 24 février 2014. Plusieurs centaines de milliers de personnes ont manifesté sur la place de Maïdan à Kyiv au cours de l'hiver, dont plus d'une centaine furent tuées par les forces de l'ordre. Bien que la composition sociale du mouvement soit majoritairement populaire, il y a des bonnes raisons à suivre l'intellectuel pro-Maïdan Mychailo Wynnyckyj (dans *Ukraine's Maidan, Russia's War*) qui qualifie ce soulèvement de «révolution bourgeoise». «Bourgeoise» non pas où sens où, selon l'auteur, l'époque de Ianoukovytch serait comparable à l'Ancien Régime. Une telle comparaison est intentionnellement trompeuse, ayant pour fonction d'inscrire le soulèvement de Maïdan dans une histoire linéaire orientée vers le progrès. Maïdan cristallisait bien plutôt une crise résultant d'une concurrence entre deux modèles d'accumulation au sein d'un seul et même système capitaliste: le capitalisme paternaliste pro-russe et le capitalisme néolibéral pro-occidental. Mais la description du Maïdan en termes de «révolution bourgeoise» semble aussi saisir plusieurs de ses traits essentiels.

D'une part, l'adjectif «bourgeoise» permet de souligner que, malgré la présence massive sur le Maïdan des classes populaires, ce mouvement incarnait la prétention à l'ascension sociale des fractions dominées de

la bourgeoisie (petite et moyenne bourgeoisie, cadres des entreprises et des ONG étrangères professions indépendantes, intelligentsia) partageant une identité sociale distincte. D'autre part, ce mouvement fut effectivement une «révolution» plus générale, ayant réussi à attirer une partie des classes populaires autour de revendications communes. Présentés sous une forme idéaliste – État de droit, transparence, démocratie, liberté, valeurs européennes, droits humains –, les slogans avancés par ces couches sociales moyennes exprimaient effectivement un certain nombre d'intérêts partagés par tout le peuple face aux élites. Par ailleurs, les revendications politiques telles que la fin de la corruption, des violences policières et des dysfonctionnements du système juridique, le respect des procédures démocratiques, etc. forment objectivement la base pour toute lutte sociale dans le cadre des sociétés capitalistes. C'est l'aspect progressiste de cette révolution bourgeoise.

Mais la nouvelle classe dominante en formation n'avait ni la capacité, ni l'intention de chercher une alliance concrète avec les couches populaires alliées à l'ancien bloc au pouvoir, à savoir les travailleurs industriels de l'Ukraine de l'Est et les travailleurs du secteur public. Le modèle politique et économique défendu sur la place du Maïdan par les représentants des classes moyennes et supérieures était celui d'un capitalisme idéal conçu comme un système légal rationnel impersonnel, méritocratique, fondé sur l'initiative privée. C'est cet idéal que les manifestants opposaient au système oligarchique paternaliste fait d'obligations informelles, de relations clientélistes et de privilèges particuliers garantis par l'État. La frange libérale et pro-européenne du Maïdan a en revanche accepté une alliance tactique avec les groupes d'extrême droite qui, bien que numériquement marginaux, ont toutefois joué un rôle crucial



1. Daria Saburova est chercheuse et membre du RESU.

dans les affrontements avec les forces de l'ordre et ont surdéterminé la révolution démocratique par un agenda nationaliste.

À Kyiv, comme dans d'autres villes, les représentants du parti au pouvoir ont répondu au soulèvement par l'organisation des manifestations pro-gouvernementales, appelées aussi Anti-Maïdan. Les médias russes ou contrôlés par les élites locales pro-russes, principales sources d'information pour les populations des régions russophones, lancent une campagne de propagande pour discréditer le Maïdan, le qualifiant de coup d'État fasciste orchestré par les États-Unis. Mais si l'Anti-Maïdan et plus tard le séparatisme étaient des phénomènes initiés, renforcés et éventuellement instrumentalisés par les élites sortantes et la classe dirigeante russe, ils faisaient appel au sentiment de méfiance réellement présent chez les classes populaires de l'Ukraine de l'Est. Rétrospectivement, le Maïdan et l'Anti-Maïdan peuvent être interprétés comme des moments importants de la lutte des classes en Ukraine, où les intérêts des travailleurs et des travailleuses n'ont cependant été nulle part représentés de manière autonome.

Dix ans plus tard, la lutte contre l'occupation russe réunit aussi bien les pro et que les anti-Maïdan d'alors. S'il est donc vrai qu'en un certain sens cette lutte est devenue une lutte pour la défense de la révolution du Maïdan, elle va bien au-delà de ça. L'héritage ambigu du Maïdan et les tensions sociales qui l'ont traversé subsistent.

22 novembre 2023

Dix ans se sont écoulés

SOTSIALNYI RUKH

Dix ans se sont écoulés depuis le moment où les rues de nos villes étaient devenues une arène où s'exprimaient les aspirations les plus profondes du peuple : la justice, la liberté et la dignité. Depuis lors, l'Ukraine s'est engagée sur la voie d'un changement démocratique progressif, mais le chemin n'a pas été facile.

En Ukraine, comme dans de nombreuses autres parties du monde, les gens sont indignés par l'injustice, l'inégalité, la violence policière, le manque de représentation politique et de démocratie.

Le Mouvement social définit la période de la révolution de la dignité comme le moment où le peuple ukrainien a décidé de commencer à lutter contre la corruption, l'oppression économique russe et le régime oligarchique. L'objectif premier était de changer le système qui maintenait le contrôle par des moyens criminels.

C'est alors que beaucoup d'organisations de gauche ont pris part au soulèvement populaire, organisant de nombreux événements de valeur historique. Ce sont les anarchistes qui ont créé la Garde hospitalière, qui a empêché la police d'enlever les manifestants blessés dans les hôpitaux et qui a maintenu la barricade de la rue Prorizna. L'anarchiste Serhiy Kemsy fait partie des personnes abattues par le Berkut [service de répression] dans la rue Instyutaska.

Les futurs activistes et fondateurs du Mouvement social, qui n'avait pas encore été créé, ont tenté de donner un programme aux sentiments anti-oligarchiques



et démocratiques des masses lors des manifestations de l'hiver 2013-2014. Ils ont distribué des tracts contenant des revendications sociales face aux autorités, offrant une alternative au courant néolibéral dominant et qui s'opposait aux idées conservatrices d'une minorité de manifestants.

Bien que les aspirations de la population n'aient pas abouti à un véritable changement structurel, elles ont réussi à empêcher la mise en place d'un État policier autoritaire comme en Russie ou au Bélarus. Le peuple a acquis une expérience en matière d'auto-organisation révolutionnaire et de renversement d'un régime kleptocratique.

La révolution de la dignité a ouvert de nouvelles perspectives à l'Ukraine. Que cet anniversaire soit compris comme le moment où le peuple ukrainien est devenu non seulement témoin, mais aussi acteur de son histoire, guidé par l'esprit de dignité et le désir d'un avenir meilleur.

28 novembre 2023



Les voies de la gauche dans l'obscurité

TARAS SALAMANIUK¹

«Qu'avec notre sang et nos os nous allions bâtir
Une route bonne et dure, et que la nouvelle vie
Viendrait après nous dans le monde avec le bien»,
Ivan Franko, «Les tailleurs de pierre».

Je dédie ce texte à tous les militants de gauche qui ont déployé des efforts extraordinaires, risqué leur santé et parfois leur vie, en participant aux événements tumultueux. Bien que les résultats finaux de votre participation soient discutables, votre expérience est inestimable. Après tout, ce n'est qu'à partir de ces épreuves et d'une réflexion appropriée sur les erreurs commises que l'on peut construire son mouvement à travers les ténèbres et vers le communisme.

Si l'on considère le Maïdan du point de vue des militants de gauche, deux éléments méritent d'être soulignés. Tout d'abord, il s'agit d'un événement sans précédent. La gauche ukrainienne n'avait pas assisté à une protestation populaire aussi massive et sans compromis, aussi proche de la définition d'une «révolution», depuis l'effondrement de l'URSS. Comme l'a dit un anarchiste de Jytomyr: «Vous savez, nous sommes maintenant tous stupéfaits.» Toutefois, cette situation a été aggravée par

1. Taras Salamaniuk est sociologue au Centre de recherche sociale et du travail; il étudie les mouvements sociaux et les processus d'auto-organisation des protestations. Publié par *Commons*, Traduction Patrick Le Tréhondat.





la deuxième caractéristique bien connue du Maïdan – son parti pris national-patriotique, qui a rendu beaucoup plus difficile sur le Maïdan en général tout travail politique de la «nouvelle gauche» et les questions socio-économiques. On peut discuter du rôle et de la place de l'extrême droite sur Maïdan, mais sa participation protestataire est un fait. Pendant toute la période du Maïdan, le suivi des manifestations par le Centre de recherche sociale et professionnelle à partir d'un échantillon de sites web nationaux, régionaux et militants a enregistré 817 cas de participation de l'extrême droite, tandis que celles de la «nouvelle gauche» ne sont que de 14 (dont quatre seulement dans les régions)¹. Non, cela ne signifie pas que la «nouvelle gauche», en particulier dans les régions, a ignoré Maïdan. Comme nous le verrons plus loin, de nombreux militants de gauche y ont participé activement. En même temps, ces chiffres démontrent que (du moins dans les médias) la gauche a joué le rôle d'une masse discrète dans ces manifestations.

Et puis les faits s'enchaînent. Leur interprétation dans le sens d'une justification ou d'une dénonciation de la participation de la gauche au Maïdan élargit le fossé entre la gauche ukrainienne – principalement entre les partisans et les sceptiques (haïeux) du Maïdan. Je ne cherche pas ici à opposer l'une ou l'autre des parties, et je ne prétends pas non plus être un médiateur entre elles. Cependant, j'essaierai d'examiner les gains et les pertes de la participation de la gauche aux Maïdans, qui sont peu abordés par

1. Il est à noter que ce chiffre ne prend pas en compte l'activité de ces organisations, comme la Résistance autonome, qui a participé au moins à dix manifestations au Maïdan de Lviv. En raison de ses contradictions et de son statut idéologique, il est classé dans la catégorie des «nationalistes autonomes» et non dans celle «de la gauche». Néanmoins, ici et plus loin dans cet article, la Résistance autonome sera analysée à égalité avec d'autres organisations et initiatives de gauche.

les deux parties, ainsi que les questions connexes liées à la participation de la gauche aux Maïdans.

L'activité de la gauche sur les anti-Maïdans. Mon analyse ne portera pas sur la capitale, mais sur les régions. Après tout, c'est là – à Kharkiv, Lviv, Odesa, Jytomyr ou Dnipro – qu'il y a eu des cas non moins remarquables d'activisme de gauche sur les Maïdans qu'à Kyiv. Cependant, l'histoire de la participation de la gauche au Maïdan de Kyiv, qui s'est soldée en grande partie par un échec, est déjà généralement connue et bien discutée par les deux parties, alors que les Maïdans régionaux sont encore presque inconnus. C'est sur cette *terra incognita* que je me propose de m'aventurer.

Pour ce faire, je commencerai par décrire le contexte de la gauche régionale, en me basant sur les données relatives à la «nouvelle gauche» issues du suivi de la CSTD, afin de comprendre le contexte des événements du Maïdan. Ensuite, sur la base de nombreux entretiens avec des militants locaux, j'essaierai de comprendre ce qui les a poussés à participer au Maïdan. J'essaierai également de reconstituer les principales caractéristiques de cette participation à l'aide des informations qu'ils ont fournies. Enfin, je conclurai par quelques hypothèses sur les résultats de cette participation et les perspectives d'avenir de la gauche dans les régions.

Contexte

La gauche régionale (c'est-à-dire hors Kyiv) est en fait un concept extrêmement complexe. Elle regroupe différents groupes de gauche dans différentes régions et représente, selon les années, entre 40 et 60 % de l'ensemble des actions de protestation de la «nouvelle gauche». Il n'est pas surprenant que, dans cette moitié déjà restreinte de manifestations, les groupes de gauche soient plutôt petits dans leur région et

aient peu de poids. Il n'est donc guère possible de leur attribuer une quelconque importance dans la politique de contestation. Néanmoins, sur la base des données issues de la surveillance des manifestations, il est possible d'identifier certaines caractéristiques de leur évolution dynamique au fil des ans.

Il convient de noter qu'en 2010 le niveau d'activité de la «nouvelle gauche» dans les régions était relativement élevé – au moins 53 manifestations (contre 35 à Kyiv). Cela n'est pas surprenant, car à l'époque, il y avait une campagne contre l'introduction de services payants dans les universités, ainsi que diverses manifestations de syndicats dans les régions. Cependant, comme nous nous intéressons ici au contexte des événements ultérieurs du Maïdan, nous nous pencherons sur la période la plus récente, de 2011 à 2013. Au cours de cette période, deux pics d'activité de protestation de la «nouvelle gauche» dans les régions peuvent être observés – au début de la période (2011) et à la fin (2013). C'est à ce moment-là qu'ont eu lieu les vagues massives de protestations sur respectivement les questions d'éducation et de travail. Dans le premier cas, elles ont été menées par le syndicat Action directe (Priama Diia, PD), qui a pris part à près de la moitié de toutes les manifestations de gauche cette année-là et s'est appuyé sur son succès de l'année précédente. Il est intéressant de noter que son activité était bien répartie au niveau régional et ne se limitait pas aux principales villes: une ou deux manifestations sur l'éducation ont eu lieu dans un certain nombre de centres régionaux. Il s'agissait souvent de manifestations d'anarchistes locaux qui, à la suite du succès du PD à Kyiv, ont sympathisé avec le syndicat et se sont organisés dans le cadre d'initiatives similaires. Le cas de Jytomyr est typique: des anarchistes locaux ont été inspirés par l'activité qu'ils ont observée à Kyiv

et ont décidé de lancer une action similaire dans leur ville: «Je suis allé à l'action du PD, j'ai beaucoup aimé, et quand je suis rentré à Zhytomyr, j'ai suggéré à mes camarades de faire quelque chose de similaire.»

Cependant, cette vague de succès s'est avérée temporaire. Déjà en 2012, dans le contexte d'un déclin général de l'activité protestataire de la «nouvelle gauche» dans les régions, nous avons enregistré un déclin de l'activité d'Action directe: seulement sept manifestations, contre seize l'année précédente. Cette stagnation peut être expliquée par les mots des mêmes anarchistes de Jytomyr, qui, après plusieurs tentatives, ont abandonné l'idée d'un activisme sur le modèle d'Action directe:

Eh bien, presque personne n'est venu à nos actions, sauf nous. Pour une raison ou une autre, les étudiants ne se souciaient pas de leurs problèmes personnels et ne voulaient pas s'organiser. En outre, il convient de tenir compte du fait qu'à cette époque, le pays se trouvait au milieu d'une campagne électorale qui déplaçait le centre des conflits du côté des partis et qui n'était manifestement pas favorable à la «nouvelle gauche», essentiellement non parlementaire

Le deuxième cas de la croissance de la protestation de la «nouvelle gauche» dans les régions s'est produit en 2013. Il a dépassé de manière significative à la fois le pic dans le secteur de l'éducation de 2011 et le précédent de l'année 2010 et a battu tous les records: en 2013, la «nouvelle gauche» a participé à au moins 78 manifestations. Cette année, outre l'habituelle Kyiv, des centres d'activisme protestataire de gauche de taille comparable se distinguent. Il s'agit avant tout d'Odessa, où, depuis 2012, une tendance positive à la croissance s'est manifestée par des tactiques





ambiguës de la «gauche unie¹». Bien qu'en 2013, cette tactique, selon les activistes, ait commencé à décliner à Odessa, c'est tout de même l'année où elle a donné les résultats les plus significatifs en termes de manifestations : au moins 18 manifestations ont eu lieu dans la région d'Odessa avec la participation combinée de divers groupes de gauche. En 2013, également, Kharkiv s'est distinguée, où les anarchistes locaux et, séparément, les marxistes locaux sont devenus plus actifs dans les manifestations. Mais la véritable découverte a été la région de Lviv, avec pas moins de douze manifestations, alors que l'année précédente, il n'y avait eu aucune activité de protestation de la part de la «nouvelle gauche». Cette émergence soudaine de nulle part est due au syndicat Zakhyst Pracy – le porte-drapeau des manifestations de gauche en 2013 – qui a organisé la plupart de ses manifestations en étroite collaboration avec la Résistance autonome. Cette approche a été critiquée à plusieurs reprises par d'autres éléments de gauche, qui lui reprochaient de s'appuyer sur des financements douteux et de nouer des liens avec des nationalistes (de gauche) sans discernement. En même temps, on ne peut ignorer sa remarquable pratique, ainsi que son influence favorable sur certains de ces nationalistes. C'est ainsi qu'en parle un militant de la Résistance autonome :

Notre devise est toujours de soutenir les opprimés contre les oppresseurs. Zakhyst Pracy nous a beaucoup aidés à la mettre en œuvre. [...] En cas de conflit, il est toujours plus avantageux de se présenter comme un syndicat.

1. La «gauche unie» fait référence à un mode d'alliance politique, caractérisé par la formation de larges alliances aux origines idéologiques diverses avec des contextes idéologiques hétérogènes (par exemple, des anarchistes avec des marxistes-léninistes).

Un autre fleuron de la protestation en 2013 a été le syndicat Borotba qui a également mené des activités qui ont suscité des réactions tout aussi controversées.

En 2013, Borotba était également très pragmatique et se concentrait sur la coopération avec les branches actives des syndicats indépendants. Lors d'une réunion à Kharkiv, l'un des militants de Borotba m'a dit qu'à l'époque, il y avait des sections dans presque toutes les régions : «Nous avons des militants dans toute l'Ukraine. Y compris en Ukraine occidentale : Tchernivtsi, Lviv, Rivne. Maintenant, ils viennent tous nous voir à Kharkiv.» Je ne sais pas s'il s'agit d'une exagération pour se vanter ou la réalité, mais les manifestations «borobistes» qu'ont recensées les médias en 2013 étaient assez uniformément réparties dans au moins six villes des régions du centre, du sud et de l'est du pays.

Ainsi, en 2013, la «nouvelle gauche» est revenue vers le syndicalisme dans ses manifestations régionales. Cette fois-ci, il s'agissait de syndicats classiques, avec des thèmes de protestation caractéristiques tels que les droits des travailleurs (au moins 17) et les arriérés de salaires (au moins 10). Cela ne veut pas dire que les manifestations de gauche ont gagné en hégémonie ou en importance : au total, la «nouvelle gauche» n'a représenté que 3 % de toutes les manifestations en Ukraine en 2013. Dans le même temps, les progrès ont été évidents : pour la première fois, en raison de l'activité record de ces manifestations, des centres régionaux de la gauche ont été identifiés et certains réseaux de coopération ont été formés. Tout cela devait être mis à l'épreuve par le Maïdan et les événements politiques qui ont suivi et qui ont secoué la société.

Motivation

Nous sommes donc au début du Maïdan. Les ultranationalistes forment déjà les premiers secteurs dans certains endroits, et les libéraux prêchent les «valeurs européennes» et un marché libre avec l'UE. Qu'est-ce qui a poussé certains militants de gauche à se joindre à la protestation? Certainement pas les premiers ou les seconds: ils ont été attirés principalement par les masses de personnes mécontentes qui sont descendues dans la rue peu après la première dispersion de l'Euromaïdan «étudiant». Cette motivation n'est pas du tout surprenante pour la «nouvelle gauche». Cependant, les manifestations sont souvent caractérisées par des questions socio-économiques et celle des libertés civiles, des thèmes qui leur sont également proches et sont les plus populaires parmi les protestations de la «nouvelle gauche» dans les régions. Et c'est exactement ces thèmes que le Maïdan a repris après la première dispersion. À l'époque, même certains des critiques les plus vénérables de Maïdan, comme Borotba de Kharkiv ou Prosto Techiiia d'Odessa, le soutenaient généralement, quand ils n'y participaient pas. Que dire des anarchistes – en fait, ils sont les plus enthousiastes à gauche des Maïdans – eux pour qui l'agenda anti-autoritaire est leur pain quotidien. Par exemple, les anarchistes de Kharkiv estimaient que «le Maïdan semblait spontanément graviter vers une expression plus libre, vers des idées libertaires». Nous devons également tenir compte du fait que toutes ces motivations ont été multipliées par la massivité sans précédent des Maïdans, et la possibilité de s'unir aux masses à une échelle inconnue auparavant était, en principe, une chose importante pour la «nouvelle gauche».

Toutefois, cette attitude plus ou moins unanime a commencé à changer rapidement au fur et à mesure

que l'hystérie anti-Maïdan augmentait. Les attaques contre les militants de gauche et la chute du monument à Lénine à Kyiv ont marqué le retrait de certains militants de gauche, qui se sont finalement montrés sceptiques à l'égard du Maïdan. Il est intéressant de noter que ce signal de recul s'est concentré à Kyiv, et que les anciens et nouveaux sceptiques d'Odessa et de Kharkiv l'ont simplement extrapolé aux Maïdans locaux. Ils l'ont fait de manière assez paradoxale, car Kharkiv, Odessa et d'autres Maïdans régionaux, où la gauche a pu pénétrer sans entrave, se distinguaient à l'époque par les caractéristiques suivantes: légèrement plus libérale et faiblesse de l'extrême droite. En outre, les militants de gauche ont continué à utiliser le même contexte local de protestation qu'auparavant. À Lviv, il s'agissait de la poursuite de la longue campagne anti-Svoboda de l'AO. Pour les syndicalistes de Dnipro, il s'agissait d'un syndicat contre l'arbitraire des autorités locales et des propriétaires d'usines. Pour les anarchistes de la région de Kharkiv le Syndicat autonome des travailleurs était une opportunité pour la démocratie de base dans les projets du Forum des Maïdans.

Il est donc évident qu'un certain fétichisme symbolique a influencé le changement de motivation des nouveaux sceptiques, ainsi que la sympathie ultérieure de nombre d'entre eux pour les anti-Maïdans. La possibilité d'afficher librement leurs attributs (principalement communistes) a rendu certains d'entre eux plus favorables à des actions conjointes avec des chauvins pro-russes qui toléraient tout ce qui était soviétique, qu'avec des chauvins pro-ukrainiens qui rejetaient tout symbole «communiste»: «Ici, contrairement à ce qui s'est passé sur le Maïdan, nous pouvions facilement hisser notre drapeau rouge, et personne ne nous a frappés pour cela.»



Cela ne signifie pas pour autant que la motivation de la gauche du Maïdan était dépourvue de fétichisme. En effet, les réalités de la participation étaient telles que seuls les attributs anarchistes étaient tolérés (et pas toujours)¹. Pour les anarchistes, cela correspondait bien à la nature anti-autoritaire de la manifestation telle qu'ils l'imaginaient. Cependant, le plus important n'était pas là, mais plutôt l'auto-organisation. C'est ce genre de justification que tous les militants de gauche des Maïdans régionaux ont, d'une manière ou d'une autre, avancée. Par exemple, à Kharkiv :

En général, cette structure m'a fait extrêmement plaisir, car ce fut la première de la structure progressiste qui a été efficace, comme une sorte d'alternative à celle de l'État et au gouvernement.

Ou à Krementchouk :

Les gens étaient là non pas par idéologie, mais pour des actions spécifiques, pour des actes [...]. Alors, ils ont rejoint en masse le Secteur Droit [extrême droite], puis ils en sont sortis de la même manière. Parce qu'il n'y avait rien, seulement quelques rassemblements, ou piquets de grève. Les gens ne voulaient pas rester à l'écart, c'est pourquoi l'identité de gauche des militants s'est dissoute en mouvement de protestation général.

En particulier, selon une étude, la part de l'extrême droite dans les manifestations des Maïdans d'Odessa et de Kharkiv était respectivement de 17 % et de 15 %. Dans le même temps, la participation de l'extrême droite aux manifestations au Maïdan en général a été de 25 %, et à Kyiv à 29 %. Sauf pour le Maïdan de Lviv, où l'extrême droite locale, menée

par Svoboda, s'est montrée agressive à l'égard de la Résistance autonome dès le début. Par conséquent, la présence de cette dernière sur le Maïdan était plus probablement due à la capacité de ses militants à se défendre de manière organisée. Les anarchistes présents sur le Maïdan de Kharkiv ont également dû combattre l'extrême droite une fois. Cependant, après une riposte réussie, cela ne s'est pas reproduit, contrairement aux attaques régulières de l'AO.

Ainsi, la motivation de la gauche à participer au Maïdan ou à l'Anti-Maïdan peut être généralement décrite comme une sorte de «populisme». Bien sûr, les motifs constructifs et pragmatiques de la participation ont joué un rôle. Cependant, l'opportunité de démontrer ses attributs «corrects» ou l'espoir de communiquer son appel «libertaire» à l'auto-organisation, multiplié par la tentation de faire appel à de grandes masses de manifestants, ont clairement servi de lignes directrices pour la participation.

La participation

Ainsi, comme nous l'avons déjà mentionné, l'«élan vers le peuple» des groupes de gauche dans les régions a principalement commencé après la première dispersion de Maïdan à Kyiv. Ensuite, l'activité des militants de gauche a changé à son tour, généralement en suivant la dynamique des événements de Kyiv, en forme de vague, et elle a conduit à l'adhésion massive de groupes sceptiques à l'anti-Maïdan.

Mais commençons par le début. Au début, la nature de l'implication de la gauche dans les manifestations des Maïdans régionaux était plutôt spontanée. De toute évidence, en raison de leur niveau de motivation individuelle, les activistes se souciaient peu de créer des plateformes organisées, et une certaine confusion dominait dans la compréhension claire de la situation, comme l'a dit un activiste d'Odessa :



1. Il convient de noter que sur le Maïdan de Kharkiv, un groupe de marxistes a fait une entrée performative sur scène avec des drapeaux noirs. Mais ils se sont surtout heurtés à la réprobation ou à l'incompréhension du public.

Oui, nous sommes sortis individuellement au début et nous nous sommes rencontrés là-bas [sur le Maïdan, ndlr]. [...] Que pouvions-nous faire d'autre? C'était plutôt une décision morale: je ne pouvais pas être indifférent à ce qui se passait dans le pays.

Il ne fait aucun doute que ces lacunes ont été déterminantes pour les perspectives d'avenir de la gauche sur les places locales. Plus vite ces militants se sont repris et ont réussi à s'organiser en certaines initiatives, plus ils sont devenus importants. Un militant de gauche d'Odessa, où la création de plateformes de gauche similaires sur Maïdan ne s'est jamais produite, raconte ceci:

Dès le début, j'ai suggéré de créer des plates-formes de gauche: que tous les militants se rendent au Maïdan de manière organisée! Allons au Maïdan. Je connais ses organisateurs, ils sont prêts à coopérer avec nous, il suffit de se rassembler et de prendre l'initiative.

À l'inverse, les exemples relativement marquants de Kharkiv, Dnipro et Lviv montrent que la gauche a été capable de s'organiser rapidement. Ils se sont réorganisés et ont occupé un certain créneau. C'est ce que disent les syndicalistes de Dnipro, par exemple:

Après la dispersion du Maïdan à Kyiv, nos militants ont commencé à venir au Maïdan local un par un. Mais nous avons ensuite décidé de participer collectivement à la campagne syndicale et aux revendications sociales. Nous avons donc créé notre propre initiative, le «secteur syndical». Un facteur important a été la disponibilité en termes de temps libre, que les militants étaient prêts à consacrer à un travail systématique sur le Maïdan. Les initiatives qui ont eu le plus de succès (comme les anarchistes de Kharkiv ou les «autonomistes» de Lviv), pour une raison ou une autre, disposaient



d'un «groupe de militants¹» qu'ils pouvaient utiliser pour mener les actions nécessaires – si besoin sur une base quotidienne. À cette époque, d'autres (principalement des syndicalistes de Dnipro et des marxistes de Kharkiv) restaient. Le noyau des anarchistes de Kharkiv était un groupe de «radicaux» – des activistes sans emploi de Kharkiv et d'autres villes de la CEI qui vivaient ensemble dans un projet de logement commun. Vivant une existence de semi-lumpen, ils disposaient de beaucoup de temps libre, qu'ils pouvaient utiliser, entre autres, pour l'activisme. Dans le cas de la Résistance autonome de Lviv, il n'y avait pratiquement pas de chômeurs de ce type (même s'il y avait beaucoup d'étudiants). Mais avec un bon dévouement à l'activité militante et une bonne coordination interne, les «autonomistes», essentiellement un groupe d'affinité, pouvaient régulièrement consacrer du temps au militantisme.

Il convient également de noter la nature de ces initiatives. Étant donné qu'il était impossible d'utiliser une rhétorique ouvertement communiste ou

1. Le noyau des anarchistes de Kharkiv était un groupe de «radicaux sans parti», des activistes sans emploi de Kharkiv et d'autres villes, qui vivaient ensemble dans un projet de logement commun.



même ouvertement de gauche sur le Maïdan, elles étaient plutôt orientées vers le social. Les anarchistes (Kharkiv, Jytomyr, Odessa), les mouvements populaires (AO à Lviv) ou les syndicats (Secteur syndical à Dnipro) choisissaient ce moyen pour s'identifier publiquement. Leurs revendications, généralement modérées, découlaient de cette orientation sociale – principalement sous une forme «social-démocrate radicale», pimentée d'attaques anti-oligarchiques et antiautoritaires. Pas de radicalité de gauche comme l'abolition de la propriété privée en tant que telle. Après tout, cela n'aurait pas été accepté par leurs voisins sur Maïdan – les libéraux, l'extrême droite, les participants ordinaires – et ils devaient encore coexister avec eux d'une manière ou d'une autre et, peut-être, coopérer avec eux. Cette tactique prudente a été décrite par les anarchistes de Kharkiv :



Nous n'avons pas déployé le drapeau noir sur le Maïdan tout de suite. Nous avons préparé les gens pendant très longtemps, nous leur avons parlé. Et nous ne l'avons fait que lorsque les gens ont commencé à nous percevoir et à nous considérer comme les leurs sur le Maïdan.

Par exemple, on peut consulter les rapports sur les activités de campagne de l'AST-Kharkiv (AST 2014b) ou du «Secteur syndical» (Syndicats libres de Dnipropetrovs'k 2014). On peut y voir l'accent mis sur l'effondrement de la sphère sociale et la nécessité d'augmenter les salaires, ainsi que des revendications antiautoritaires.

Les activités ultérieures de Borotba dans le cadre de l'Anti-Maïdan à Kharkiv ont suivi un schéma similaire. Une courte période de confusion où a régné une fièvre anticommuniste après la victoire du Maïdan, une réorganisation rapide à Kharkiv et la création de l'initiative de gauche peut-être la plus puissante de toute la période de protestation depuis

le début du Maïdan, avec l'aide des militants rassemblés sur place, ont eu lieu :

Après que la C14 [extrême droite], composée d'une cinquantaine de personnes, est venue à notre bureau, nous a volé et détruit nos moyens matériels, nous avons décidé que nous n'avions plus rien à faire à Kyiv. Nous sommes allés dans l'Est, où des rassemblements ont été organisés pour défendre les monuments de Lénine. Nous sommes d'abord allés à Donetsk, mais tout y était un peu boueux. [...] Une semaine plus tard, nous étions donc à l'Anti-Maïdan de Kharkiv, où nous avons pris des initiatives.

Bien entendu, la tolérance généralement plus grande à l'égard des symboles de gauche sur l'Anti-Maïdan, ainsi que l'absence d'un centre unique (contrairement à Kyiv, où l'opposition a contrôlé la manifestation de Maïdan) ont contribué à ce succès. Cependant, un rôle important dans cette participation a également été joué par les activistes charismatiques libérés qui ont été presque continuellement impliqués dans les manifestations. Les revendications des «borobisty» de l'Anti-Maïdan de Kharkiv ne se distinguaient pas par leur radicalisme de gauche, mais par leur caractère très ouvert :

La première était une répartition égale du budget sur les postes sociaux. Il s'agit de ce que l'on appelle l'autonomie économique des régions, de sorte que l'argent aille directement aux régions au lieu de passer par le budget de l'État pour les dépenses sociales. [...] Mais l'exigence principale est l'autonomie. Notre principe de fédéralisation, c'est l'autonomie. Cela inclut également la révocation des députés et l'autodétermination culturelle avec la langue russe. Nous nous opposons également à la privatisation et à la militarisation et sommes favorables à la nationalisation des entreprises stratégiques. Nous sommes également oppo-

sés aux coupes dans la sphère des dépenses sociales [...]. Le passé soviétique joue également un rôle important dans ces manifestations. Nous l'utilisons pour montrer aux gens qu'ils ne doivent compter que sur leurs propres forces et ne pas chercher de solutions faciles.

Cependant, il est juste de dire que, contrairement aux Maïdan, les demandes de Borotba ont été prises en compte en raison de sa place prépondérante sur le Maïdan de Kharkiv. Il ne s'agissait pas d'une simple distribution ponctuelle de tracts ou de l'organisation d'un groupe d'agitation, mais d'une propagande ciblée et régulière de messages de gauche sur la scène. Finalement, un certain nombre de revendications progressistes, telles que l'interdiction de l'exploitation du travail d'autrui ou la priorité des formes collectives de propriété, ont été incluses dans la déclaration de l'Anti-Maïdan local de la République populaire de Kharkiv. Dans le même temps, il convient de noter que la pénétration réussie de Borotba dans la coopération avec d'autres organisateurs (en particulier, chauvins) de l'Anti-Maïdan de Kharkiv a conduit à une interaction plus étroite – et donc encore plus controversée – entre eux que chez leurs homologues du Maïdan.

Les Maïdans et les Anti-Maïdans (du moins à Kharkiv) ne différaient pas beaucoup. Dans chaque cas, ils ont dû se ranger du côté des forces dominantes de droite et faire des compromis plus favorables à leurs adversaires. Ainsi, tout ce jeu d'échecs et de succès s'est essentiellement joué sur le terrain de quelqu'un d'autre. Mais la gauche a-t-elle réussi à en tirer des leçons? C'est ce que nous allons tenter de découvrir.

Résultats

On peut critiquer les participants de gauche aux manifestations du Maïdan ou de l'anti-Maïdan sur de nombreux points. Mais on ne peut pas leur enlever une de leurs réussites: ils ont trouvé un moyen de continuer à s'engager dans l'activisme dans des conditions difficiles. Bien sûr, toutes les réalisations militantes de l'année dernière n'ont pas disparu. Les liens établis avec les collectifs, les tactiques de lutte développées, les contacts avec les médias, tout cela semblait subsister, mais s'est avéré totalement inutile. Lorsque l'on se concentre sur les objectifs principaux – éliminer la «Famille» ou la «junte» – tout le reste devient secondaire. Il convient de noter que mes interlocuteurs de gauche n'ont jamais fait explicitement référence à ce fait. Au contraire, lorsqu'il s'agissait d'autres formes d'activités, antérieures ou postérieures au Maïdan, ils disaient quelque chose comme: «Eh bien, vous savez...», faisant référence à la non-pertinence de certains sujets dans la situation actuelle. Et c'est compréhensible: l'alternative au choix entre Maïdan et Anti-Maïdan (et souvent l'un d'entre eux seulement) était d'abandonner complètement les activités de Maïdan.

Bien sûr, dans ces circonstances, cette option ne semblait pas valable en principe, sauf si elle offrait un substitut équivalent aux activistes orientés vers l'action. Au lieu de cela, «l'idéologie sournoise de la non-action», comme l'a décrite un activiste, était basée sur l'élévation plutôt controversée de simples pratiques réflexives. Et ce, à un moment où de nombreuses initiatives de gauche sur Maïdan ou Anti-Maïdan faisaient déjà un bond en avant en termes d'infrastructures. Ainsi, les principales réalisations de la gauche concernaient les infrastructures organisationnelles. L'expérience militante, les finances et





les fournitures provenant de dons, les liens sociaux avec les activistes civiques et libéraux, et l'exposition aux médias – voilà les domaines dans lesquels chacun des groupes de gauche décrits sur Maïdan a fait des percées significatives qui les ont amenés à un niveau supérieur. Par exemple, à Jytomyr, un rassemblement complètement informel d'intellectuels locaux et de militants pendant le Maïdan s'est transformé en un groupe bien coordonné sur le plan organisationnel. Un groupe plutôt marginal, AST-Kharkiv, est devenu visible et respecté au sein de la communauté libérale de la ville et a obtenu des ressources considérables. En conséquence, Résistance autonome, déjà très actif dans la sphère sociale et économique (souvenez-vous des manifestations pour la protection du droit du travail à Lviv) et doté d'une bonne infrastructure organisationnelle (centre social, salle de sport et ressources web populaires), a atteint une notoriété locale et même nationale. Ses militants, utilisant habilement la rhétorique *narodni* [ceux du peuple], ont réussi à organiser au moins dix actions à Lviv pendant le Maïdan : parmi elles, des événements aussi médiatisés que l'occupation de l'administration régionale de Lviv ou une campagne anti-spéculation réussie (pendant le Maïdan!). En conséquence, l'organisation est devenue presque totalement connue à Lviv, a fait l'objet de reportages répétés dans les médias nationaux, a gagné de nouveaux alliés parmi les activistes de la société civile et s'est étendue à d'autres régions.

Il en va de même pour les anti-Maïdan. La dynamique de Combat à Kharkiv rappelle quelque peu celle de l'AO à Lviv. Également porte-drapeau des manifestations de gauche de l'année précédente et disposant d'une bonne infrastructure organisationnelle, elle a concentré tous ses efforts sur le soulèvement en cours. Mais dans l'Anti-Maïdan fragmenté

de Kharkiv, contrairement à Lviv, elle était beaucoup plus respectée : «Jusqu'à ce que nous arrivions à Kharkiv, ils n'avaient même pas d'orateurs à leurs rassemblements ! Bien sûr, cela a contribué à des résultats plus significatifs. Nous étions environ deux cents personnes dans le mouvement», disent-ils, en exagérant peut-être un peu. Mais nous devons admettre que les manifestations retentissantes de milliers de personnes qu'ils ont rassemblées presque chaque jour pendant la période de pointe de l'Anti-Maïdan, ou les centaines de partisans qu'ils ont gagnés d'une manière ou d'une autre en travaillant à Kharkiv, nous montrent quelque chose d'autre.

Bien entendu, il y a également eu des exemples de tentatives de participation infructueuses. C'est le cas à Odessa. Fin 2013, Protection du travail, qui était active dans cette ville en 2013, s'était à moitié désintégrée, n'ayant pas réussi à organiser les travailleurs des entreprises en sections permanentes, ni même à rassembler autour d'elle suffisamment de militants socialement critiques (comme à Lviv). La scission Maïdan/Anti-Maïdan, typique de la gauche ukrainienne, était simplement une scission sur le modèle des vestiges de l'ancienne «unité de gauche» d'Odessa. En conséquence, il n'y a pas eu de saut organisationnel et tout est resté au niveau de la participation spontanée¹.

Toutefois, le principal problème n'est pas tant l'organisation d'une participation effective que la préservation ultérieure de ce résultat. Dans ce contexte, l'exemple du groupe d'anarchistes de Kremenchuk, militants du Maïdan, qui, après son triomphe, sont

1. Au crédit de la gauche d'Odessa, ils ont été presque les seuls à tenter de lancer leur campagne de protestation alternative en hiver « Pour la troisième force », mais sans avoir de résonances médiatiques, comme ce fut le cas pour le Maïdan ou l'Anti-Maïdan, mais elle a rapidement échoué.

rentrés chez eux pour «rétablir l'ordre» avec d'autres militants. Là, ils ont réussi à organiser une campagne contre une usine d'extraction et de traitement qui polluait l'environnement, ainsi qu'un certain nombre de manifestations plus modestes (par exemple, contre les braconniers). Cependant, toutes ces réalisations du mouvement populaire ont été progressivement débordées par le Secteur droit local. Bien sûr, les anarchistes locaux ont tenté d'y résister, mais ils manquaient tout simplement de ressources et de qualifications :

Nous ne sommes pas des agitateurs. Vous voyez, on leur jetait de la boue [sur le Secteur droit, ndlr]. Maintenant, dire que nous sommes pour prendre le pouvoir et la démocratie directe, c'est du populisme, et tout le monde le dit maintenant : le Secteur droit, le Bloc Ioulia Timochenko, Porochenko et le Parti des régions. À moins que vous ne mentionniez des mécanismes spécifiques. Et nous ne le savions pas, nous ne sommes pas des juristes, nous ne sommes pas des spécialistes...

En conséquence, des rumeurs ont commencé à circuler à leur sujet en tant que «clébards», «pédés», «Tchéchènes», peu de temps après.

D'autres groupes de gauche ont été confrontés à des problèmes similaires en ce qui concerne leurs objectifs. En particulier, dans le sillage de Maïdan, la Résistance autonome a organisé une série d'actions à Lviv avec des travailleurs du commerce et des cliniques et des activistes civiques, a lancé sa propre unité d'autodéfense et un mouvement pour la communauté territoriale de la ville. Certaines d'entre elles ont remporté des victoires locales, mais en général, elles n'ont pas donné grand-chose aux «autonomistes» eux-mêmes. «Nous sommes quelque part là où nous étions avant», m'a dit un militant d'AO lorsqu'on lui a demandé ce qu'il en était de

leurs réalisations trois mois après le Maïdan. La même chose peut être observée à Kharkiv, où la dynamique de l'activité actuelle de la gauche semble plutôt faible par rapport aux résultats brillants des anarchistes de Maïdan ou des combattants d'Anti-Maïdan. Les mesures répressives des autorités à l'encontre des représentants les plus actifs d'AO (AO 2014) et de Borotba (Borotba Association 2014) semblent particulièrement menaçantes. En raison de la persécution active de leurs militants sous le prétexte du séparatisme, Borotba a été contraint de réduire ses activités en Ukraine, de sorte que leur vision de leurs perspectives immédiates n'est pas très brillante.

La participation des groupes de gauche au Maïdan et à l'Anti-Maïdan ne visait pas seulement à obtenir des avantages grâce à un succès ou à un autre. Il s'agissait d'un jeu d'actions préventives. Et bien que certains d'entre eux aient obtenu de bons résultats, ils ont tous été battus en fin de compte. Les adversaires du camp de droite ont gagné. Ils ont immédiatement bénéficié d'une avance considérable grâce aux tendances nationalistes du Maïdan ou de l'Anti-Maïdan, dont ils ont profité. Au moment de la rédaction de cet article, la vague de répression atteint AST-Kharkiv. Le squat qu'ils avaient installé à Kharkiv pour les personnes déplacées du Donbass a été attaqué par l'extrême droite et soumis à la pression de la police. Ils se sont transformés en opposants régionaux, rien de plus. Et maintenant, ils sont soumis à une pression naturelle.

Perspectives

Toutefois, cela ne signifie pas que tous les efforts ont été vains et qu'il est impossible de poursuivre une action politique de la gauche. Le cas de Jytomyr est remarquable. Dans cette ville, un groupe d'anarchistes locaux nouvellement formé a été confronté à



une résistance active de la part de la Marche patriotique lors de son défilé du 1^{er} mai. Toutefois, ils ont réussi à surmonter cette résistance avec le soutien des forces modérées du Maïdan, qui ont demandé aux anarchistes de prendre quelques drapeaux nationaux et de mettre davantage l'accent sur l'impérialisme russe¹. Il se passe quelque chose de similaire à Lviv. Ici, Svoboda [extrême droite] tente de discréditer activement la Résistance autonome par le biais de ses médias, l'accusant de manière complotiste d'avoir des liens avec Medvedtchuk [député ukrainien pro-russe], la Russie, etc. La pression est énorme, avec les répressions susmentionnées de l'appareil d'État de la ville sous le contrôle du régime. Cependant, elle ne parvient pas à briser l'opposition des «autonomistes»: les activistes civiques locaux défendent l'AO, convaincus de leur honnêteté et de leur patriotisme et, au contraire, de la corruption de Svoboda.

Ainsi, en plaçant correctement ses mots d'ordre et en cédant par endroits à un patriotisme ostentatoire et forcé, la «nouvelle gauche» peut creuser un fossé entre l'extrême droite et les libéraux. Ce faisant, elle peut s'épargner des situations de mort politique quasi inévitable.

Mais, bien sûr, une telle technique n'est qu'une «bouée de sauvetage», rien de plus. Pour progresser réellement, la gauche doit compter sur ses propres efforts. Comme l'a montré cet examen de la gauche dans les régions, cet objectif est tout à fait réaliste: il suffit d'entrer dans un environnement favorable à la mobilisation de la base, comme les anti-Maïdans².

1. Une description plus détaillée de l'incident peut être trouvée dans Salamaniuk 2014.

2. Une tentative d'initier par soi-même une mobilisation de protestation à la base est certainement plus attrayante. Mais, comme le montre l'expérience d'Odessa, à l'heure actuelle, cela n'est guère à la portée de la «nouvelle gauche».

Cependant, dans la même étude, nous avons également constaté que la participation de la gauche dans de tels environnements était mal pensée d'un point de vue stratégique et même tactique. Un calcul sobre a été remplacé par une motivation «folklorique», plutôt que par une focalisation sur le fétichisme des attributs ou de l'auto-organisation. Tout cela a conduit au fait que les militants de gauche étaient plus susceptibles de rencontrer un succès inattendu et n'avaient même pas le temps de le comprendre, puisqu'il était déjà passé. Pour ne rien arranger, le constant besoin d'apparaître comme «sous sa propre identité politique» devant un public patriote a provoqué des désaccords entre les «militants populaires» de gauche des différents camps. Tout cela se produit dans un contexte de développement colossal de l'hégémonie de la droite.

En bref, la situation actuelle de la gauche est extrêmement insatisfaisante et nécessite une réponse rapide. Et ici, plus que jamais, la gauche aurait besoin d'une approche radicalement différente, une approche de l'activisme en tant qu'expérience. En d'autres termes, toute action politique nécessite la formulation d'une hypothèse qui peut être testée par la réflexion sur les résultats de l'action, c'est-à-dire pour adopter ou rejeter le type d'action entrepris au vu de son efficacité dans des conditions particulières. C'est sur de telles bases qu'une tactique et une stratégie fructueuses de la gauche peuvent être construites. Après tout, la création d'une «nouvelle gauche unie» ou la mise en place d'étendards sociaux et économiques de la protestation est une bonne chose. Mais seulement lorsqu'il y a une compréhension claire et vérifiée du comment et du pourquoi. Et cette compréhension n'existe pas aujourd'hui, que ce soit dans le même vieux fétichisme de l'attirail idéologique. Par conséquent, toutes les initiatives visant à créer



de nouvelles entités politiques de gauche risquent au mieux de se transformer en tâtonnements dans l'obscurité, et au pire en groupuscule. En revanche, pour rompre avec le «folklore» et les fétiches, je tiens à mettre en garde contre la position polaire d'abandon de l'activisme en faveur d'un dévouement total à la réflexion. Ce type de «réflexion» est toujours abondant au sein de la gauche – et les sceptiques passifs du Maïdan en sont une confirmation évidente. Cependant, éloignés du champ empirique immédiat par les images médiatiques de certaines sélections, ils fondent généralement leurs interprétations sur des jugements spéculatifs à partir d'un ensemble limité de faits. En outre, sans être associées à des actions pratiques dans la sphère politique, ces «réflexions» se transforment elles-mêmes en petites pratiques politiques. En plus bizarres, puisqu'elles ne peuvent déboucher sur rien d'autre qu'une nouvelle joute verbale sur Internet.

Au lieu de cela, des groupes de recherche petits mais adéquats, composés d'activistes concentrés sur la réalisation pratique de leurs recherches, pourraient apporter une vie considérable à ce «marécage de gauche» composé de praticiens myopes et de sceptiques égocentriques. Ces groupes pourraient commencer à jeter les bases d'un puissant mouvement de gauche en Ukraine. Ils n'auraient pas besoin de ressources importantes pour ce faire. Au début, il suffisait de marcher et d'observer. Où? Tout d'abord, aux rassemblements de gauche, mais aussi, si possible, lors d'autres événements intéressants à caractère social. Et de tirer les conclusions analytiques de tout cela. Il n'est pas difficile de devenir un tel enquêteur. Il n'est pas nécessaire d'obtenir un diplôme ou d'adhérer à une organisation. Il suffit de réfléchir attentivement, en dehors des sentiers battus, de ne pas modéliser notre propre activisme avec des modèles

et des fétiches. Réfléchir aux raisons pour lesquelles une mobilisation souhaitée est marginale et le public cible (s'il y en avait un) ne comprend pas nos idées. Et même penser ce que sont ces idées. Et maintenant, nous avons une étude qui n'a besoin que d'être discutée de manière raisonnée et de se voir attribuer une valeur ajoutée et de la comparer avec d'autres informations thématiques dans le cercle de chercheurs similaires. Ce n'est qu'ainsi que l'activisme de la gauche cessera de suivre des modèles pour devenir une expérimentation constante, que ses perspectives cesseront d'être des chemins sombres pour devenir des routes lumineuses.

Septembre 2015



**BOÎTE
ALERTE**

Odessa, l'extrême droite empêche une exposition

PATRICK LE TRÉHONDAT

Depuis le début de la guerre à grande échelle, David Tchitchkan a apporté un soutien considérable aux combattants antiautoritaires. L'image de ces hommes et de ces femmes parmi les soldats des forces armées ukrainiennes est devenue le thème principal de ses œuvres qui devaient faire l'objet d'une exposition «Avec rubans et drapeaux» au Musée national d'art d'Odessa. L'ouverture était prévue le 21 janvier à 15 heures. L'extrême droite a très vite dénoncé les œuvres de David. Afin de manipuler l'opinion publique et de perturber l'exposition, les militants d'extrême droite ont commencé à accuser l'artiste de séparatisme et de travailler pour la Russie. Et puis tout s'est déroulé selon un scénario bien connu. Menaces massives de l'extrême droite, menaces d'incendie de la galerie, etc. Cela a conduit à l'annulation de l'exposition prévue. L'exposition selon l'artiste devait proposer les représentations «des héros de ses œuvres qui sont des représentants des mouvements socialistes anarchistes et antiautoritaires et qui défendent l'Ukraine dans les rangs des forces armées»

Dans une déclaration adressée au Musée national d'art d'Odessa, l'auteur de l'exposition, David Tchitchkan, a indiqué qu'il avait vu les commentaires accusatoires sous l'annonce et qu'il entendait de telles déclarations sur ses œuvres depuis environ douze ans.

«Je suis porteur d'opinions de gauche antiautoritaires. En conséquence, les porteurs d'opinions autoritaires de droite tentent de nuire à mon travail, et dans ce but ils interprètent délibérément mon travail de manière erronée. Les gens ont réagi de cette façon parce qu'ils ne voulaient pas comprendre ce qu'est mon travail, et ils n'écoutaient pas mes explications, mais préféraient ces fausses interprétations», a déclaré l'artiste.

Selon David Tchitchkan, depuis le début de l'invasion à grande échelle, ses expositions ont eu lieu à Kyiv, Zaporijjia, Kryvyi Rih et Oujhorod. Il a indiqué que si son exposition à Odessa était annulée, il la tiendrait à Dnipro, où il a également été invité.

En 2017, l'exposition «Opportunités perdues» de David Tchitchkan, inaugurée au Centre de culture visuelle de la capitale, a été vandalisée par des personnes cagoulées. Certaines œuvres ont été détruites, d'autres ont été volées. L'attaque contre une autre exposition de l'auteur a eu lieu à la veille de l'invasion à grande échelle. L'automne dernier, une fresque murale en l'honneur de l'anarchiste et révolutionnaire Nestor Makhno est apparue à Zaporijjia. L'un des auteurs était David Tchitchkan.

David avait exposé ses œuvres dans les locaux du Mouvement social à Kyiv il y a quelques semaines.

21 janvier 2024

« L'Ukraine est un projet de gauche et antiautoritaire »

ENTRETIEN AVEC DAVID TCHITCHKAN¹

Pouvez-vous vous présenter et nous expliquer votre travail? Vous dites que vos dessins représentent des «héros qui sont des représentants des mouvements socialistes anarchistes et antiautoritaires et qui défendent l'Ukraine dans les rangs des forces armées». Pouvez-vous nous parler des gens et de ces portraits. Où et quand avez-vous dessiné ces portraits?



Bonjour, j'ai peint ces portraits collectifs chez moi et en partie dans les villes où j'ai réussi à présenter l'exposition avant Odessa. Je connais certaines des personnes qui sont dessinées car nous sommes amis sur les réseaux sociaux, et les autres sont mes camarades et amis. Des internationalistes volontaires qui ont des opinions politiques antiautoritaires de gauche sont également représentés. Les gens que je peins sont des gars et des filles courageux qui ont participé à des rassemblements, à des manifestations, à Action directe, à des syndicats ou des activités dédiées à la vulgarisation des idées de gauche et antiautoritaires. Maintenant, ils repoussent les attaques des envahisseurs fascistes-impériaux de l'armée du Kremlin.

En 2017, votre exposition «Opportunités perdues» au Centre de culture visuelle de la

capitale a été vandalisée par des individus cagoulés. Aujourd'hui à Odessa, l'extrême droite a empêché votre exposition. Avez-vous eu d'autres problèmes avec l'extrême droite ou la droite réactionnaire?

De temps en temps, des néoconservateurs d'extrême droite ou des membres des sous-cultures néofascistes tentent d'interférer avec mes expositions, mais lors de l'invasion à grande échelle des impériaux russes, j'ai organisé avec succès trois expositions et participé à certaines expositions collectives, et une seule de mes expositions a été annulée à Odessa, parce que les radicaux de droite d'Odessa ont mené une campagne bruyante contre moi. Le niveau d'éducation politique est faible et les gens ne sont généralement pas engagés dans des idées, mais agissent spontanément, et sont donc exposés à diverses propagandes.

Après deux ans de guerre, comment voyez-vous la situation en Ukraine?

La situation est bien meilleure que ce que j'avais calculé et prédit, j'ai eu l'opportunité de quitter l'Ukraine pendant toutes ces deux années comme beaucoup d'autres artistes, mais j'aime l'Ukraine, je vois certains avantages à vivre en Ukraine même pendant la guerre. L'Ukraine est un projet moderne de nation, et ce projet est de gauche et antiautoritaire dans sa conception. Sur les billets de banque ukrainiens il y a des socialistes et non un aigle impérial à deux têtes, nous avons les mêmes portraits dans nos écoles, des villes portent le nom des gens de ces portraits. Je crois qu'il est possible d'empêcher la victoire des néolibéraux et des néoconservateurs et de ramener l'Ukraine actuelle à la manière dont elle a été conçue. Nous, antiautoritaires de gauche, faisons tout pour que les Ukrainiens cessent d'identifier le socialisme avec la triste expérience du projet

1. Propos recueillis par Patrick Le Tréhondat.



David Tchitchkan.

soviétique, qui n'était pas socialiste, mais était le produit de la contre-révolution et de la réaction des bolcheviks autoritaires, qui ont réalisé les prédictions de Bakounine et ses craintes.

Quels sont vos projets?

Mes projets visent à informer les Ukrainiens que la gauche n'est pas leur ennemie, mais aussi à informer les Européens et la communauté mondiale que les anarchistes et les socialistes antiautoritaires/démocratiques, les Roms, les personnes LGBT, les féministes et pas seulement les radicaux de droite se battent pour l'Ukraine, ce qui devrait améliorer la compréhension de cette guerre.

Mon ancienne tâche était aussi de montrer que les néonazis et les néofascistes se battent pour le Kremlin, maintenant cela n'a plus d'importance puisque tout le monde l'a déjà compris. Mais je considère que la tâche la plus importante est l'héritage de l'UPR² et de la République de Gouliäi-Polyé de 1917-1921³.

4 février 2024

2. NdT. Le Conseil central d'Ukraine (Rada, conseil panukrainien des députés de soldats, d'ouvriers et de paysans), élue en mars 1917 a proclamé la République populaire ukrainienne (UPR) sur un territoire comprenant huit gouvernorats impériaux russes (Kyiv , Volhynie, Kharkiv , Kherson , Ekaterinoslav , Poltava , Tchernigov et Podolie) et déclara officiellement l'indépendance de l'Ukraine le 22 janvier 1918.

3. NdT. Après octobre 1917, cette ville du sud-est de l'Ukraine, a été le centre d'un mouvement révolutionnaire paysan d'inspiration anarchiste. Nestor Makhno y est né.

Qu'espérez-vous pour l'année 2024?

Je rêve que les Impériaux perdront cette année, même si c'est très naïf, je vais rejoindre l'armée cette année et j'aimerais rester en vie. Cette année, j'aimerais que davantage d'Ukrainiens connaissent le projet du Kurdistan, les autonomies kurdes et les Kurdes. J'espère que de nouvelles guerres ne commenceront pas sur la planète. J'espère que les forces conservatrices et autoritaires ne remporteront pas la victoire dans différents pays, car nous vivons, à mon avis, à une époque où elles se développent.



Izolyatsia.



Leonid Finberg, promoteur de la démocratie et de la culture juive

PROPOS RECUEILLIS PAR CLAIRE BRISSARD¹

Dans le domaine de l'édition en Ukraine, Leonid Finberg est une personnalité essentielle. Les Ukrainiens lui doivent des traductions de philosophes, de sociologues, d'historiens, d'écrivains du monde entier. On peut dire que la jeune génération des intellectuels et des politiciens ukrainiens est passée par l'«école de Finberg», qui promeut les valeurs de la démocratie et fait découvrir aux Ukrainiens l'histoire vraie de l'URSS, mais aussi la culture yiddish, jadis florissante en Ukraine.

Vous êtes une figure incontournable du monde de l'édition en Ukraine. Aux côtés de Constantin Sigov, vous codirigez Doukh i Litera (ce qui se traduit par «L'esprit et la lettre»), la principale maison d'édition d'Ukraine dans le domaine des sciences humaines. Votre catalogue évoque une «bibliothèque idéale» de l'intellectuel. Pourriez-vous raconter comment Doukh i Litera est né et ce qui a guidé vos choix de publication?

1. L'entretien est paru dans *Desk Russie* et reproduit sur le site du Comité belge de solidarité avec l'Ukraine, <https://solidarity-ukraine-belgium.com/leonid-finberg-promoteur-de-la-democratie-et-de-la-culture-juive-en-ukraine/>. Toutes les notes sont de l'autrice de l'article.

La maison d'édition a été créée il y a trente-deux ans par Constantin Sigov, mon ami de longue date. Après avoir vécu quelques années en France où il avait étudié et enseigné, il était revenu à Kyiv avec l'idée de créer une maison d'édition. Au début, il s'agissait d'un laboratoire franco-ukrainien à l'Académie Mohyla de Kyiv². C'était l'époque où l'on voyait émerger en Ukraine toutes sortes de structures issues de la société civile. De mon côté, j'étais occupé à créer un centre d'études juives, ce qui n'était pas une mince affaire : les gens qui connaissaient l'hébreu ou le yiddish étaient tous déjà morts ou avaient émigré, il n'y avait aucun enseignant... Constantin m'a proposé de collaborer avec lui pour développer son centre et publier des livres. Après quelques hésitations, j'ai fini par accepter. Petit à petit, j'ai commencé à m'occuper des questions éditoriales.

Au début, c'est Constantin qui fixait le cap éditorial. Nous éditons de petites brochures. Il n'y avait pas encore de traducteurs qualifiés. J'aurais honte maintenant de vous montrer ces livres du début. C'était extrêmement modeste par rapport à ce que nous faisons maintenant.

Progressivement, j'ai commencé à chercher ma propre voie, en publiant des livres sur l'histoire et la culture juives. À cette époque, notre maison d'édition éditait une dizaine de livres par an, alors qu'aujourd'hui, nous en publions entre 50 et 60. Avec le temps, le Centre Judaïca que j'avais créé est devenu un centre universitaire au sein de l'Académie Mohyla. Nous avons plusieurs dizaines de collaborateurs. Les ouvrages sur le monde juif représentent un tiers des publications du centre, les deux autres tiers sont des

2. L'Académie Mohyla de Kyiv est l'une des principales universités ukrainiennes, et également la plus ancienne (l'Académie de Kyiv dont elle descend a été fondée en 1632).



livres relevant des humanités en général, des livres «libéraux et démocratiques».

Pourriez-vous parler un peu plus de ce deuxième type de livres en expliquant ce que vous entendez par des livres «libéraux et démocratiques»?

Je suis une personne attachée aux valeurs de liberté et de démocratie, aussi je me suis toujours intéressé à l'histoire de la dissidence soviétique. Après la chute de l'URSS, l'idée pour nous était de publier des livres qui initient la société ukrainienne à certains principes de la démocratie et aux fondements des droits de l'Homme, par exemple par le droit ou la philosophie. Dans cet esprit, nous avons créé une collection que nous avons appelée «Biblioteka sprotivou, biblioteka nadii» («Bibliothèque de la résistance, bibliothèque de l'espoir»).



En 2014, lorsque la guerre a commencé, il était essentiel de trouver des livres qui nous aideraient à comprendre ce que nous vivions. J'ai demandé à mes amis philosophes, critiques littéraires, historiens ce qu'ils pourraient me suggérer, chacun dans son domaine. Dans cette collection, nous avons publié plus d'une vingtaine de livres, des ouvrages aussi variés que *La fin de l'homme rouge* de Svetlana Aleksievitch, des essais de Serhii Yefremov (un intellectuel ukrainien majeur des années 1920), une histoire du mouvement polonais Solidarność, l'ouvrage *Vidvaha i strakh* (Courage et terreur) d'Oleksandra Hnatiouk³, ou encore *Eichmann à Jérusalem* d'Hannah Arendt.

Une autre collection essentielle s'appelle «Postati kouloutoury» («Figures de la culture») dans laquelle nous avons plus de 30 livres publiés et une dizaine

3. Dans cet ouvrage déjà traduit en plusieurs langues, l'autrice évoque l'occupation de la ville de Lviv par les soviétiques et les nazis

en préparation. Il s'agit de biographies des figures majeures de la culture ukrainienne, des personnalités connues comme Hryhori Skovoroda ou Taras Chevtchenko, et d'autres dont le grand public ukrainien sait peu de choses: Mykola Zerov, Oleksandr Arkhipenko, des artistes du début du 20^e siècle, des architectes, de grands acteurs de théâtre. C'est une planète entière! J'ai créé cette série avec mon ami et collaborateur Oleksi Sintchenko qui est maintenant à la guerre.

La dissidence est un thème qui nous tient à cœur. Nous avons édité un certain nombre de livres sur l'histoire des dissidents. Je comprenais que mes enfants ne s'y intéresseraient pas autant que moi, qu'ils vivaient une autre vie que celle de ma génération. C'est pourquoi, avec Dmytro Stous, le fils de Vassyl Stous⁴, et mon collaborateur Oleksi Sintchenko, nous avons décidé de rassembler des textes de dissidents et d'en faire une anthologie. Elle a ensuite été traduite en anglais.

Pour que les archives de cette époque ne disparaissent pas, nous avons récemment créé un centre de collecte des archives et d'étude de l'héritage de la dissidence. En Ukraine, presque personne ne connaît l'existence de ces archives. Par ailleurs, à l'extérieur de l'Ukraine, on ne sait presque rien de la dissidence ukrainienne, qui a pourtant été l'un des mouvements les plus importants en Europe de l'Est.

En tant qu'éditeur, comment la guerre a-t-elle influencé votre travail? Quel est le rôle de

4. Vassyl Stous (1938-1985): grand poète ukrainien, l'un des membres les plus actifs du mouvement dissident ukrainien. Il passa vingt-trois ans en détention et mourut au Goulag dans le camp de détention Perm-36. Au sujet de ce poète majeur, lire le très beau texte de Vitaly Portnikov publié dans Desk Russie. Des poèmes de Vassyl Stous ont été publiés en version bilingue ukrainien/français par Doukh i Litera dans la traduction de Georges Nivat.

la littérature et de la lecture dans un pays en guerre?

Nous avons publié deux livres de très petits formats pour les militaires, deux recueils de poésie: l'un de Taras Chevtchenko, l'autre de Vassyl Stous. Quand on est à la guerre, on n'arrive pas à lire des choses longues, c'est pourquoi nous avons choisi la poésie. En fait, je me suis souvenu de Chevtchenko qui transportait des cahiers de petite taille dans ses bottes⁵. Et j'ai aussi pensé à l'époque de la dissidence en Ukraine: on se donnait des livres en tout petit format pour qu'ils puissent passer la douane. Pour ces recueils, nous avons fait un tirage de 5000 exemplaires – ce qui est un tirage important pour l'Ukraine, habituellement, nous publions nos livres à 1000 exemplaires – et nous les distribuons gratuitement aux hôpitaux militaires, aux unités militaires, aux volontaires, aux aumôniers, etc. Nous avons reçu de nombreux remerciements et des photos des militaires en train de lire les poèmes, mais le témoignage le plus touchant nous a été envoyé de Bakhmout, c'est-à-dire du cœur des combats.

Mais ces recueils de poésie, ce n'est pas tout ce que nous faisons pour les militaires. Nous avons traduit de l'anglais et publié l'ouvrage de Williamson Murray et Allan R. Millett *A War To Be Won: Fighting the Second World War*, une somme historique colossale sur la Seconde Guerre mondiale que nous avons remise au haut commandement militaire de l'Ukraine. Il s'agit du premier livre sur la Seconde Guerre mondiale publié en Ukraine. Jusqu'à présent, en Ukraine soviétique, on n'avait publié des livres que sur la guerre germano-soviétique, c'est-à-dire seulement sur les années 1941-1945. Rien d'autre

n'existait: personne ne savait ce qui s'était passé sur les autres fronts, où des millions d'Américains et de Français avaient participé aux combats. On comprend mieux pourquoi ces livres sont très demandés par nos militaires.

Aussi étrange que cela puisse paraître, la guerre, cette guerre dure et brutale qui se déroule dans le Sud et l'Est du pays, touche relativement peu des villes comme Lviv, Kyiv, Oujgorod, Tchernivtsi, où l'on peut vivre une vie plus ou moins paisible malgré les bombardements périodiques. Le nombre de livres que nous publions n'a pas diminué. Le nombre de livres achetés a diminué, mais pas de manière significative.

En tant que directeur du Centre Judaïca de Kyiv, pourriez-vous nous parler des activités de ce centre et de la situation des études juives en Ukraine en général? Que reste-t-il du patrimoine juif et yiddish en Ukraine et comment le protéger?

Dans le domaine de la littérature juive, Doukh i Litera a publié plus de 90 % des livres sur ce thème en Ukraine. Depuis notre création, nous avons publié environ 150 livres, en particulier au cours des vingt dernières années. Nous sommes arrivés à ce résultat très progressivement. En URSS, nous vivions dans un pays où ce genre de livres n'existait pas du tout. Il y a vingt ans, il n'y avait pas de spécialistes ukrainiens sur ce sujet, ce qui a bien changé depuis. Donc nous avons traduit. À commencer par les 1000 pages du *Oxford Handbook of Jewish Studies*. Ce fut un travail de longue haleine mais cela a posé les bases pour tous ceux qui s'intéressaient à l'histoire et à la culture juives.

Depuis ces débuts, nous avons publié des ouvrages sur de nombreux thèmes liés à l'histoire juive de l'Ukraine: sur l'Holocauste (une vingtaine de livres),

5. Allusion aux «Zakhaliavni knyjetchky»: petites reliures artisanales dans lesquelles Taras Chevtchenko écrivait ses poèmes en 1847-1850.





Tableau de David Tchitchkan représentant les poètes ukrainiens Lesya Oukrainka et Tarass Tchevtchenko.

sur le ministère des affaires juives du gouvernement Petlioura (1917-1920) et les courants artistiques de cette époque, sur les cas de sauvetage de Juifs en Ukraine pendant la Seconde Guerre mondiale (ce qui était un thème interdit en URSS)⁶, sur l'éthique et l'histoire du judaïsme⁷.



Dans le domaine de l'art, nous avons exploré un passé oublié : peu de gens savent qu'un grand nombre d'artistes de l'avant-garde qui sont ensuite devenus célèbres dans le monde (Chagall, Lissitzky, Epstein, Tchaïkov, Ber Ryback, Tyshler, etc.) ont été artistiquement actifs en Ukraine au début du 20^e siècle, dans des années de grande violence, qu'ils ont illustré des livres avec les moyens du bord, et ont participé au mouvement culturel et politique de la Kultur-Lige (expression yiddish se traduisant par «Ligue de la culture»). Nous avons découvert et exploré ce phénomène avec Hillel Kazovsky⁸ et,

6. Voir l'ouvrage de Janna Kovba qui a étudié cette question en Galicie, en consultant des archives et en consignand des témoignages. On trouve dans cet ouvrage les noms de Galiciens (polonais ou ukrainiens) qui ont été assassinés pour avoir aidé des Juifs.

7. Comme cette colossale édition des *Psaumes de David* commenté par le rabbin allemand Samson Raphaël Hirsch (1808-1888).

8. Hillel Kazovsky (né en 1956) : historien de l'art israélien né à Moscou.

en 2007-2008, nous avons organisé une exposition au Musée national d'art à Kyiv⁹. Ce fut un véritable choc car personne ne connaissait le parcours ukrainien de ces artistes. Myroslav Popovytych¹⁰, l'un des intellectuels ukrainiens les plus éminents, est venu me voir lors de cette exposition et m'a dit : «Rendez-vous compte ! J'ai écrit un livre sur la culture ukrainienne alors que je ne savais rien de Kultur-Lige.»

Dans le même esprit, nous avons découvert ou redécouvert toute une pléiade d'artistes et d'écrivains d'après-guerre chez qui le thème juif est présent : Olha Rapaï-Markish, Liouba Rapoport, Yakym Levytych, Mikhaylo Vainshteyn, Zinovi Tolkatchov¹¹, Inna Lissova.

Parmi nos dernières parutions, laissez-moi vous citer le recueil *Babyn Yar holossamy* (Les voix de Babyn Yar) par l'une des meilleures poétesses ukrainiennes, Mariana Kiyanovska. Nous avons également publié récemment la traduction de l'ouvrage d'Anna Shternshis *Soviet and Kosher: Jewish Popular Culture in the Soviet Union, 1923-1939*, ainsi que *Yevreïski adressy Oukraïny* (Les adresses juives d'Ukraine), une sorte de guide regroupant toutes les informations connues sur l'histoire juive de chaque ville de notre pays.

Spécialiste de l'avant-garde yiddish. Voir sa monographie bilingue russe/anglais sur les artistes juifs du début du 20^e siècle : *Khoudojniki Koultour-Ligi / The Artists of the Kultur-Lige, Jerusalem and Moscow*, 2003.

9. Voir le catalogue de l'exposition bilingue ukrainien/anglais. Voir également l'exposition «Futur antérieur» organisée au mahJ en 2009.

10. Myroslav Popovytych (1930-2018) : personnalité ukrainienne éminente, philosophe, l'un des fondateurs du Mouvement populaire d'Ukraine ou «Roukh» (parti politique ukrainien de centre droit créé en 1989, militant pour un État ukrainien indépendant et démocratique). Il dirigeait la section de philosophie de l'Académie des sciences, où il a accueilli et aidé plusieurs générations d'intellectuels non conformistes.

11. Pour plus d'informations sur ces artistes et pour consulter les archives disponibles au Centre Judaïca, voir <https://judaicacenter.Kyiv.ua/en/archive/art/>.

Pourriez-vous nous parler de la situation de la langue yiddish en Ukraine et des traductions que vous publiez du yiddish?

Je vous ai déjà parlé du ministère des affaires juives et de la Kultur-Lige: tout cela était lié à la langue yiddish qui était une langue essentielle dans la vie culturelle de l'Ukraine. Il y a une quarantaine d'années, j'ai essayé d'apprendre le yiddish. Dans ma famille, on ne l'avait pas parlé, donc j'ai dû apprendre tout seul, avec un manuel. Il n'y avait aucun cours à l'époque. Je travaillais comme ingénieur et nous avions une comptable qui connaissait le yiddish et qui nous donnait des cours, à un ami et à moi. Puis elle a été convoquée par les ressources humaines, on lui a dit d'arrêter et les cours ont pris fin.

À un certain moment, je me suis rendu compte que ce qui m'intéressait le plus, c'était de créer les conditions pour que la littérature yiddish puisse être traduite en ukrainien. Je me suis dit qu'il était surtout essentiel de former des traducteurs. Beaucoup ont été formés à l'étranger: à Tel Aviv, à Varsovie. Plus tard, un master d'études juives a été lancé à l'Académie Mohyla de Kyiv, avec des cours de yiddish, d'histoire et de culture juives. Aujourd'hui, nous avons une petite dizaine de traducteurs du yiddish vers l'ukrainien. Aucun d'entre eux n'a entendu le yiddish dans sa famille. Si l'on compare avec le nombre de traducteurs capables de traduire du lituanien ou du letton vers l'ukrainien, ce que nous avons réussi à construire avec le yiddish n'est déjà pas si mal. Nous avons également su monter des projets, avec les universités de Toronto et d'Haïfa par exemple. Nous coopérons avec Velvl Tchernine¹² qui édite une revue en yiddish.

12. Velvl Tchernine (né en 1958): poète et spécialiste de la littérature, coéditeur de la revue littéraire Yiddishland et de la collection Bibliotek

Faire revivre le yiddish en tant que langue parlée en Ukraine? C'est impossible à mon avis. Elle a disparu pendant l'Holocauste. Après la guerre, la langue était encore un peu parlée, mais il n'y avait aucune école, aucune éducation en yiddish, la langue se transmettait par inertie dans certaines familles. Mes grands-parents parlaient entre eux dans différentes langues, dont le yiddish, mais j'étais très jeune. Je ne me fais pas d'illusions. Puisqu'il n'y a presque plus personne qui parle yiddish en Ukraine, la seule chose que nous pouvons faire maintenant, c'est de préserver cette culture par le biais de la traduction, une culture qui a été l'une des plus fascinantes du début du 20^e siècle en Europe centrale et orientale. C'est précisément la tâche que mes collègues et moi-même nous sommes fixée: faire en sorte que les chefs-d'œuvre de cette culture fassent partie de la culture ukrainienne. Et ce d'autant plus que nous sommes très soutenus dans notre démarche par le monde intellectuel ukrainien.

Désormais, nous sommes face au problème du choix: nous n'avons pas la possibilité de traduire tout ce que nous voulons, alors il faut choisir. Quelques traducteurs ne peuvent pas venir à bout du patrimoine littéraire yiddish. Nous avons donc opté pour des anthologies. Nous avons édité une anthologie de textes de la littérature juive d'Europe centrale et orientale, où nous avons inclus des textes écrits dans différentes langues (hébreu, yiddish, russe, polonais) par des grands noms comme Sholem Aleikhem, Yistkhok Leybush Peretz, Shmuel Agnon, Bruno Shultz, Isaac Babel, Itsik Kipnis, Itsik Manger, Isaac Bashevis Singer, Deborah Fogel, Avrom Sutzkever. Mais cela ne s'arrête pas là, nous avons reçu une

fun der hayntsaytiker yidisher literatur (Bibliothèque de littérature yiddish contemporaine).



subvention de l'Union européenne pour publier d'autres traductions.

Quelles archives possédez-vous sur le monde juif?

Je pense que nous possédons l'une des plus grandes collections de textes d'écrivains juifs de l'après-guerre. Par exemple, nous avons réussi à obtenir les archives du poète Yosef Bukhbinder. Il a écrit des mémoires sur le Goulag en yiddish. Nos archives attendent toujours que des chercheurs s'y intéressent et les étudient. Au fil des années, nous avons réussi à en faire une description détaillée, jusqu'au dernier poème, jusqu'au dernier feuillet. Et nous avons publié cet inventaire en ukrainien et en anglais. Dans le monde, il y a des chercheurs en études juives, mais il n'y a pratiquement pas de documents sur cette période, aussi nous souhaitons contribuer à combler ce manque.



L'Ukraine fait l'objet de nombreux préjugés à l'étranger. Dans une large mesure, ce phénomène est historiquement explicable : il est lié à la manipulation de la mémoire historique par l'URSS puis par la Russie. Pourriez-vous en dire quelques mots?

L'Ukraine est aujourd'hui le pays où le niveau d'antisémitisme est l'un des plus bas en Europe, ce qui est régulièrement confirmé par différentes études. Quand nous voyons que chaque année les actes antisémites chez nous se limitent à quelques croix gammées sur des synagogues, et que dans certains pays on peut être tué en tant que Juif, on se dit : « Dieu merci, il n'y a rien de tel ici. »

L'antisémitisme était l'un des thèmes utilisés par le régime soviétique pour discréditer les Ukrainiens. C'est pourquoi tous les pogroms étaient baptisés « pogroms de Petlioura », bien que Petlioura ait lutté

contre les pogroms et qu'il ait monté une unité spéciale pour ce faire. Lorsque l'armée de Petlioura s'est désintégrée, des gangs ont organisé des pogroms, des gangs qui n'étaient pas contrôlés par Petlioura. Des pogroms ont aussi été commis par les blancs et les rouges, comme l'a bien décrit Isaac Babel.

Pour ce qui est de la Seconde Guerre mondiale, les recherches manquent encore à ce sujet. Il y a eu des actions sanglantes en Ukraine, et la propagande soviétique les a toujours systématiquement attribuées aux Ukrainiens. Les citoyens soviétiques, les prisonniers de guerre qui devenaient des collaborateurs des Allemands, des supplétifs, étaient-ils ukrainiens? Certains d'entre eux étaient Ukrainiens, d'autres Russes, ou toutes sortes d'autres nationalités. Je ne veux bien sûr pas dire qu'il n'y avait pas d'Ukrainiens dans ces troupes, mais que les autorités soviétiques ont toujours mis l'accent uniquement sur les Ukrainiens, et ont organisé des opérations spéciales de propagande afin de discréditer les Ukrainiens dans leur ensemble¹³.

Il y a quelques années, à l'occasion des commémorations de Babyn Yar, nous avons construit de grands stands qui sont restés pendant trois mois sur l'avenue

13. Le nombre d'Ukrainiens ayant collaboré avec le régime nazi s'élèverait à environ 100 000 : ils ont notamment pris part à la Shoah par balle, à la surveillance des ghettos et aux crimes ordonnés par les nazis, ce qui se reflète dans les témoignages des survivants juifs des massacres commis en Ukraine. Ramené à la population totale de l'Ukraine en 1939 (environ 41 millions de personnes), cela représente 0,24 % des Ukrainiens de l'époque. Ramené au nombre d'Ukrainiens enrôlés dans l'Armée rouge et ayant lutté contre les nazis (environ 7 millions), c'est 70 fois moins. Ramené au nombre de victimes civiles de la Seconde Guerre mondiale en Ukraine (5,2 millions dont 1,55 million de Juifs), c'est 52 fois moins. La stratégie soviétique a consisté à s'appuyer sur des faits réels de collaboration d'un très faible pourcentage de la population ukrainienne pour extrapoler cette accusation et créer ainsi une définition générale de l'Ukrainien collaborateur. Pour renforcer les effets de cette propagande, il était nécessaire de taire les faits de sauvetage de Juifs par des Ukrainiens, un thème par conséquent interdit par le régime (cf. note 5).



Khrehtchatyk afin de rétablir certaines vérités historiques sur la Seconde Guerre mondiale. Après le pacte Molotov-Ribbentrop, toutes les atrocités allemandes contre les Juifs (et pas seulement contre les Juifs) ont disparu de la propagande soviétique. Pendant deux ans, les Allemands ont été présentés comme nos meilleurs amis. Puis, lorsque les Allemands ont envahi l'Union soviétique et ont assassiné 15 000 Juifs à Kamianets-Podilsky, on a consciencieusement tu cette information à Kharkiv ou à Kyiv. Les autorités étaient au courant mais n'ont rien dit, n'ont pas prévenu la population et n'ont pas organisé l'évacuation des groupes ethniques les plus menacés: les Juifs et les Roms. Les évacuations étaient mises en place usine par usine en fonction de la valeur des gens pour la production. Les familles des travailleurs des usines évacuées étaient autorisées à partir aussi. Les autres étaient abandonnés.

Concernant l'antisémitisme en Ukraine, je vis peut-être dans ma bulle d'intellectuels, mais je peux dire que dans mon environnement, la judéophilie domine. Il y a une solidarité entre intellectuels juifs et non juifs. Si des publications antisémites paraissent, les intellectuels ukrainiens les dénoncent immédiatement, et vice versa: en cas d'accusations infondées ou idéologiques visant les Ukrainiens, nous venons à la rescousse. Cette solidarité se manifeste par des publications, des films, des expositions organisés en commun.

Avant la chute de l'URSS, nous vivions dans la censure et la fermeture des frontières, nous étions constamment abreuvés des stéréotypes et des mensonges dont le régime se nourrissait. Dieu merci, tout cela est désormais derrière nous. Depuis l'indépendance, nous sommes devenus une société ouverte, une société démocratique, un pays européen.



18 décembre 2023

SOLIDARITE UKRAINE BELGIQUE



LES CHEVAUX DE FEU
Serguï Paradjanov

14 février à 18 h 30 | ULB | Entrée libre

Contributions volontaires pour des projets concrets en Ukraine

ULB SOLIDARITE UKRAINE BELGIQUE

solidarityukrainebelgium.com
Heure : 18 h 30
Lieu : Audoenne A21 101
Campus de Solbosch - ULB
Bruxelles

L'HEURE DE L'UKRAINE
un parcours du cinéma ukrainien

14 et 28 février • 13 et 27 mars • 17 avril • 8 mai

Entrée libre

◆ *Les Chevaux de feu*, Serguï Paradjanov, 1965 ◆ *Bad Roads*, Natalia Vorobjyt, 2020 ◆ *La cacophonie du Donbas*, Igor Minaïev, 2018 ◆ *Brièves Rencontres*, Kira Mouratova, 1967 ◆ *Jouissance en sursis*, Kateryna Gomostai, 2021 ◆ *Mémoire Fragile*, Ihor Ivanko, 2022

ULB SOLIDARITE UKRAINE BELGIQUE

solidarityukrainebelgium.com
Heure : 18 h 30
Lieu : Audoenne A21 101
Campus de Solbosch - ULB
Bruxelles

LES MOTS DE L'AN III

Réseau syndical international de solidarité et de luttes

Depuis l'invasion du territoire ukrainien par l'armée russe, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes est impliqué dans plusieurs initiatives de solidarité avec la résistance populaire ukrainienne. Trois convois syndicaux du Réseau ont été organisés, en 2022 et 2023, pour amener du matériel et rencontrer des syndicalistes sur place. Nous avons aussi mis en place une tournée en Europe d'un syndicaliste ukrainien, en 2023, et pris en charge la venue de deux syndicalistes à la 5^e rencontre internationale du Réseau, en septembre 2023. Syndicalistes, nous avons voulu, dès mars 2022, connaître l'avis, et la vie, des travailleurs et des travailleuses en Ukraine, confronté·es à la guerre déclenchée par l'impérialisme russe. Depuis, nous entretenons ces contacts, notamment avec des militants et militantes de la métallurgie, de l'éducation, des chemins de fer, de la santé, des étudiants et étudiantes... Nous ne cessons de relayer leurs propos et de faire connaître leurs actions: ils et elles sont parties prenantes de la résistance populaire à l'invasion de l'armée russe; mais ils et elles sont aussi fortement impliqué·es dans la défense des droits des travailleurs et des travailleuses, gravement remis en cause par le patronat et le gouvernement ukrainien. Notre site reprend régulièrement des informations transmises par nos camarades d'Ukraine. Notre participation aux Brigades éditoriales de solidarité s'inscrit dans cette solidarité ouvrière internationaliste. Faire circuler l'information est essentiel. Soutien à l'Ukraine résistante est un outil très utile pour cela. Continuons à faire connaître les paroles et les actes de toutes celles et tous ceux qui résistent en Ukraine!



Dan La Botz et Steve Shalom¹

Pendant deux longues années, l'Ukraine s'est battue pour se défendre contre une invasion russe totale. Bien que confronté à un ennemi beaucoup plus puissant, le peuple ukrainien a su, grâce à son esprit et à sa détermination, repousser l'agression russe. Mais l'Ukraine aurait eu du mal à survivre sans l'apport d'armes de l'extérieur. Quiconque croit que les petites nations ont le droit de se défendre contre leurs voisins plus importants devrait soutenir le droit de l'Ukraine d'acquérir des armes là où elle peut se les procurer, c'est-à-dire aux États-Unis et dans les pays membres de l'OTAN. Cela est vrai même si nous nous méfions des puissances occidentales. Tout en soutenant l'Ukraine, comme la gauche ukrainienne, nous restons critiques à l'égard du gouvernement de Volodymyr Zelensky: ses politiques économiques néolibérales et antisyndicales, ainsi que sa répression des libertés civiles.

De nombreux pays qui ont fourni des armes à l'Ukraine – et en particulier les États-Unis – envisagent de réduire leur aide. Nous pensons que la décision de continuer à résister à l'agression russe revient aux Ukrainiens: ce sont eux qui, de loin, supportent les coûts terribles de la mort et de la destruction causées par la guerre et de l'oppression causée par l'occupation étrangère. Quelle que soit leur décision, ils ne devraient pas avoir les mains forcées par une coupure d'armes.

Nous apprécions le fait d'avoir fait partie du consortium de revues et d'autres publications qui partagent ces points de vue. Nous avons notamment apprécié le développement d'une relation plus étroite avec la

1. Dan La Botz et Steve Shalom sont membres du comité de rédaction de *New Politics* et de l'Ukrainian Solidarity Network of the United States et membres des Brigades éditoriales de solidarité.

revue ukrainienne *Commons* et avec la gauche socialiste démocratique organisée au sein de Sotsialnyi Rukh. Nous avons ainsi appris à connaître et à discuter avec des socialistes ukrainiens qui luttent à la fois contre la Russie et contre les politiciens du gouvernement Zelensky. Nous sommes fiers d'avoir publié leurs articles et leurs interviews, et d'avoir écrit nos propres articles pour soutenir la lutte de l'Ukraine pour l'indépendance, la démocratie et la justice sociale. Nous avons également appris à connaître des dissidents russes, comme ceux de la revue *Posle*, qui s'opposent à la guerre de leur pays contre l'Ukraine et réclament la démocratie dans leur patrie. Le réseau de solidarité avec l'Ukraine des États-Unis a également apprécié le travail du réseau de solidarité avec l'Ukraine en Europe (ENSU/RESU).

Ces derniers mois, la guerre en Ukraine a été éclipsée par les horreurs de Gaza, où la réponse militaire israélienne aux crimes du Hamas le 7 octobre a conduit au plus grand massacre concentré de civils de ce siècle. Le soutien à la cause palestinienne ne doit cependant pas faire oublier la nécessité de soutenir l'Ukraine. Dans les deux cas, une puissance militaire plus forte tente d'occuper et de refuser l'autodétermination à un peuple opprimé.

Nous sommes conscients des défis auxquels vous êtes confrontés, vous, le peuple ukrainien, à la fois pour mobiliser les forces et pour maintenir le moral face à la guerre barbare de la Russie qui a tué des milliers de civils et de soldats ukrainiens, déplacé des millions de personnes et vu l'enlèvement de 20 000 enfants. Depuis le début, nous admirons votre courage. Votre fermeté nous inspire, ainsi que beaucoup d'autres personnes dans le monde qui voient en vous un rempart contre l'impérialisme et l'autoritarisme. Et nous sommes à vos côtés aussi longtemps que vous souhaitez continuer à vous battre.

Comité éditorial *Les utopiques*

«Cahier de réflexions», *Les Utopiques* ne sont pas un outil syndical d'intervention directe sur l'actualité, comme peuvent l'être tracts, bulletins, appels à l'action, etc. Pour autant, nos réflexions syndicales ne sont pas déconnectées du réel; et la dimension internationale fait partie du monde réel. En 2022, le dossier de notre numéro 21 s'intitulait «Guerres, paix, impérialismes... des questions syndicales». Autant dire que la guerre en Ukraine, la résistance populaire ukrainienne, la solidarité syndicale internationale, y tenait une bonne place... aux côtés de nombreux dessins de Katia Gritseva, étudiante syndicaliste et féministe ukrainienne. L'Ukraine est aussi apparue dans quelques articles d'autres numéros des *Utopiques*.

Prolongeant bien d'autres engagements internationalistes de l'Union syndicale Solidaires, en Ukraine et dans d'autres régions du monde, nous avons répondu positivement à l'appel à rejoindre les Brigades éditoriales de solidarité. Nous mettons à disposition, sur le site *Les Utopiques* comme sur celui de Solidaires, les Soutien à la résistance ukrainienne. Ce sont des documents nécessaires pour notre réflexion, pour nos actions, pour la solidarité concrète.

Michel Lanson¹

Depuis deux ans, depuis l'invasion russe du 24 février 2022 repoussée uniquement par la mobilisation et le courage de l'armée et du peuple, 6,3 millions d'Ukrainiens ont quitté le pays et 3,7 millions ont été déplacés à l'intérieur du pays. Si évidemment les chiffres réels sont tenus secrets, les estimations des

1. Michel Lanson est membre du comité français du RESU et du groupe Bastille.



experts fixent à plus de 70 000 les morts ukrainiennes et à plus de 130 000 les blessés. C'est le peuple ukrainien qui subit de plein fouet les horreurs, les privations et les contraintes de la guerre.

Cette guerre enclenchée dès 2014 par la Russie entre dans un plan plus large de «reconquête» de ce que Poutine appelle, dans son révisionnisme historique et idéologique, «la Grande Russie». Elle participe du bouleversement politique postmondialisation. Les conséquences géopolitiques, écologiques, économiques et humaines sont innombrables.

Cette guerre est au cœur des enjeux politiques des grandes puissances et dépend en grande partie de la volonté des États-Unis et de la majorité des pays européens d'aider véritablement l'Ukraine dans sa lutte de libération. Elle dépend aussi du soutien des Brics et des régimes autoritaires à la Russie sous l'œil attentif de la Chine.

Il faut ajouter que la prochaine élection américaine peut changer la donne et qu'un tournant dans le déroulé de la guerre et des autres conflits en cours aussi. Quant aux engagements occidentaux, ils sont extrêmement mesurés, à l'image de celui du président français qui clame que la Russie ne doit pas gagner la guerre mais qui, à aucun moment, n'a souhaité explicitement la victoire de l'Ukraine.

Les responsabilités qui pèsent sur le peuple ukrainien sont donc immenses. Notre soutien à sa résistance doit être sans faille et ne doit pas dépendre de combinaisons géopolitiques.

Les pressions poussant l'Ukraine à des concessions sont d'autant plus fortes que la guerre dure. Le passage de la Russie à l'économie de guerre a déclenché un plan de réarmement européen. Encore faut-il que celui-ci serve effectivement à l'Ukraine pour gagner sa guerre contre l'envahisseur. Malgré leurs dénégations, les dirigeants européens aimeraient désormais

se concentrer sur leurs propres problèmes de défense. De plus, dans une situation économique et politique inflammable, l'intégration de l'Ukraine à l'Europe et à l'OTAN poserait des problèmes aujourd'hui insolubles.

Les Ukrainiens résistent toujours mais se trouvent face à des problèmes sociaux et politiques capitaux. La conscription nécessaire pour relever les soldats se doit d'être équitable et efficace. Les droits sociaux, politiques et sociétaux doivent être défendus alors même que le gouvernement en difficulté est tenté par l'autoritarisme.

Le peuple ukrainien défend dans son combat contre la Russie dictatoriale son indépendance et sa démocratie, ses droits sociaux et ses espoirs d'émancipation. Notre soutien doit être lucide et à la hauteur de son courage.

Francis Sitel¹

L'imprévisibilité est la marque des événements historiques les plus décisifs. Ceux qui déroutent les grilles de lecture établies et bouleversent les paradigmes politiques les mieux installés.

La guerre d'agression dont l'Ukraine est victime de la part de Poutine en est une démonstration confirmée.

L'offensive de l'armée russe le 24 février 2022 a surpris. Malgré une guerre engagée par le Kremlin depuis 2014 pour détacher le Donbass et la Crimée de l'Ukraine. Et aussi en dépit de l'évidence que la politique de Poutine affiche un brutal projet impérialiste, dite comme telle et confirmée en actes en Tchétchénie, en Géorgie, en Syrie...

1. Francis Sitel est membre du comité de rédaction de *Contretemps*.



Surprise aussi de découvrir, face à une armée présentée comme surpuissante, une résistance ukrainienne capable de refouler celle-ci.

Surprise à nouveau de voir combien la Russie se montre capable de mobiliser ses ressources humaines et matérielles pour installer la guerre dans la durée, et enrayer la contre-offensive ukrainienne l'empêchant de percer le système défensif et de reconquérir les territoires occupés.

Surprise enfin, mais moindre, de constater que les États-Unis et l'Union européenne peinent à mettre les actes à la hauteur de leurs promesses et engagements: fourniture d'armements au compte-gouttes et avec retard, faiblesses d'une industrie d'armement qui ne peut répondre aux besoins en munitions...

Si bien qu'on s'interroge sur les développements de la guerre et sa possible issue.

La société ukrainienne confirme sa résistance, mais dans des difficultés de plus en plus grandes. L'armée ukrainienne marque des points (particulièrement en mer Noire et en Crimée, et avec ses frappes en Russie...), mais pourra-t-elle maintenir un effort aussi exigeant face aux atouts de la Russie?

D'où la question de vérité: jusqu'où le peuple ukrainien peut-il compter sur le soutien des pays qui l'assurent de leur solidarité, en particulier ceux de l'Union européenne et la France?

On voit la lassitude gagner les opinions publiques, la menace trumpiste planer sur la politique américaine, les doutes et hésitations miner la détermination affichée par nombre de gouvernements européens.

L'acceptation de la candidature de l'Ukraine à intégrer l'Union européenne est un engagement politique fort et bienvenu. Mais, signe de mauvais augure, on voit déjà en France, y compris au sein de la gauche, une levée de boucliers contre cette décision. On brandit les conséquences économiques

et sociales d'une telle intégration, au demeurant non pas pour la société ukrainienne mais pour nos économies (du fait de la grave menace des céréales et des poulets ukrainiens!). Alibi hypocrite puisqu'une intégration effective ne pourra résulter que d'un long et complexe processus. Alors que l'acceptation de la candidature a valeur de reconnaissance que l'Ukraine a sa place au sein de la famille européenne, donc que la guerre dont elle est victime est une agression contre l'Union elle-même, avec les conséquences devant en résulter. Y compris la nécessité pour celle-ci de redéfinir ses priorités.

Ces rappels montrent que ces deux années de guerre ont bouleversé, et cela en permanence, nos cadres de pensée et d'actions. D'où le défi d'une mise à jour en continu et de fond.

Ce pourquoi le travail des Brigades éditoriales de solidarité avec l'Ukraine résistante est si indispensable, nécessitant approbation et soutien.

Bernard Dréano¹

La guerre mobilise les moyens considérables de la Russie auquel l'Ukraine résiste grâce à ceux de ses alliés. Les armements les plus onéreux, avions de chasse de dernière génération, missiles sophistiqués (hypersoniques, etc.), forces navales, ne jouent pas un rôle majeur, par rapport aux drones, à l'artillerie, aux mines et munitions rustiques et à la «chair à canon» des fantassins.

Face à l'invasion les États-Unis avaient d'emblée renoncé à toute dissuasion, annonçant qu'ils limiteraient leur action, puis «bridant» l'aide militaire. Le régime russe a pu y voir un succès de sa propre

1. Membre de l'Assemblée européenne des citoyens AEC, président du Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM) et du comité français du RESU.



dissuasion, celle de la menace nucléaire (qui suscite la peur dans les opinions publiques occidentales). Quoique trop tardivement, les limitations qualitatives de l'armement de l'Ukraine ont été levées – mais les quantités restent insuffisantes.

Après l'échec de la Blitzkrieg russe, puis de la contre-offensive ukrainienne, c'est la guerre d'usure. Poutine espère que le temps joue pour lui, escomptant un affaiblissement du soutien occidental, la fatigue du peuple ukrainien, l'absence de contestation à l'intérieur de la Russie. Tout ne se joue donc pas sur le Front, mais à l'arrière,

Beaucoup ont été surpris par la force de la mobilisation ukrainienne. Une résistance populaire qui fait Nation. Où, malgré la loi martiale et des conditions atroces de la guerre, la société est vivante, souvent auto-organisée. Toutefois la corruption reste présente, la cohésion sociale est menacée avec les mesures néolibérales prônées par les droites ukrainiennes et leurs conseillers conservateurs britanniques, les tensions au sommet de l'État et les risques de dérives autoritaires existent...

Beaucoup ont été déçus par la faiblesse de la mobilisation antiguerre en Russie. Réelle au début, elle n'est plus très visible. Ceci sous l'effet de la propagande stalino-tsariste, d'une répression considérable et d'un achat de la paix sociale. Cependant cette guerre coûte très très cher, financièrement et humainement, et la stabilité du «front intérieur russe» n'est pas garantie.

La logique de «camps» arrange Poutine. Il est naturel que l'Ukraine considère que sa résistance est celle de la démocratie contre la dictature. S'agit-il pourtant de la lutte du camp du bien (les démocraties) contre celui du mal (les autocraties)? La majorité des opinions publiques du monde ignore ce que sont l'Ukraine ou la Russie d'aujourd'hui, mais a plus

que des doutes sur les proclamations de vertu des Occidentaux, le «deux poids deux mesures» de leurs pratiques. Le soutien des Américains et Européens à la politique de purification ethnique israélienne (et risque de génocide) est totalement contradictoire avec la condamnation, au combien justifiée, des mêmes politiques, quand elles sont russes. Une formidable opportunité de contre-discours pour Poutine...

La solidarité avec la résistance armée et non-armée ukrainienne doit, pour des internationalistes, être complétée par le soutien aux forces progressistes, notamment féministes et syndicales en Ukraine. Et dans la solidarité avec les forces antiguerres en Russie et au Bélarus. Or toute une partie de la gauche, qui devrait naturellement être active à ce sujet, demeure absente, rétive, voire hostile, à des actions solidaires. Une invisibilité qui risque de peser très lourd, pratiquement et idéologiquement demain.

Roberto Massari et Michele Nobili¹

L'affirmation selon laquelle Poutine est en train de gagner sa guerre d'invasion apparaît souvent dans la presse internationale. Ce n'est pas vrai: Poutine a perdu politiquement dès les premiers mois de la guerre, car son objectif était d'atteindre Kyiv et de renverser le gouvernement en place pour le remplacer par un gouvernement pro-russe. Il n'y est pas parvenu et a dû s'arrêter dans les territoires frontaliers déjà occupés avant l'invasion. À partir de là, il ne peut plus avancer, mais l'armée ukrainienne ne peut pas non plus les reprendre.

Là où la défaite de Poutine est la plus évidente, c'est dans le renforcement de l'OTAN, qui n'aurait pas eu lieu sans l'agression.

1. Roberto Massari et Michele Nobili sont membres d'Utopia Rossa et des Brigades éditoriales de solidarité.



L'unité avec laquelle l'UE a réagi marque également un troisième niveau de la défaite de Poutine. L'unification européenne (fait positif dans la mesure où elle a surmonté des nationalismes séculaires) a progressé à pas de géant grâce à Poutine. Le récent vote du gouvernement hongrois en faveur du financement de l'Ukraine le prouve également.

D'autre part, en faveur de Poutine, il y a un processus qui se dessine lentement à l'échelle internationale, à savoir la convergence sur le terrain réactionnaire de l'anti-américanisme des principales dictatures du monde : Russie, Chine, Corée du Nord, Iran, certains pays arabes, certains pays d'Amérique latine, avec des attitudes ambiguës de la part des Brics. Ce scénario international va au-delà de la guerre en Ukraine et constitue une menace sérieuse pour l'humanité : l'avenir pourrait voir un élargissement du conflit entre un front de pays capitalistes imparfaitement démocratiques et un front de pays capitalistes dictatoriaux, qui restent souvent liés à des idéologies médiévales, comme dans le cas de l'Iran. Le régime iranien est une honte pour l'humanité, mais il en va de même pour la Corée du Nord, vétéran du stalinisme.

Face à cette situation dangereuse qui pourrait déboucher sur un conflit mondial, force est de constater l'impuissance des classes populaires (pays par pays) et l'absence de forces de gauche dignes de ce nom, capables de changer le cours de l'histoire.

La campagne de solidarité avec l'Ukraine a montré le peu qu'il reste de la gauche dans les principaux pays capitalistes, mais aussi le vide qui se cache derrière les mouvements prétendument pacifistes. Ceux-ci ont appelé à la reddition de l'Ukraine, en la camouflant sous le mot «paix», sans faire de distinction entre les attaqués et les agresseurs.

Il en a été de même pour le pogrom du Hamas contre les kibboutzim israéliens : un événement qui ne peut être considéré comme distinct de la guerre en Ukraine. Dans l'ancienne gauche, rares sont ceux qui condamnent le Hamas pour avoir déclaré la guerre à Israël, pour son refus de livrer des otages et pour le cynisme avec lequel il sacrifie les masses palestiniennes à Gaza.

En Italie, les manifestations anti-israéliennes ont pris une tournure de «gauche» clairement antisémite. Et la montée de l'antisémitisme dans l'ancienne gauche est certainement un triste signe des temps que nous vivons. En Italie, l'antisémitisme et l'anti-ukrainisme se côtoient quotidiennement.

Nous, à *Utopia rossa*, qui avons été à l'avant-garde de la solidarité avec l'Ukraine dès le premier instant, devons honnêtement admettre que nous n'avons pas réussi à créer un courant de solidarité au sein de la gauche. Nous avons cependant publié trois livres qui nous permettent d'opérer au moins sur le terrain de la propagande : *Michele Nobile, Invasioni russe. Polonia 1939/ Ucraina 2022* (2022) et *Brigate editoriali di solidarietà, Ucraina dalla A alla Z*, (2023); et pour comprendre les origines du régime russe actuel, Roberto Massari, *Se questi sono uomini... Dalla Čeka a Kronštadt al Gulag* (2024).



Vincent Présumey¹

Deux années de solidarité internationaliste organisée – entre des militants et des courants qui, dès 2014, défendaient le peuple ukrainien : nous avons au moins cet acquis et il est précieux.

Oserais-je dire que nos préoccupations ont rejoint, à chaque étape, celles du peuple et de nos camarades ukrainiens ?

1. Vincent Présumey est membre d'Aplutsoc et du RESU-France.

Février-mars 2022: stopper l'invasion. Au choc et à la peur s'est joint, rapidement, l'enthousiasme, car, comme nous l'espérons, une formidable résistance «armée et non armée» était en train de faire échouer la pire agression impérialiste du 21^e siècle à ce jour.

Mars-juin 2022: pendant la bataille du Donbass et le siège et la destruction de Marioupol, la fierté de la libération de régions entières se conjugue à l'horreur de ce qu'on y découvre, exprimée dans un beau texte de notre camarade Maksym Butkevych qui sera pris par l'ennemi fin juin...

Été-automne 2022: la débandade russe à l'Est de Kharkiv puis la libération de Kherson font espérer que la guerre attise la crise et la révolution dans la société et dans l'armée russes. Mais le régime a jusqu'à présent colmaté ses brèches à chaque fois.

Alors les choses se figent, avec la bataille de Bakhmut en abcès de fixation, cette nouvelle bataille de l'Èbre. La guerre semble alors se réduire à ce qu'elle est: une chose militaire. Les réformes anti-sociales du gouvernement ukrainien et la corruption structurelle y contribuent. Pour desserrer l'étau puis gagner, il faut que le peuple ait plus de pouvoir, et il faut des armes. La victoire, c'est l'auto-organisation plus les F16!

6 juin 2023: l'écocide du barrage sur le Dnipro, l'annonce que la «contre-offensive» a commencé, et la crise mafieuse de l'État russe (Prigojine) remettent tout en suspens: la percée vient-elle? Elle ne viendra pas, malgré Robotyne, et pour les mêmes raisons: le peuple n'est pas au pouvoir et il n'a pas les F16.

Plus que jamais, la lutte contre l'impérialisme russe et la lutte contre le capitalisme mondial devraient être communes: les mêmes forces qui endettent l'Ukraine, y précarisent et exploitent les prolétaires, lui ont imposé une contre-offensive façon 14-18 sans aviation face au plus grand champ de mines

du monde! Le RESU-France a alors accentué ses thèmes sur ce double axe: soutien au front social en Ukraine! Des armes modernes, vite: les armes ne doivent pas être des marchandises!

C'est alors que le 7 octobre 2023 du Hamas suivi de la destruction israélienne de Gaza ont déplacé la situation mondiale vers le pire. Dans ce cadre la guerre en Ukraine a faussement paru passer au second plan. Mais ces deux guerres et les prochaines forment au fond un tout, contre l'émancipation humaine.

C'est pour nous le moment le plus difficile. Il ne s'agit pas de «tenir», mais de contre-attaquer. Et le terrain pour nous, ce sont les mouvements sociaux, la gauche et les syndicats. Nous avons un grand résultat: la position commune, réalisée au moment de l'unité contre Macron pour les retraites, des centrales syndicales en soutien au peuple ukrainien, renouvelée pour le 24 février 2024. Avec deux grandes limites: leur silence sur le besoin en armes, et l'immense conservatisme des milieux militants sur les sujets internationaux, se traduisant en pure et simple ignorance.

Portons le fer sur ces deux butoirs. Et faisons-le en suivant de près le débat en Ukraine sur la conscription: cette question remet au premier plan le fait que la guerre ne peut être gagnée que par le peuple, avec les méthodes de la démocratie. La jeunesse ukrainienne, garçons et filles, n'était mobilisable qu'après 27 ans, mais elle s'est portée au combat et à la résistance le 24 février 2022. Elle ne le refera pas par la contrainte, mais par la liberté. «Pour notre liberté et la vôtre»!

Quant au RESU-France, disons-le: nous savons sans avoir eu à le dire que les liens politiques et humains tissés continueront et fructifieront, alors disons-le.



A l'approche du 24 février et des initiatives qui vont marquer les deux ans de l'attaque globale de la Russie en Ukraine, le Réseau de solidarité avec l'Ukraine – France met à disposition des badges métalliques et des autocollants.



Prix (frais d'envoi compris)

- Badges : 2,5 € l'unité
- Autocollants : 2,5 € les 10 – 25 € les 100

Bon de commande

Adresse d'envoi :

Code postal Ville

		Nombre	Montant
« Troupes de Poutine... »	2,5€ les 10.....	€
« Libérez Maksym... »	2,5€ les 10.....	€
« Troupes de Poutine... »	2,5€ les 10.....	€
Badge	2,5 € l'unité	€
		Total.....	€

Chèque à l'ordre de « RESU-France »

À renvoyer à
RESU-France c/o VULLION - 212, avenue du Maine 75014 PARIS

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore



(Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris) et *Utopia Rossa* (Rome), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : «Crosse en l'air».